Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
28 juin au 1er août 2001

le monde libertaire

20 F
3,05 €

- Le productivisme en question
- Refondation sociale
- Biotechnologies : halte au hold-up
- Toujours plus de sécurité
- Handicap : la dictature de la norme
- Euthanasie et discours sur la mort
- Etats-Unis : les grands défenseurs des sectes
- Expériences éducatives au Sénégal
- Sommet des Amériques
- De la récupération de l'anarchisme
- Mode de vie et projet de société
- Transformation sociale et école démocratique
- Le point sur les médias alternatifs
- Une bande dessinée inédite

des idées

des pratiques

pour un projet libertaire

ISSN 0026-9433 – hors série N°18
T 6726 - 18 H - 20,00 F - RD

Editorial

Le printemps 2001 aura été marqué par la montée en puissance des luttes contre les licenciements. Face aux restructurations industrielles imposées par un capitalisme à la recherche constante de meilleurs taux de profits, les travailleurs/ses ont su créer un réseau de résistance qui fait fi des appartenances syndicales et politiques traditionnelles. Des moments de mobilisation ont été organisés qui ont développé la conscience et l'intérêt de la solidarité et de la lutte collective.

La manifestation du 9 juin dernier en aura été le point d'orgue et sa réussite indéniable laisse espérer un développement de ce type de dynamique sociale. Il y a prise d'initiative d'une part de la base militante et de la part de nombreux individus encartés nulle part. Ce processus d'auto-organisation peut faire tache d'huile et servir de référence aux millions de salarié-e-s qui rongent leur frein et pourraient bien, si l'occasion se présente, exprimer leur ras-le-bol de la précarité, des salaires de misère et des rythmes de travail toujours plus stressants.

De plus en plus souvent ils prennent conscience que leur situation ne doit rien à la fatalité mais tout à un ordre social qui les tient pour quantités négligeables. Peut-il en être autrement lorsqu'on est licencié alors que sa boite affiche des bénéfices toujours en hausse ?

Même les grands discours du PC ou de LO à propos d'une loi contre les licenciements les laissent sceptiques car ils savent, par expérience, que l'État et le patronat sauront toujours brouiller les pistes et contourner les interdictions légales. Petit à petit, les salarié-e-s apprennent à ne faire confiance qu'à leur capacité de lutte. Pour celles et ceux qui veulent bien observer ce mouvement avec une certaine objectivité, force est de constater que la dynamique de lutte sociales qui prévaut s'inspire très fortement de la conception libertaire de la lutte de classes. Ce qui n'est pas vraiment une découverte si l'on prend en compte l'émergence successive depuis 1986 des coordinations puis des syndicats en rupture d'avec les grosses confédérations (SUD, CNT…), l'action des mouvements de chômeurs, des réseaux de sans-papiers, etc.

Tous ces mouvements et structures se revendiquent chacun à leur manière, de cette volonté de maîtriser sa vie, de ne pas être manipulé ou soumis à des stratégies et intérêts extérieurs à ce qui a été décidé en assemblée générale, revendiquent des choses concrètes, pratiques. Ce sont ces raisons qui en profondeur discréditent les élections et non pas, comme trop souvent les médias le laisse sous-entendre, un désintérêt de la politique. Dans ce processus, nous nous demandons souvent quelle fonction et quel rôle les anarchistes peuvent avoir.

En toute modestie, nous savons que nous ne maîtrisons pas grand-chose, mais pas moins que LO, la LCR ou le PC qui sont bien en peine de présenter un quelconque projet sociétaire. Ce numéro hors série du *Monde Libertaire*, comme celui qui paraîtra en août, tentera de donner quelques pistes pour que demain les luttes sociales assument un peu plus ouvertement ces pratiques anarchistes.

s o m m a i r e

La production agricole : de la fièvre aphteuse à la logique capitaliste..... p.4
Refondation sociale : une déclaration de guerre aux salariés..... p.8
Tous les pauvres ne sont pas chômeurs .. p.11
Biotechnologies : halte au hold-up ! ..... p 12
Toujours plus de sécurité ! ..... p 14
Euthanasie et discours sur la mort..... p.17
Les États-Unis et les sectes : l'amour fou p.21
AUPEJ : une école sans État p.23
Petit portrait de l'anarchisme en Amérique du Nord..... p.26
De la récupération de l'anarchisme..... p.29
Projet libertaire et épicurisme de la vie quotidienne..... p.31
De quelques principes fondateurs de la démocratisation de l'école..... p.33
Ça se remue dans les médias.....p.36
Micro-trottoir (bande dessinée) p.38

La production agricole : de la fièvre aphteuse à la logique capitaliste

Après la « vache folle », la peste porcine et quelques autres péripéties d'une agriculture qui confine à l'absurde, voici « fièvre aphteuse, le retour ». Cette maladie n'est en effet pas une nouveauté, elle existe même depuis des siècles : après plusieurs années d'accalmie (sa dernière manifestation remonte à 1981), elle réapparaît en février dernier en Angleterre, puis en mars en France, aux Pays-Bas, en Irlande.

Le productivisme en question

La fièvre aphteuse, ce mal qui répand la terreur, est une maladie bénigne, non transmissible à l'homme, et dont les animaux en bon état se guérissent rapidement ; mais elle est contagieuse, les animaux les plus sensibles étant le porc, la vache, le mouton, la chèvre, et leurs cousins sauvages. Sa propagation est avant tout liée à la généralisation de pratiques agricoles productivistes (mauvaise fertilisation des sols, élevages concentrationnaires, facteurs de prolifération) et à la « mondialisation » (intensité des échanges, fréquence et durée des transports propices à la dissémination du virus : de nombreux abattoirs ont disparu parce que… non rentables ; par ailleurs, beaucoup d'animaux, nés dans une exploitation de naissage, effectuent plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de km, jusqu'au lieu où ils seront engraissés. La rentabilité n'est-elle pas fondée sur la spécialisation des tâches ?).

L'agronomie « moderne », pour des raisons exclusivement économiques – augmentation des rendements – a rejeté le magnésium au profit du couple nitrate/potasse, induisant ainsi un déséquilibre minéral dans la composition des fourrages. Le potassium en excès dans les sols empêche le magnésium d'être assimilé. Ce déséquilibre engendre de nombreuses pathologies sur les végétaux, et par conséquent sur ceux qui s'en nourrissent, les animaux et l'homme. Les défenses immunitaires dépendent de ce que mangent les animaux, donc de la santé des sols : une nourriture carencée provoque des déficiences immunitaires. La tuberculose, la fièvre aphteuse, la brucellose, l'ESB et d'autres maladies, se développent lorsque les défenses sont faibles.

On sait, depuis les travaux du professeur Delbet en 1917, que le chlorure de magnésium, en dilution dans de l'eau, guérit rapidement les moutons atteints de la fièvre aphteuse. On a aussi constaté que, en Bretagne notamment, dans les exploitations où l'on épandait du maërl, la fièvre aphteuse ne se manifestait jamais, parce que cette algue, amendement calcaire connu, apporte au sol, et donc aux fourrages, une proportion importante de magnésie, ainsi d'ailleurs que plusieurs oligo-éléments, conférant aux animaux une résistance à la fièvre aphteuse. Par ailleurs, selon Michel Barbaud, spécialiste en agro-écologie, toutes les peuplades qui bénéficient d'une alimentation riche en magnésium ne connaissent pas les cancers (Caucasiens, Hunzas, Indiens…).

Puisque l'on connaît à la fois les mécanismes qui favorisent le développement de la fièvre aphteuse et les méthodes efficaces pour l'endiguer, pourquoi cette affection a-t-elle pu prendre tant d'ampleur ? Pourquoi se livre-t-on à cette « dictature hygiéniste », alors que la loi ne l'exige pas (le plan d'alerte « fièvre aphteuse » prévoit la mise en place de périmètres de protection (3 km) et de surveillance (10 km), avec mises en quarantaine, restriction des transports, désinfections, embargo sur l'exportation d'animaux vivants et de produits d'animaux) ? Pourquoi procède-t-on à l'abattage systématique et à la mise au bûcher de milliers d'animaux, ravivant les peurs moyenâgeuses, alimentant la psychose, bloquant toute activité économique dans les régions d'élevage ? C'est plus d'un million d'animaux de ferme que la Grande-Bretagne a brûlé ou enfoui en trois mois. Un massacre qui pose aussi la question de l'évolution de notre rapport à la vie : l'animal-machine destiné à rentabiliser des capitaux et à devenir matière inerte, objet de consommation.

Surproduire pour s'enrichir

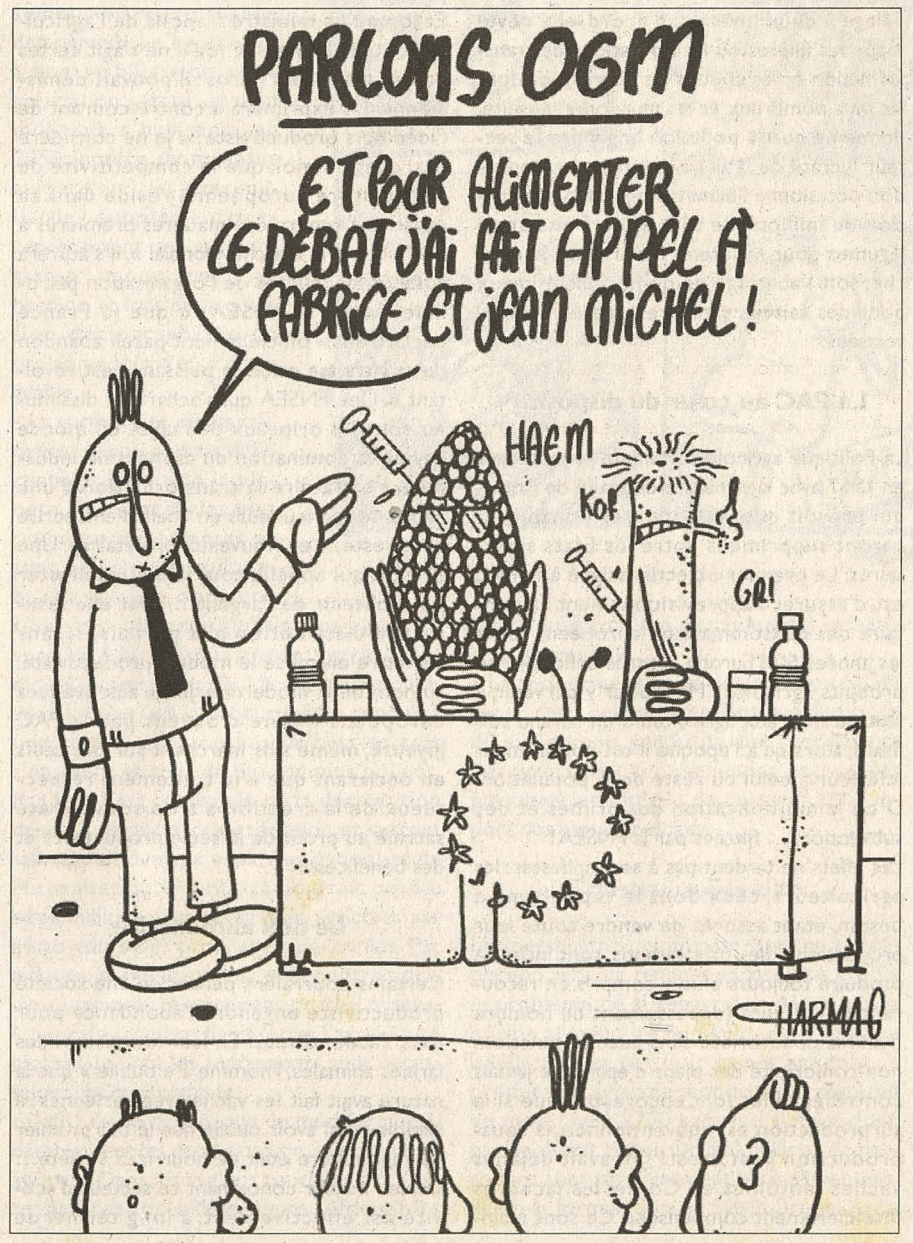
« Bon sang, mais c'est bien sûr », aurait dit Coluche : l'augmentation du profit se réalise dans l'accroissement de l'échange et de la circulation des marchandises. Plus ça pousse, et plus ça rapporte ! À qui, au fait, sinon aux gros exploitants agricoles, aux firmes de l'agro-alimentaire, à la grande distribution, ainsi qu'aux banques ? Il importe de bien comprendre la subordination totale de l'agriculture au secteur agro-alimentaire : en mai 1996, Victor Scherrer, président de l'industrie agroalimentaire française, déclarait : « Depuis 1992, la valeur ajoutée de l'industrie alimentaire dépasse celle de l'agriculture. Il faut que les pouvoirs publics prennent en compte cette réalité. Nous sommes en aval et c'est nous qui pilotons. »

Au lendemain de la seconde guerre mondiale et des nouvelles lois d'orientation agricole, « on » avait incité les agriculteurs à produire toujours plus pour satisfaire les besoins alimentaires : noble cause ! L'Europe ayant atteint globalement l'autosuffisance alimentaire dans les années 70 (l'apparition des premiers soldes agroalimentaires excédentaires en France date de 1974), un ralentissement de la production aurait dû s'opérer. Or c'est une accélération qu'on a dû

constater, une « explosion » quantitative même, directement liée à la « dictature des rendements » (en France par exemple, la production dans la filière avicole a augmenté de 24% de 1993 à 1998; plus généralement, au cours de la période 1960-1995, pour les trente productions végétales ou animales les plus importantes, on ne recense aucun exemple de déclin ou de stagnation quant aux volumes produits). Depuis cette période, la « vocation exportatrice » est l'unique credo des agri managers, épaulés par leurs serviteurs zélés des classes politiques européennes (Giscard, avec sa lucidité en forme d'avion renifleur, qualifiait l'agriculture de « pétrole vert » de la France).

Les nouvelles orientations des politiques agricoles reposent sur la capacité illusoire de certains pays à conquérir des débouchés, sur la croyance en un marché mondial sans frontière capable d'absorber tous les excédents produits. Ces politiques ne sont évidemment pas sans conséquences:

• le recours massif aux subventions à l'exportation (le secteur européen des cultures arables a connu une croissance budgétaire de 1000% entre 1984 et 1997!). Un rapport de la Cour des comptes critiquait, il y a quelques années, les aides que l'État accordait par le biais du Crédit agricole, « aides qui excluent les exploitations de poly-activités dont le maintien est indispensable dans certaines zones du territoire, qui ne favorisent pas l'installation progressive [...] mais qui renforcent la constitution d'exploitations intensives dans les filières de productions excédentaires ». On ne saurait être plus clair!



• la dégradation de l'emploi: du fait de l'accélération du processus de restructuration-concentration-industrialisation, l'Europe a perdu vingt millions de paysans en quarante ans, chaque « crise » de surproduction éliminant, dans une logique implacable, les exploitants les plus vulnérables. Car ce sont, bien sûr, les élevages de taille industrielle qui sont responsables de la surproduction: en France, seule la catégorie des élevages de plus de 1000 porcs a progressé entre 1979 et 1995 (de 5% en nombre leur poids économique représente actuellement près de 60% du cheptel).

• la concurrence des agricultures vivrières des pays du Sud et la ruine des économies locales. Tout cela sans résoudre le problème de la faim dans le monde (le Brésil, qui est pourtant troisième exportateur mondial de céréales, voit le quart de sa population souffrir de malnutrition).

L'aubaine des problèmes sanitaires

Le stockage des excédents dans les frigos de l'Europe (beurre, poudre de lait, viande de taurillons) a déjà coûté très cher aux contribuables, mais n'a pas résolu le problème de la surproduction. Que faire des surplus qui provoquent la « crise » et l'effondrement des prix? Il y a bien l'ESB ou la peste porcine qui ont permis d'abattre de nombreux cheptels. Mais le résultat est largement insuffisant, d'autant que l'affaire de la « vache folle », en suscitant la méfiance des consommateurs, a fait chuter les ventes de manière significative. En Allemagne par exemple, la consommation de bœuf a chuté de 80% depuis novembre 2000, et l'agriculture allemande se retrouve avec près de cinq millions de bovins sur les bras.

La réapparition de la fièvre aphteuse arrivait donc à point pour remédier à une surproduction consciencieusement entretenue depuis trente ans dans la communauté européenne (mais ne le répétez surtout pas, certains seraient trop prompts à dégainer les gros mots: cynisme, cupidité, machiavélisme, alors que la production est un long fleuve tranquille). C'est donc sciemment qu'on a laissé se développer l'épidémie... pour « dégraisser » le marché et éliminer un peu plus une petite paysannerie en profond désarroi. La surproduction capitaliste pourra désormais reprendre sur des bases plus saines. Attitude d'autant plus scandaleuse que la vaccination permettait de limiter l'extension de cette maladie, ainsi que, rappelons-le, le chlorure de magnésium. Produire pour détruire, il fallait y penser: le capitalisme l'a fait pour vous!

Le 1er janvier 1992, la vaccination de la fièvre aphteuse est interdite au sein des pays de l'union européenne. Si un État décide de recourir à la vaccination face à une forte épidémie, il s'astreint à un embargo de deux années minimum, c'est-à-dire qu'il se condamne à l'arrêt de ses exportations dans les filières concernées. D'où la déclaration de Jean Glavany, courageux ministre de l'Agriculture: « il vaut mieux abattre plutôt que vacciner ». L'économie réalisée par l'Union européenne du fait de la non-vaccination est de l'ordre de 110 millions d'euros par an.

Un gaspillage monstrueux

Sans les injections répétées d'argent public, le secteur agricole serait largement déficitaire. L'externalisation de la plupart de ses coûts sur l'ensemble de la société permet de dissimuler le gaspillage gigantesque dont il est responsable. L'introduction du maïs en constitue une des causes essentielles. Le maïs engendre gaspillage et inefficacité économique. Pourquoi donc avoir développé en France cette plante spécifique des régions chaudes et humides, qui contient trois fois moins de protéines que l'herbe et nécessite donc un complément (en tourteaux: soja, colza...), qui accélère l'érosion des sols puisqu'elle empêche la couverture de la terre en hiver, qui augmente la pollution par les nitrates et les pesticides, et qui exige un matériel spécial pour être semée et récoltée? Mais justement parce que le maïs engendre le gaspillage! Et que le gaspillage renforce la dépendance des agriculteurs! D'où l'importance de la prime au maïs-ensilage qui encourage cette orientation (2400 F par hectare contre 300 F pour l'herbe).

On le sait: plus la consommation augmente, plus les profits, pour certains, se multiplient. La consommation d'énergie pour la production agricole est fonction de la technologie. Cette technologie implique un équipement lourd, des installations d'irrigation lourdes, un usage massif d'engrais chimiques. De plus, cette production agraire moderne consomme (en dehors de la consommation énergétique engendrée par les méthodes industrielles de l'exploitation agricole) énormément d'énergie en transport et en stockage. L'aménagement du territoire a en effet progressivement éloigné les zones de production agraire des zones où les produits cultivés seront consommés, c'est-à-dire les villes. Ce transport, quotidien pour les denrées périssables, et le stockage conditionné, multiplient la consommation d'énergie.

Par ailleurs, le choix de certaines productions amplifie ce gaspillage, et notamment la viande dont la production est tout à fait disproportionnée aux besoins. Il faut en moyenne sept calories d'origine végétale pour produire une calorie de nourriture d'origine animale. De plus en plus, on utilise pour l'alimentation du bétail des produits qui pourraient être consommés directement par l'homme. On ne peut passer sous silence un des plus beaux exploits de l'agriculture capitaliste: la production industrielle des veaux de boucherie. Contrairement au veau fermier qui tête, dans la filière industrielle, le lait est trait, refroidi et stocké à la ferme, puis transporté à la laiterie où il est réchauffé, écrémé, stérilisé et mis en poudre. Puis on lui ajoute des matières grasses, on le rapporte à la ferme, où il est reconstitué, réchauffé avant d'être distribué aux veaux!

L'agriculture capitaliste organise un gaspillage à deux niveaux: d'abord, elle développe les filières où les opérations de transformation et les circuits de distribution sont les plus nombreux et les plus longs; ensuite, de même que la pollution engendre le secteur lucratif de la dépollution, la surproduction occasionne l'élimination, soit la destruction de millions de tonnes de fruits et de légumes pour maintenir les prix sur le marché, soit l'abattage de nombreux animaux pour des raisons sanitaires, réelles ou provoquées.

La PAC au cœur du dispositif

La Politique agricole commune prend corps en 1957 avec la signature du traité de Rome, qui prévoit que les barrières douanières seront supprimées entre les États signataires. Le premier objectif assigné à la PAC est d'assurer l'approvisionnement alimentaire des consommateurs européens (dans les années 50, l'Europe est très déficitaire en produits agricoles). Mais, pour y parvenir, il faut garantir aux agriculteurs un revenu suffisant, alors qu'à l'époque il est notoirement inférieur à celui du reste de la population. D'où la multiplication des primes et des subventions... filtrées par la FNSEA!

Les effets ne tardent pas à se manifester: les agriculteurs, ceux dont le capitalisme a besoin, étant assurés de vendre toute leur production à des prix garantis, sont incités à produire toujours plus, y compris en recourant à l'illégalité (dépassement du nombre d'animaux autorisés sans aucune sanction, non-conformité des plans d'épandage jamais contrôlés). Plus fort encore, puisque si la surproduction est subventionnée, la sous-production l'est aussi! On avait déjà les vaches fantômes en Corse, les jachères financièrement compensées. Ce sont maintenant des primes juteuses qui sont allouées aux producteurs porcins qui renoncent à produire des porcs! À quand des aides publiques pour les enseignants qui accepteraient de prolonger leurs vacances?

La politique de « modernisation » se traduit donc par une course au rendement, c'est-à-dire en définitive par l'agrandissement et la concentration des exploitations... et donc l'élimination des autres. Avec engraissement régulier de tous les « partenaires » de cette grande fête: l'industrie chimique, les fabricants de matériel, les semenciers, les banques, les abattoirs, l'industrie agro-alimentaire, la grande distribution, le syndicalisme majoritaire. La libre circulation des marchandises s'effectuera au détriment des contrôles, avec la complaisance souvent gracieuse des services vétérinaires. Tant pis pour la santé des consommateurs.

Et lorsqu'un ministre français de l'agriculture, Louis Le Pensec (qu'il ne s'agit certes pas de traiter en héros: il pouvait démissionner), s'exprimera à contre-courant de l'idéologie productiviste: « Je ne considère pas, quant à moi, que la compétitivité de l'agriculture européenne réside dans sa capacité à vendre des matières premières à bas prix sur le marché mondial », il s'attirera aussitôt les foudres de l'organisation patronale qu'est la FNSEA: « que la France déclare aussi officiellement pareil abandon de sa richesse et de sa puissance est révoltant ». Une FNSEA qui s'acharne à dissimuler sous les oripeaux de l'unité du monde paysan la domination du capitalisme industriel, c'est-à-dire la transformation d'une partie des agriculteurs en chefs d'entreprise et le reste... en nouveaux prolétaires. Une FNSEA qui appelle toujours à manifester pour obtenir de l'argent... dont elle assurera la distribution aux plus aisés, sans remettre en cause le modèle productiviste, au nom de la modernité. Jusqu'aux évêques européens qui ne trouvent pas la PAC joyeuse, même s'ils marchent sur des œufs en déclarant que « le traitement respectueux de la création a trop souvent été sacrifié au profit de la seule productivité et des bénéfices »!

Le défi alimentaire

Certains pourraient penser qu'une société productiviste engendre l'abondance pour tous. Fatale naïveté! En leur fournissant des farines animales, l'homme a « oublié » que la nature avait fait les vaches végétariennes; il semble aussi avoir oublié que le but premier de l'agriculture était de nourrir la société... L'enjeu majeur concernant ce secteur d'activité est effectivement, à long terme, de

savoir si l'évolution des pratiques agricoles, de l'environnement et de l'organisation sociale permettra de nourrir les neuf ou dix milliards d'êtres humains que la planète comptera dans un demi-siècle. Le problème se situe à deux niveaux: la production et la répartition.

Concernant la production, les perspectives à long terme ne sont pas nécessairement réjouissantes si les tendances actuelles persistent. La production globale dépend de plusieurs paramètres dont la plupart tendent vers une diminution de cette production.

• La démographie: même si les courbes d'évolution (source: ONU) font clairement apparaître le ralentissement de la croissance démographique, conduisant à une stabilisation de la population autour de neuf milliards d'habitants en 2050 (contre six milliards aujourd'hui), les trois milliards supplémentaires représentent une augmentation importante des besoins, et font de la question démographique un problème loin d'être négligeable.

• La surface des terres cultivées: même si, dans différentes régions de la planète, des superficies plus ou moins importantes ne sont pas mises en culture, et constituent donc une réserve, la tendance globale joue plutôt en sens inverse. Chaque année, l'agriculture mondiale perd près de 1 % des terres cultivées. La course à la productivité a conduit à une surexploitation des terres: les sols s'épuisent et sont de plus en plus pollués. Par les effets conjugués de la dégradation des sols (érosion, désertification et surtout salinisation due aux eaux d'irrigation) et de l'urbanisation, l'humanité pourrait perdre seize millions d'ha de surfaces agricoles par an au cours des prochaines décennies. Par ailleurs, la pollution des sols contraindra, dans un avenir relativement proche, à développer de manière significative l'agriculture biologique dont les rendements sont nécessairement moins élevés.

• L'effet de serre: il risque de modifier considérablement les conditions de la production agricole. Dans les régions touchées par l'extension des zones désertiques (Afrique), les rendements agricoles chuteraient de 10 à 30 %. La multiplication des phénomènes météorologiques exceptionnels (cyclones, inondations, sécheresses et autres orages violents) pourrait détruire régulièrement les récoltes dans les zones à risques.

• La diminution prévue des ressources disponibles en eau aggrave encore la situation, tant au niveau alimentaire lui-même (boisson, transformation des aliments) qu'agricole (irrigation).

• Le mouvement de résistance aux OGM (pour ceux qui entretenaient des illusions), dû aux risques encourus, aux rendements décevants et à la dépendance accrue des paysanneries, interdit de compter sur l'apport des biotechnologies.

Construire l'égalité

Les perspectives plutôt moroses de la production agricole rendent encore plus crucial le problème de la répartition. Alors que la norme alimentaire minimum est d'environ 2300 calories par jour et par habitant, la production agricole mondiale correspond en moyenne à 2700 calories: il n'y a donc pas de déficit global. Or 800 millions de personnes sont régulièrement sous-alimentées. Selon la formulation de Sylvie Brunel (« La faim dans le monde »), la sécurité alimentaire est atteinte lorsque toutes les personnes ont accès à tout moment aux aliments nécessaires pour être en bonne santé et mener une vie active. Même lorsqu'un hypocrite Premier ministre de gauche en appelle au « civisme commercial » face à la loi de la jungle, le capitalisme est incapable de parvenir à une « maîtrise de la production » parce que la surproduction génère davantage de profits (la seule tentative de limitation de la production de lait par l'instauration de quotas a conduit à la disparition de la moitié des producteurs en cinq ans !). Il est aussi incapable de garantir l'accessibilité de tous à la nourriture, parce que l'augmentation des profits s'accompagne inévitablement d'une baisse du pouvoir d'achat des populations, sans doute l'une de ses contradictions fondamentales. Il faut ajouter au nombre des responsables les dirigeants de certains régimes qui utilisent la faim comme arme de guerre, et dont l'objectif est l'élimination des minorités, le contrôle total de la société.

Devant l'insatisfaction grandissante, la mystification du réformisme risque de passer de plus en plus difficilement. La renégociation de la PAC pourrait apparaître à beaucoup pour ce qu'elle est: un cautère sur une jambe de bois. Seule une organisation sociale fondée sur les principes de l'anarchisme peut résoudre le problème de la production alimentaire aux deux niveaux. Celui de la production: sauf à considérer les populations comme majoritairement masochistes, aucun motif autre que le profit ne peut justifier une course à la surproduction: une coordination des statistiques ainsi que l'expérience permettront de définir les quantités de production correspondant aux besoins réels des populations. Celui de la distribution: l'égalité économique garantira à tous l'accès à une nourriture de qualité. Il n'a sans doute jamais été aussi urgent de passer de la résistance à l'offensive, de coordonner les luttes pour qu'enfin, et entre autres, les peuples puissent décider eux-mêmes de leur propre alimentation, contre les prétentions de l'OMC, des McDo et autres prédateurs.

Jean-Pierre Tertrais. – groupe La Commune (Rennes)

La refondation sociale patronale

Une déclaration de guerre aux salariés

C'est à l'automne 1998 que l'organisation patronale fait sa « révolution », de CNPF elle devient MEDEF, au terme de « patrons » elle substitue le terme d'« entrepreneurs », marquant ainsi une volonté d'élargir son champ d'intervention au domaine social et politique. Sous l'appellation d'entreprises peut être intégrée l'essentielle de la sphère publique sur laquelle le patronat veut faire main basse. Les patrons entendent désormais passer à l'offensive et devenir les principaux instigateurs de la réforme libérale, devançant en cela les partis de droite et bien sûr l'État et les syndicats sommés d'obéir directement à la volonté du pouvoir économique.

Pour se faire, tous les moyens sont bons, y compris électoraux, puisqu'on a vu de nombreux membres du MEDEF s'engager aux municipales à des postes éligibles y compris sur des listes de gauche. Ceux qui sont élus ont donc leur mot à dire sur la gestion du personnel communal, ils peuvent tenter d'imposer à de plus en plus de salariés les méthodes du privé et préparer le terrain à « la ville libérale », avec des maires et des directeurs d'école chefs d'entreprises.

Pour la classe dirigeante il y urgence à faire rentrer en concurrence les différents acteurs sociaux, l'ensemble des relations sociales devant se calquer sur un modèle de marché. Pour le MEDEF c'est la compétitivité de l'économie qui en dépend et donc le plein emploi et la croissance.

Ce projet passe par une remise en cause de la gestion paritaire des organismes qui s'occupent des retraites, du chômage et de la sécurité sociale même si dans un premier temps ils en appellent à un front unique avec les syndicats contre la législation de l'État dans ces différents domaines. Surtout il s'agit d'abolir les négociations collectives qui garantissent des droits à l'ensemble des salariés pour que s'y substituent des contrats sectorisés comme pour les 35 heures.

La liberté du renard dans le poulailler

Il n'y a rien de bien nouveau dans l'arsenal idéologique déployé par le MEDEF si ce n'est que pour Ernest-Antoine Seillère les avancées de la mondialisation des marchés, le développement. De l'actionnariat salarié, des fonds de pension, la fin du modèle fordiste qui laisse place à l'atomisation des entreprises rendent inéluctable une nouvelle donne sociale.

Le patronat fustige l'interventionnisme de l'État et en appelle à la société civile pour laisser place à une diversité de contrats qui rendraient caduques des lois trop autori-

Historique de la négociation sur les retraites

- 7 novembre 2000: Premières propositions de la droite sur la réforme des retraites. Au programme, la retraite par capitalisation et l'allongement de la durée de cotisation selon le principe de neutralité actuarielle, c'est à dire en fonction de l'espérance de vie.
- 22 décembre 2000: Echec des négociations paritaires sur les retraites complémentaires.
- 12 janvier 2001: Le patronat tente un passage en force et annonce que l'ASF, organisme chargé du financement des retraites de 60 à 65 ans, demande aux patrons de ne plus verser leurs cotisations. Le MEDEF profite ainsi du fait que l'ASF est dépourvue d'existence juridique à partir du 1 janvier 2001.
- 25 janvier 2001: Un front qui regroupe l'ensemble des syndicats permet une mobilisation qui met dans la rue plus de 300 000 salariés du public et du privé pour sauvegarder la retraite à 60 ans.
- Du 7 au 10 février 2001: Nouvelles négociations paritaires. L'unité syndicale est rompue, la CGT refuse tout compromis sur la durée de cotisation des salariés. Un accord partiel permet de prolonger le financement de la retraite à 60 ans jusqu'au 31 décembre 2002. Le patronat obtient qu'à cette date de nouvelles négociations aient lieu.

taires à son goût. Un nouveau modèle de travailleur doit donc naître: « le salarié libre dans une entreprise autonome » dont le statut, le salaire et les perspectives de carrière dépendraient d'un accord à la base directement négocié avec le patronat.
Ce modèle de modernisation des rapports sociaux ne va évidemment pas sans arrière-pensées. C'est aller totalement dans le sens des intérêts patronaux que de substituer au contrat collectif un contrat individuel alors que l'on sait que le faible taux de syndicalisation fragiliserait des salariés contraints de négocier localement avec les patrons.
D'autre part ces salariés fragilisés, on le sait déjà dans le secteur privé auront plus de mal à mener des luttes efficaces s'ils restent isolés dans leurs entreprises. Si les salariés du public sont plus souvent en grève, c'est que des statuts généraux et des conventions collectives les protègent encore des pressions patronales. C'est donc moins l'État que les mouvements sociaux que le MEDEF entend abolir.

Huit chantiers de démolition sociale

Pronostiquant la fin de la lutte des classes, le patronat veut tenir sous sa coupe des travailleurs soumis aux exigences immédiates du profit et sous prétexte de démocratie sociale les isoler et les contraindre à sanctionner leur propre productivité. La liberté qu'il réclame est celle du renard dans le poulailler.
Ce projet de « démolition sociale » se présente sous la forme de huit chantiers qui portent sur les régimes de retraite complémentaire, la place de l'encadrement, la santé au travail, l'assurance chômage, l'approfondissement des négociations collectives, l'égalité et la formation professionnelle. Lancé en novembre 1999, le projet patronal permet au MEDEF de garder la main sur les négociations salariales, il fixe l'ordre du jour convoque et impose son diktat aux syndicats, et garde ainsi le monopole de la prise d'initiative. À ce jour le MEDEF a déjà remporté des batailles sur la gestion des caisses du chômage et des retraites, mettant une fois de plus à mal la gestion paritaire et solidaire des fonds publics.
Sur la réforme de l'UNEDIC, le patronat, efficacement relayé par l'État et aidé par la CFDT a réussi à faire passer l'essentiel de ses propositions. Sur les retraites, question qui touche directement l'essentiel des salariés, le scénario peut encore se terminer différemment.

Le faux problème du financement des retraites

Le débat sur les retraites n'est pas récent et cela fait déjà un certain temps que l'État et le patronat tentent de nous faire peur avec le « papy boom » dans l'intention de brader le système de retraite par répartition. Se basant sur un argument démographique, ils affirment que l'évolution du rapport entre actifs et inactifs rend indispensable une refonte du système de retraite. En fait si ce rapport doit effectivement passer de 0,52 aujourd'hui à 0,84 en 2040, il reste que le résultat cumulé des différents régimes de retraite devrait encore générer un excédent de 200 milliards en 2020.
D'autre part le patronat considère comme immuable le rapport entre salaires et profits. Alors que sur les 20 dernières années la productivité du travail a augmenté de 50%, la part des salaires dans la répartition des richesses a été réduite de 10 points, l'argent ne manque donc pas, reste à savoir comment le répartir. L'argument économique est donc plus que contestable et il s'agit bien d'un choix politique qui se fait aux dépends des salariés. Autrement dit, pour le MEDEF, la totalité des gains de productivité doivent aller directement dans la poche des patrons. Du coup c'est chez les salariés qu'ils entendent prélever les fonds nécessaires à la survie des caisses de retraites. Si on accepte cette logique il va sans dire que la marge de manœuvre est réduite. On peut augmenter les cotisations ou en allonger la durée en reculant l'âge de la retraite. La proposition patronale prévoit ainsi 45 annuités de cotisations et le recul de l'âge de la retraite à 65 ans. Pourtant ces mêmes patrons ont recours massivement à la mise en pré-retraite (62 000 salariés concernés en octobre 2000), préférant embaucher des jeunes avec des contrats à durée déterminée qui sont réputés plus productifs mais surtout plus économiques. Mais cela ne les empêche pas de vouloir encore exploiter les plus âgés, à la condition de faire l'économie de leur ancienneté, il s'agirait d'instaurer pourquoi pas des « emplois vieux » ayant toutes les caractéristiques des emplois précaires.

De la poudre aux yeux

Il reste que dans un contexte où on entre de plus en plus tardivement sur le marché du travail et où le parcours des travailleurs est bien souvent marqué par des périodes de chômage, nous serons bien peu nombreux à pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein selon les conditions patronales.
Pour contrebalancer ces mesures impopulaires, le MEDEF veut aussi nous faire rêver en préconisant des fonds de pension « à la française » qui devraient permettre aux salariés de construire leur future retraite en participant aux bénéfices des entreprises. Mais pour les salariés les plus démunis le « rêve » ressemblera plus à un cauchemar vu l'impossibilité qu'ils auront à dégager une part de leur salaire suffisante pour aller boursicoter. Enfin la retraite par capitalisation ne nous fait pas sortir d'une logique de

répartition, c'est une illusion. En effet, c'est encore et inévitablement sur les richesses produites par le travail à une période donnée que sont prélevées les retraites sur la même période. Les patrons savent bien que les capitaux disponibles servent à alimenter la machine économique et les profits actuels et pas dans dix ans. L'idée que les salariés cotiseraient aujourd'hui pour toucher de l'argent dans le futur reste donc totalement fausse, les salariés s'en rendront bien compte si un crack boursier venait à ruiner les fonds de pension dans l'avenir. La retraite par capitalisation n'est donc qu'une forme de retraite par répartition inégalitaire.

Riposte et concessions syndicales

Les salariés ont bien pris conscience des menaces contenues dans les propositions patronales et se sont mobilisés en masse pour conserver leurs acquis en matière de retraite. C'est sous la pression de cette base que la CFDT, qui depuis le début de la refondation sociale jouait le jeu des patrons, a tout de même rejoint le front syndical. Il a ainsi était possible de freiner les ardeurs libérales du patronat. Cette lutte a permis aux salariés du public et du privé de prendre un peu plus conscience de leurs intérêts communs. Provisoirement, ils ont réussi à sauver le financement de la retraite à 60 ans. Ernest-Antoine Seillère est aujourd'hui désavoué par ses propres troupes et devrait bientôt céder sa place.

Cependant la stratégie reste la même pour le MEDEF qui entend bien remettre la question des retraites sur le tapis dès 2002. D'autre part, il a réussi à faire passer l'idée d'un allongement de la durée des cotisations salariales. Il a fait éclater la fragile unité syndicale en faisant quelques concessions à la CFDT.

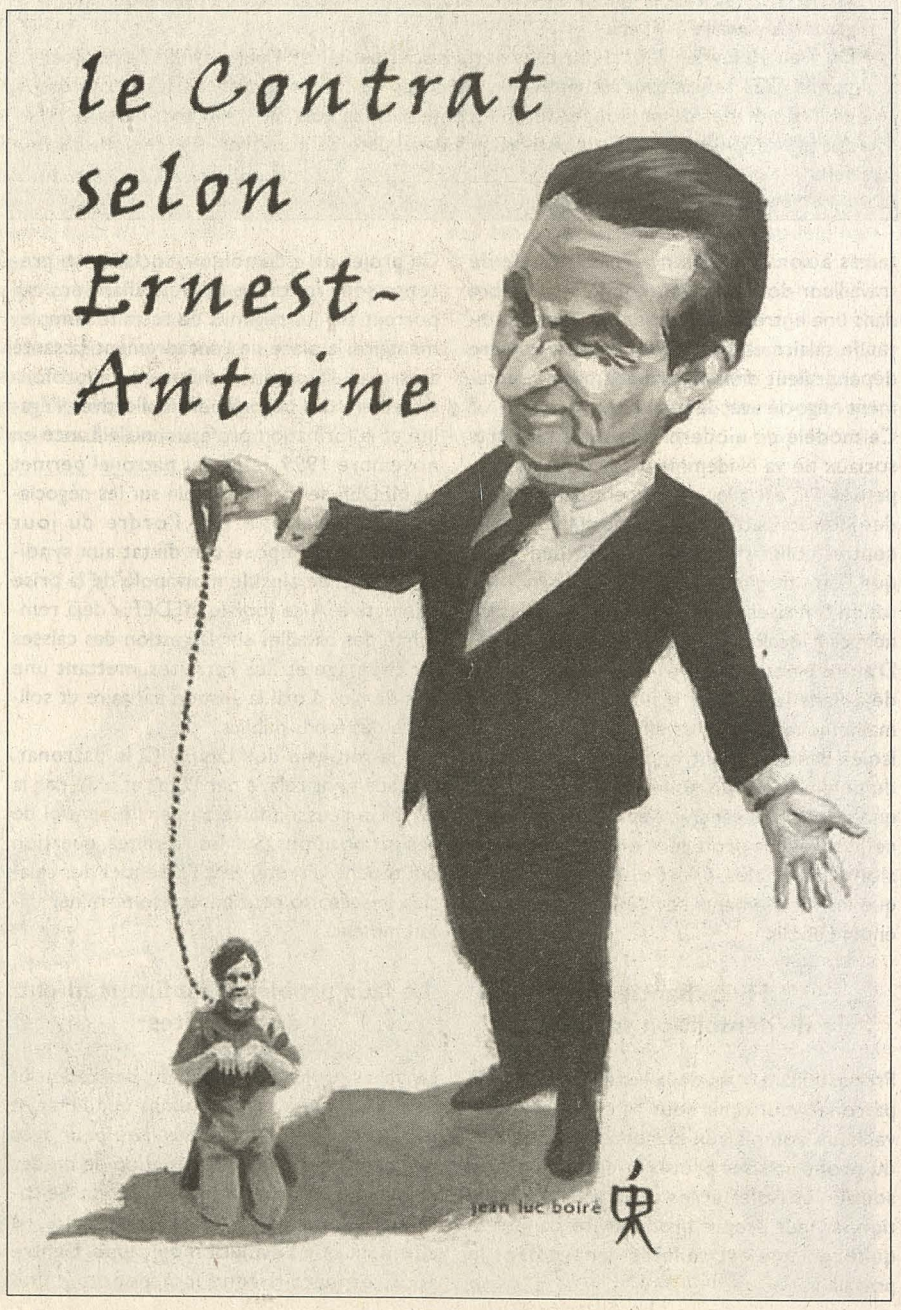
Ce n'est pas un hasard si le seul syndicat à avoir quitté la table des négociations est la CGT, car c'est le seul syndicat à ne pas directement s'impliquer dans la gestion du système paritaire et donc à pouvoir faire fi du chantage patronal. Les patrons pourront donc facilement remettre le couteau sous la gorge des bureaucraties syndicales quand l'occasion s'en présentera.

Ces syndicats prêtent d'autant plus le flan aux attaques patronales qu'ils s'engagent de plus en plus dans une politique de cogestion. C'est surtout le cas pour la CFDT qui semble adhérer pour l'essentiel à la politique du MEDEF, trop heureux de soutenir sa proposition de « retraite à la carte » qui remet encore en cause le principe de la négociation collective.

Globalement, les bureaucraties syndicales cherchent à renforcer leur position dans le rapport de forces tripartites qui les confrontent à l'État et au patronat. La CGT préconise notamment d'élargir le champ des élections professionnelles aux petites entreprises qui échappent au système de représentation syndicale. Ils veulent ainsi représenter plus de salariés sans que cela parte d'un véritable travail de construction de sections syndicales de base. Un syndicalisme « électoral » viendrait donc se substituer au syndicalisme de combat.

Pour notre part, nous pensons que seul l'engagement des salariés dans les luttes sociales est susceptible de faire reculer les logiques de paupérisation sociale et de laminage des acquis sociaux. C'est à ceux qui produisent de décider de la répartition des richesses. Cette répartition doit se faire en fonction des besoins sociaux et non pas alimenter systématiquement les profits. À nous de montrer que les patrons ne sont pas les seuls à porter un projet social et que nous entendons gérer nous même les retraites comme tous les autres aspects de notre existence. L'autogestion généralisée est le seul système qui puisse nous préserver de l'expropriation orchestrée par l'État et le patronat.

Jean-Pierre. – groupe Kronstadt (Lyon)



Tous les pauvres ne sont pas chômeurs...

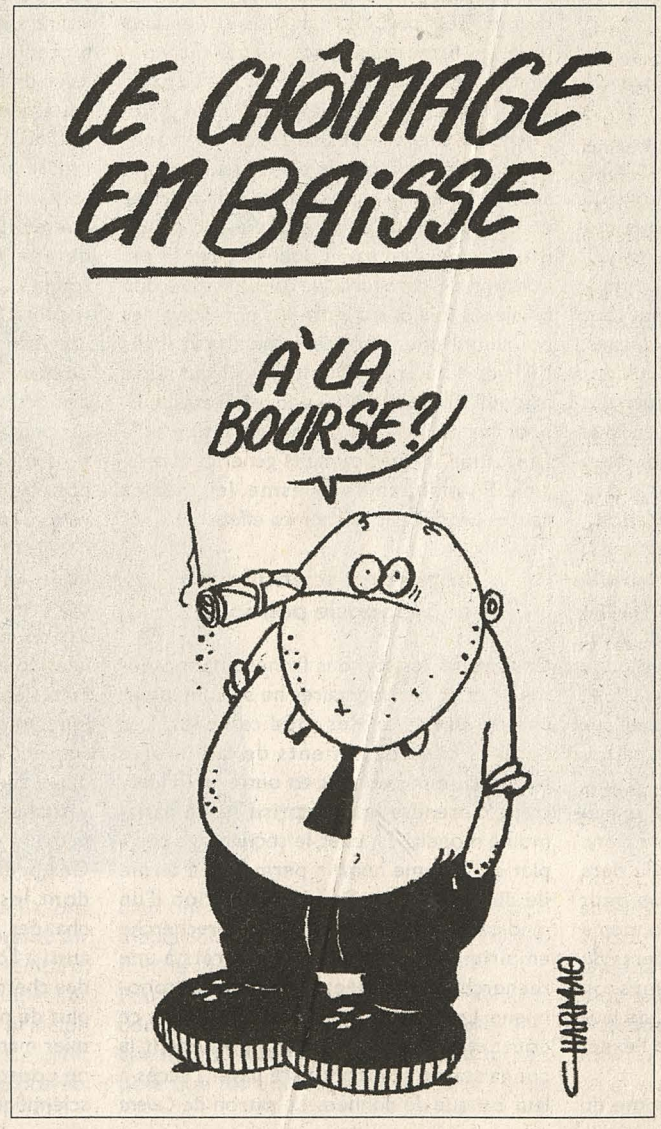
L'exemple de la Dordogne

Avec moins de 40% de foyers fiscaux imposés sur le revenu (83e rang des départements français), la Dordogne compte 230000 habitants – sur 388400 – qui vivent avec l'équivalent du SMIC ou moins. Parmi eux, on compte plus de 40000 personnes, dont la moitié ont un emploi, qui vivent au seuil de pauvreté avec 3500 F par mois pour une personne seule. Une nomenclature administrative complexe les divise en une multitude de catégories de « bénéficiaires », d'ayants droits, d'allocataires. Les plus démunis, au revenu inférieur à 2900 F par mois, ont droit aux restos du cœur (ils étaient 2200 l'an dernier, ils sont 2500 cette année).

Tous les pauvres ne sont pas chômeurs ni inaptes au travail. Il y a maintenant davantage de ménages pauvres chez les salariés – surtout les jeunes, même qualifiés – que chez les « inactifs ». Malgré l'« embellie économique », la rareté des emplois correctement rémunérés oblige les précaires à choisir entre l'assistanat et l'esclavage qui les maintiennent au seuil de pauvreté.

Il y a actuellement en Dordogne 25000 personnes qui cherchent un emploi. Elles sont classées, comme partout en France, en huit catégories selon leur disponibilité, leur motivation ou leur employabilité.

Les chiffres officiels – le fameux baromètre du chômage – publiés par le ministère de l'Emploi ne concernent que la première catégorie : personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherches d'emploi, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à plein temps. Elles sont environ 13000 en Dordogne. Parmi celles et ceux qui sortent de la catégorie 1, les deux tiers ne trouvent pas de travail et on oublie de préciser la nature des emplois repris par le tiers restant (le plus souvent CDD, petits boulots, emplois aidés, vacataires temporaires, intérim, temps partiel non choisi). La reprise annoncée résulte d'une imposture comptable: bilan tronqué, surévaluation de l'actif et dissimulation du passif.



Les retours à l'emploi ne se traduisent pas par les revenus décents. Les oubliés de la reprise économique sont de plus en plus nombreux à frapper aux portes des associations caritatives qui organisent le moins mal possible la distribution des surplus de la société de consommation et servent de cache-sexe à la déroute sociale.

La politique menée non seulement tolère mais favorise l'exclusion car transformer un assisté en travailleur précaire loin d'être une solution, aggrave la pauvreté.

La cerise sur le gâteau est sans doute le PARE qui, voté et adopté à l'Assemblée nationale le 9 mai dernier, entrera en vigueur à compter du 1er juillet. Dès cette date les ASSEDIC auront l'entier contrôle sur les chômeurs et les chômeuses indemnisées. Ils et elles ne vont pas chômer : un petit boulot PARE-ci, un stage PARE-là, des morceaux de formation quelconque (en fonction des besoins du patronat) coupés d'interrogatoires insistants. Il faudra encore un peu plus courber l'échine pour conserver ses allocs.

Jean Castillo
(FA Dordogne)

informations recueillies auprès de l'APCD (Action des précaires et chômeurs de Dordogne)

Biotechnologies : halte au hold-up !

Le récent procès de 39 firmes pharmaceutiques contre l'Afrique du Sud, coupable, à leurs yeux, d'avoir importé des médicaments génériques antisida éclaire, s'il en était besoin, le véritable objectif de ces firmes. Ceux qui ont accès à un minimum d'information savent maintenant que ces boîtes n'ont rien de philanthropique : elles visent uniquement le profit. Pour elles, la médecine n'est qu'un marché comme un autre.

Les malades, otages des labos pharmaceutiques

Quant on sait que le développement d'un nouveau médicament coûte, au bas mot, 500 millions de dollars, on comprend que ces multinationales soient de vrais lions lorsqu'il s'agit de défendre leurs marges ! Comme toutes les autres entreprises, elles font tout pour les maximiser. Ainsi, les essais cliniques, étape nécessaire à la validation d'un médicament par les différentes instances nationales et internationales sont-ils de plus en plus souvent conduits dans les pays dits du tiers monde. En effet, ces essais impliquent la division, après tirage au sort (randomisation), des volontaires en deux groupes distincts : un groupe qui sera traité par la nouvelle molécule, étant bien entendu qu'il ne s'agit pas forcément du meilleur traitement (c'est ce que l'on cherche à évaluer) et le groupe témoin. La déclaration d'Helsinki (1964) impose que ce groupe bénéficie du meilleur traitement disponible. Dans le cas de pathologies lourdes comme le cancer ou le sida, ces traitements de référence coûtent extrêmement cher. Les firmes délocalisent donc leurs essais cliniques dans les pays du tiers monde où, le relativisme aidant, on peut prétendre que l'éthique n'est pas la même et donc s'abstenir de traiter les patients du groupe témoin. Dans le même temps, on s'abstient aussi de les indemniser et de leur expliquer l'objectif et les risques de l'expérience dans laquelle ils sont inclus.

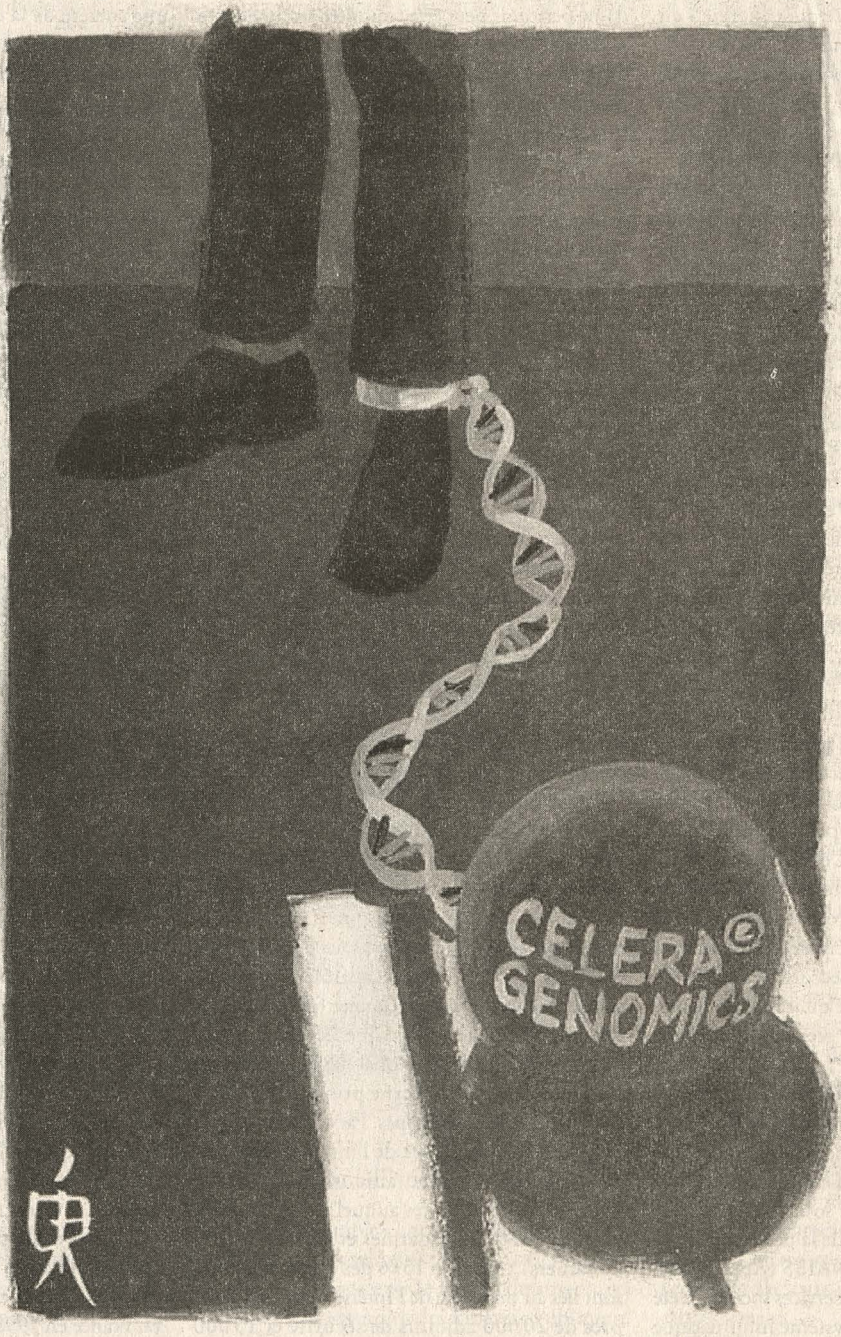
Mais le traitement de patients comme du bétail n'est pas la seule façon, pour ces firmes, de rentabiliser leurs soi-disant coûteuses recherches (dont toute la partie fondamentale est la plupart du temps prise en charge par les instituts de recherche publics). Les députés ont en effet donné une autre arme à ces firmes : le brevet. Celui-ci doit assurer, selon les termes mêmes de ceux qui ont voté et révisé les lois qui régissent ce droit, un monopole sur un produit donné. Cela présente un intérêt certains pour les firmes pharmaceutiques qui, souvent ne réalisent la majorité de leurs profits que sur une seule spécialité, celle qui, justement, est brevetée. La situation de monopole que leur permet le brevet leur permet aussi de dicter leur prix et donc de prendre en otage la population mondiale : c'est un peu comme si on payait pour respirer. Et pas question de déroger à la règle, même quand plusieurs millions d'individus non-solvables courent à une mort certaine. Ainsi, après l'Afrique du Sud, c'est le Brésil qui a été attaqué devant l'OMC par les Etats-Unis, pour les mêmes raisons : l'importation et la fabrication de médicaments génériques antisida. En matière de cynisme, les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Imposture scientifique et hypocrisie politique

Cependant, les grandes firmes pharmaceutiques et agro-alimentaires ne se contentent pas de breveter des médicaments. Les récents développements de la biologie moléculaire permettent en outre aux industriels d'étendre leur emprise sur le patrimoine mondial. En effet, le séquençage complet du génome humain permettra à terme de diminuer les coûts de fabrication d'un médicament par le passage d'une recherche empirique des molécules d'intérêts à une recherche plus ciblée, et donc plus économique. Les enjeux sont énormes, et dans ce contexte, ceux et celles qui possèdent la connaissance pourront faire payer l'accès à leur banque de données. Le patron de *Celera Genomics*, Craig Venter, ne s'y est pas trompé : dès 1991, il tenta de déposer des brevets sur des séquences d'ADN dont la fonction dans l'organisme, à l'époque, était inconnue. Il initia de ce fait non seulement un débat mais un mouvement : en 1998, les entreprises de biotechnologies ont multiplié les pressions, avec chantage émotionnel à la clé pour faire accepter par le Parlement européen une proposition de la commission visant à rendre brevetable les produits des biotechnologies. Actuellement, devant la levée de boucliers de la « société civile » sur cette question de la brevetabilité du vivant, l'office européen des brevets propose de rendre brevetable, non pas la séquence d'un gène, ni une souche transgénique, mais uniquement les procédés qui ont conduit à obtenir cette séquence ou cette souche transgénique. Certains se félicitent de ce « recul». Dans les faits, on voit mal en quoi breveter un procédé est plus inoffensif que de breveter un produit « naturel». Cette distinction est même carrément perverse, car pendant que l'on endort notre prétendu sens moral en nous assurant que l'on ne brevette rien de vivant, on fabrique des brevets génériques. Ces derniers accordent un droit sur un produit donné, et ce qu'elles qu'en soient les applications. Ainsi existe-t-il des brevets sur les cellules sanguines extraites du cordon ombilical, sur toutes les cellules souches de la moelle osseuse (importantes dans le traitement des cancers et des leucémies). Ces brevets génériques sont souvent accordés au prétextes que la technique sur laquelle ils portent constitue une véritable prouesse technologique et scientifique.

Ces prétendues prouesses scientifiques dont les médias se sont fait les gorges chaudes ses dernières années répondaient aussi à l'objectif fixé par les commanditaires des chercheurs : permettre de faire toujours plus de profits. La réalisation de Dolly (premier mammifère cloné), dans cette optique, ne constitue pas seulement une prouesse scientifique, c'est d'abord un moyen de s'af-

franchir de la sexualité comme moyen de reproduction. La finalité est assez claire : cette technique vise simplement à produire des animaux transgéniques les plus identiques possibles d'une part, et d'autre part à éviter la perte du transgène dans les méandres de la reproduction sexuée qui est, par définition, un brassage génétique incontrôlé. Quant on sait qu'une vache transgénique revient à environ un million de francs, on comprend l'intérêt de la technique pour les industriels. D'autant que, suivant le transgène introduit, l'utilisation des animaux aura différentes finalités : fabriquer des « culardes » sans avoir recours aux injections d'hormones (elles seront sécrétées par l'animal lui-même) ou fabriquer de véritables usines à médicaments, le produit du transgène médicament étant sécrété dans le lait, il sera relativement facile d'accès. Ce qui, brevet aidant, sera autant d'argent dans les caisses de l'industrie.



Le totalitarisme absolu

La volonté de contrôle – par brevet interposé – des grands consortiums des biotechnologies et de l'industrie pharmaceutique et agro-alimentaire s'étant sur à peu près tout ce qui est susceptible de générer des profits. Certains de leurs salariés écument littéralement l'Amérique du Sud et l'Afrique à la recherche de nouvelles plantes ou de nouvelles molécules qui pourraient présenter un intérêt pour la santé ou l'alimentation humaine. Et ce au mépris des cultures qui souvent, ont découvert ces molécules. Ainsi un brevet sur une molécule (un édulcorant, une teinture, que sais-je…) risque, à terme, d'empêcher ces populations, découvreuses du principe actif d'utiliser leur savoir ancestral. Le droit français et le droit international des brevets reconnaissent cependant un principe d'antériorité sur une découverte, mais, pour qu'elle s'applique, il faut qu'une demande de brevet ait été déposée auparavant. On voit clairement à qui cette législation profite. Qui peut imaginer que les Yanomanis de Guyane feront le déplacement jusqu'à Paris pour déposer un brevet sur un champignon par exemple… De toute façon, on resterait dans une logique d'appropriation d'un patrimoine commun à tous, et, Yanomanis ou pas, rien ne serait changé sur le fond.

Pour les grandes boîtes comme Novartis et consorts, tout est brevetable, du moment que le profit est en vue. Et du fait du monopole que les brevets accordent, ces pratiques s'apparentent ni plus ni moins à un pillage légal d'un patrimoine mondial.

Toute découverte est la propriété de l'humanité toute entière

La justification que nous opposent les défenseurs de ce système – il en existe, si, si – repose sur les frais engagés pour faire la découverte en question. C'est oublier un peu vite que d'une part la pharmacopée actuelle provient essentiellement des médecines traditionnelles, qu'elles soient occidentales ou non. La plupart des découvreurs n'ont, en fait, jamais rien découvert. La plupart du temps, ils se sont servis des connaissances de différentes civilisations. De toute façon une invention ou une découverte est toujours le produit d'un contexte. Les inventions dépendent souvent de l'état de progression de la technique et de la théorie à un moment donné. L'homme ne serait jamais allé sur la Lune si Kepler n'avait énoncé ses lois et si avant lui, les philosophes grecs et arabes n'avaient pas fait avancer les mathématiques. Toute invention est donc, en ce sens, une œuvre collective, souvent étalée dans le temps et l'espace. C'est encore plus vrai dans les sciences du vivant où les brevets ne portent, la plupart du temps que sur la matière première (gène, protéine, molécule quelconque). La course aux brevets que se livrent les labos s'apparente plus à une guerre pour le contrôle d'une ressource qu'à autre chose. Plus une boîte aura de brevets sur des molécules thérapeutiques ou agro-alimentaires, plus elle pourra imposer ses prix. Dans un cas, ce sont les malades qui sont pris en otages, dans l'autre, c'est toute la population mondiale.

Olivier. – groupe Spartacus (Clermont- Ferrand)

Toujours plus de sécurité !

L'amendement Mariani au texte de loi « Sécurité quotidienne » en avril 2001 permet à l'État de saisir le matériel de sonorisation de toutes raves et de poursuivre les organisations de telles soirées avec des peines pouvant aller jusqu'à six mois de prison fermes et 49000 F d'amende.

Sur les drogues, l'usage lui-même est interdit avec des sanctions pouvant atteindre 2 ans d'emprisonnement et 50000 F d'amendes (sans compter les amendes douanières). En France le nombre de personnes enfermées lié aux stupéfiants est passé de 4000 (en 1984) à 28000 (1997). La durée moyenne des peines infligées est passé d'un intervalle de 9 à 20 mois. Du reste c'est bien les condamnations pour usage qui s'envolent (20580 en 1994, 24081 en 1998) alors qu'en matière de trafic elles diminuent (2450 en 1994 contre 1977 en 1998).

Notre société tient aussi des archives: des base de données, avec entre autres le STIC, c'est-à-dire « Système de traitement de l'information criminelle ». C'est la police qui met en fiches (nom, nationalité, photo...) tous les auteurs d'infractions mais aussi les victimes, toute personne mise en cause dans un délit ou un crime (comme les témoins, ce qui permet de ficher les voisins, amis, familles et à terme de faire une cartographie géographique de la délinquance): tout le monde peut-être fiché, et pour une durée pouvant aller jusqu'à 40 ans. L'existence du STIC n'est pas très connue, ses auteurs n'en font pas la promotion. Le STIC est le regroupement de différents fichiers de police: fichiers locaux, fichiers nationaux, fichiers des antécédents, fichiers de police judiciaire... Tout ce qu'il faut pour que tout un chacun puisse être présumé coupable à tout moment.

Le fichage social est aussi une réalité. Fichage réclamé par la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM). Sous couvert d'efficacité administrative et de statistiques, on est en train de nous imposer un véritable "casier social" qui risque de porter atteinte à la dignité de la personne et à sa vie privée. Le système ANAISS (Application nationale informatique des services sociaux) a été mis en place en 1994, ce système informatique doit être installé par chaque antenne départementale de la CNAM pour « mieux cibler » les besoins des bénéficiaires de prestations. Des pressions orales, rarement écrites, obligent les salarié-e-s à rentrer dans la base des informations d'ordre subjectif, qui risquent de suivre à la trace l'assuré social sans garantie de rectification ultérieure. De plus ANAISS étant en réseau, la fiche d'une personne peut être consultée par une autre assistante sociale sans l'accord de l'intéressé, ce qui met en péril le secret professionnel et rend possible la diffusion d'informations subjectives (motivation, milieu, investissement politique...)

Juillet 1995, on connaît les premiers arrêts antimendicité. Effectivement plusieurs maires du Sud de la France, soucieux du confort des touristes et des commerçants autorisent la police à déplacer de force les mendiants même si leur comportement ne constitue pas un trouble à l'ordre public...

La violence à l'école fait la une des médias... Le gouvernement autorise la police d'entrer dans les établissements scolaires. Quelques établissements commencent à s'équiper de systèmes de vidéo surveillance. La circulaire d'octobre 1998 est très claire. Elle invite les proviseurs à une « mobilisation générale » en demandant un signalement systématique, directement et en temps réel de tout incident pénalement répréhensible, commis même aux abords des établissements. Cette circulaire prévoit qu'un magistrat du parquet, spécialement désigné, puisse être joint à tout moment. Cette même circulaire demande aussi (!) de privilégier les procédures de comparution immédiate...

Les pouvoirs de la police progressent chaque année: autorisation d'armer les polices municipales, autorisation des fouilles de véhicules et des parties communes d'immeubles autour des manifestations. Le plan Vigipirate a encore une fois de plus accentué ses pouvoirs en autorisant dans des lieux publics de contrôler toute personne sans justification à donner (ce qui permet de généraliser une politique de contrôle au faciès...). Si le budget global des forces répressives stagne, cela concerne principalement le budget des forces de frappes. Par contre les forces répressives du ministère de l'intérieur progressent en nombre avec aujourd'hui plus de 140000 fonctionnaires auquel il faut rajouter plus de 100000 gendarmes et plus de 20000 douaniers... Près de 15% des emplois-jeunes sont liés au ministère de l'Intérieur avec en 1999 près de 20000 adjoints de sécurité et 15000 agents locaux de médiation.

Les systèmes de vidéosurveillance se généralisent et sont accouplés par les systèmes informatiques permettant ainsi des reconnaissances d'individu-e-s ou de comportements dangereux. Des recherches actives ont lieu pour améliorer les systèmes informatiques...

Ces quelques exemples ne font qu'illustrer une société de la discipline et de la sanction. Véritable société panoptique. « Faire que la surveillance soit permanente dans ses effets, même si elle est discontinue dans son action, que la perfection du pouvoir tende à rendre inutile l'actualité de son exercice... Le panoptique est une machine à dissocier le couple voir-être vu... Dispositif important, car il automatise et désindividualise le pouvoir. » (1) C'est ainsi que Michel Foucault décrie le système panoptique pénitentiaire et signale que ce système n'est que le reflet de ce que le pouvoir souhaite mettre en place à l'échelle de la société. La société, la ville doit être gérée de la même façon, sous un modèle disciplinaire totalitaire: tout doit être contrôlé. « Surveillance, exercices, manœuvres, notations, rangs et places, classements, examens, enregistrements, toute une manière d'assujettir les corps, de maîtriser les multiplicités humaines et de manipuler leurs forces, s'est développée au cours des siècles classiques, dans les hôpitaux, à l'armée, dans les écoles...: la discipline. Le XVIIIe siècle a sans doute inventé les libertés; mais il leur a donné un sous-sol profond et solide, la société disciplinaire dont nous relevons toujours. » (1)

Fondements de l'idéologie sécuritaire

Dans une société capitaliste la règle est édictée et gérée par l'État (autant dans son écriture, sa mise en œuvre, sa gestion de la déviance). Or la règle ne peut satisfaire tout le monde. Au vu même des inégalités, de la pauvreté générale, le dire devrait être une banalité. Comment accepter de vivre, avec résignation, tout en subissant de multiples oppressions? La révolte n'est pas forcément constructive, parfois réactionnaire, mais elle résulte d'une violence subie, d'une violence institutionnelle. Or la société capitaliste est violente, source d'exclusion et d'oppression.

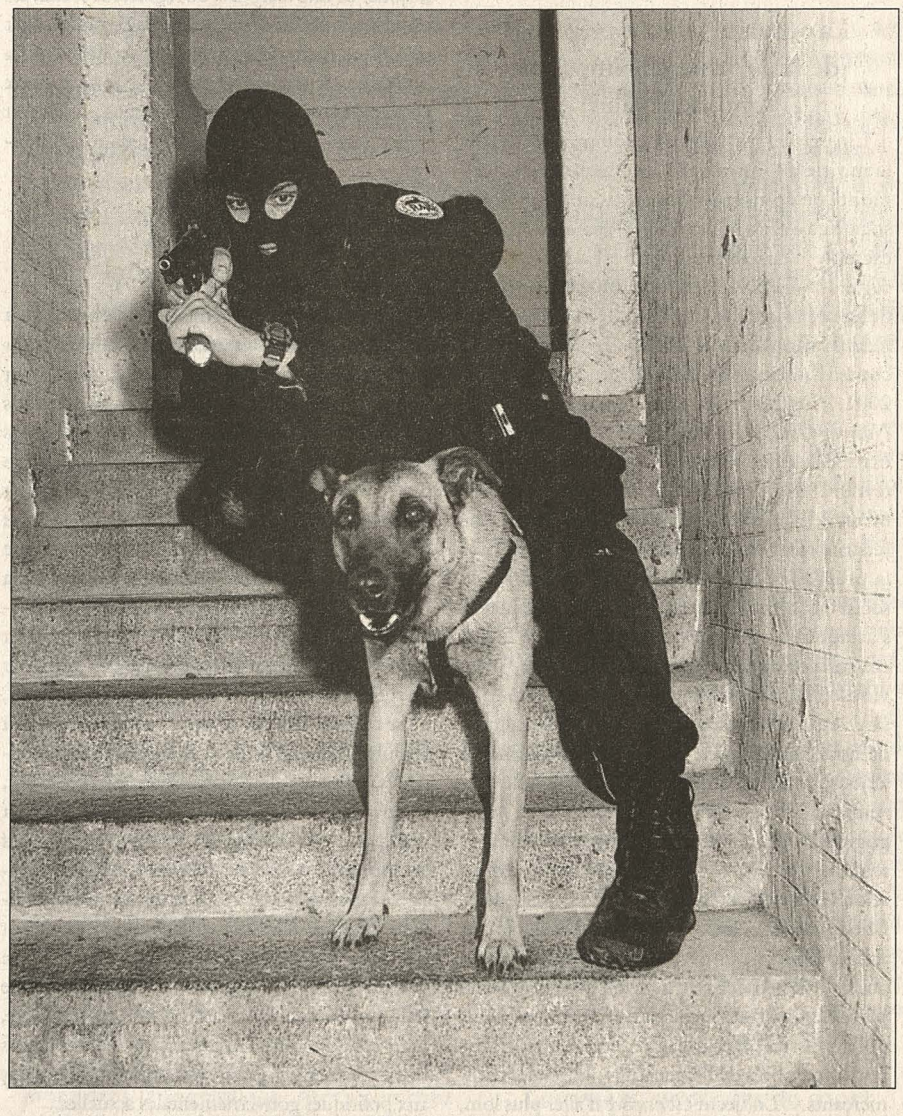
Dans ce cadre très logiquement, la répression étatique vise cette population, cette « classe dangereuse » la plus exposée à l'oppression sociale. En France en 1998, 50% des personnes incarcérées avaient un niveau d'éducation primaire et 60% étaient sans-emplois. En Angleterre 83% des prisonniers sont issus de la classe ouvrière, 43% ont abandonné l'école avant 16 ans... (2). Des revendications, des révoltes, des mutineries, des luttes naissent. Et selon les rapports de forces en jeu, l'État peut y répondre par la négociation,

par l'achat (l'assistanat). Mais l'État, outil au service du capital, y répond aussi par la répression: une répression parfois ponctuelle mais aussi quotidienne. Au développement du capitalisme industriel (accroissement des inégalités sociales, urbanisation, augmentation des tensions sociales...), répondra le nécessaire développement des forces répressives, chargées de protéger ces nouvelles richesses et de museler la masse des travailleurs/euses. Le développement du capitalisme se traduisant par le développement de la production et des rapports d'exploitation, n'a pu se réaliser que par le développement de l'État et donc une étatisation des mécanismes de discipline, de contrôle et de sanction. Le capitalisme se développant, la discipline ne pouvait se diffuser que par les églises, les patronages... : une organisation plus centrale devait prendre en charge ces fonctions. Les forces de l'ordre sont donc présentes avant tout pour réguler les contradictions, les tensions économiques.

La fonction, l'essence même de l'État est donc bien de contrôler, sanctionner et gérer. Espérer un État social, un État fort qui puisse réguler les inégalités en faveur des pauvres est une illusion. Les progrès sociaux se sont toujours obtenus contre l'État et par l'exercice d'un rapport de force. L'État est donc l'outil nécessaire aux riches qu'ils soient bourgeois ou membres du parti.

Globaliser nos critiques

Lutter contre les lois sécuritaires est une nécessité. Politiser ces critiques, les comprendre et les intégrer dans un contexte global en est une autre.



Lutter par exemple contre la police, contre ses bavures, son racisme est nécessaire. Nous ne pouvons que soutenir le travail de structures comme l'Observatoire des Libertés Publiques. Par contre nous ne pouvons qu'émettre des réserves face à un courant qui croit encore à une police républicaine, au service de la sécurité de tous et toutes. Maurice Rajsfus par exemple émet quelques propositions proches des nôtres: création d'un corps policier qui n'exercerait plus une profession mais une fonction temporaire (3)... Mais comment détacher la réflexion sur le fonctionnement d'un organe de sécurité de l'existence de l'État et d'une société inégalitaire. Chevènement lui-même rappelle pour le nouvel an 1999 les fonctions et le cadre politique de la police: « On demande à la police de combattre le mal de l'exclusion sociale et ses effets destructeurs, de répondre aux souffrances engendrées par l'inactivité, la précarité sociale et le sentiment d'abandon, de mettre un frein à la volonté de casser pour montrer qu'on existe. C'est là que se situe aujourd'hui la ligne de crête de nos institutions, la ligne de front où se situe notre action quotidienne. » (4)

C'est ainsi que la police a toujours été un élément déterminant et indispensable pour la réalisation d'une politique d'exclusion. En septembre 1981, quatre mois après sa nomination au ministère de l'Intérieur, Gaston Deferre déclarait: « Sous le précédent septennat, les policiers étaient surtout tournés vers une activité anti-ouvrière, contre les grévistes, contre les travailleurs. Dans les quartiers de certaines villes, où était donné le politique du gouvernement de droite, c'était le racisme, l'antisémitisme et les ratonnades... » (5) Illusion d'un changement à venir dans l'euphorie d'une victoire insouciante! La police était et est toujours méprisante, elle était et est toujours raciste, provocatrice, brutale, sexiste... Et ce malgré de pseudo mesures comme celle de Joxe en 1986 qui consiste à faire afficher la déclaration des droits de l'homme dans les commissariats. Ces comportement, ces attitudes non seulement existe, mais sont voulus, souhaités, calculés. Et à travers ce comportement commun à toutes les polices, toutes les armées du monde sans exception, ce qui est recherché c'est aussi la volonté d'inculquer la peur de la police, la peur de l'autorité afin que nous nous abandonnions à toutes les formes de lâcheté, à l'immobilisme, à la résignation, au silence.

Et chacun sait que pour favoriser ce silence, le pouvoir a besoin d'être légitimé par ceux et celles qu'ils oppriment. Le tour de force de la bourgeoisie fut notamment de nous faire croire que flics et militaires n'étaient finalement que les remparts de l'ordre et de l'intérêt général. Quand le prolétaire part se faire tuer à la guerre ou se fait exploiter à l'usine, c'est au nom et pour l'intérêt du peuple et pas seulement du marchand de canons ou du pouvoir! Le nationalisme, le mythe d'une communauté nationale unie par le sang et l'Histoire, le patriotisme, la morale seront les facteurs de cohésion et d'union des classes sociales.

Mais, lorsque cela ne suffit pas, le pouvoir sait jouer sur un autre registre: la peur et la nécessaire lutte contre le marginal, l'ennemi intérieur (le protestant, le juif, l'immigré, le rebelle...). La société autoritaire, pour son propre défoulement interne, pour sa cohésion a besoin du groupe minoritaire. Le bouc émissaire c'est l'anarchiste

et le terroriste, le drogué. Mal connu, le pouvoir peut donc fabuler, exagérer, mentir et créer de toute pièce une juridiction sans rapport avec les réalités mais lui donnant un formidable pouvoir. Juridiction qui bien évidemment s'appliquera aussi, au-delà du groupe bouc émissaire.

De plus en plus pauvres et donc de plus en plus dangereux: la politique de la tolérance zéro!

Ce que l'on appelle tolérance zéro est un principe qui date et qui a entre autres été remis à l'ordre du jour par un certain David Dinkins, maire de New York. Sa thèse est simple: « Le désordre dans lequel les classes pauvres se complaisent est le terreau national du crime ». La politique répressive à New York est claire: « le décuplement des effectifs et des équipements des brigades, la dévolution des responsabilités opérationnelles aux commissaires de quartier avec obligation chiffrée de résultat, et un quadrillage informatisé (avec un fichier central signalétique et cartographique consultable sur les micro-ordinateurs de bord des voitures de patrouille) qui permet le redéploiement continuel et l'intervention quasi-instantanée des forces de l'ordre débouchant sur une application inflexible de la loi à l'encontre des nuisances mineures telles que l'ébriété, le tapage, la mendicité, sans-abris... » (2) La pauvreté et ses conséquences dérangent dans ce pays qui comptent plus de 35 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. La politique n'est donc pas de s'attaquer aux causes mais d'éradiquer ses conséquences dans les espaces publics. Du coup les États-Unis ont connu en quinze ans un triplement de la population carcérale, phénomène sans précédent dans une « société démocratique ». On compte plus de 2 millions de personnes incarcérées et avec les libertés conditionnelles ou avec les sursis on peut estimer que ce chiffre avoisine les 6 millions de personnes. Entre 1980 et 1990, les dépenses pénitentiaires se sont accrues de plus de 400 % en comptant aujourd'hui plus de 600 000 employé-e-s. L'administration pénitentiaire représente ainsi le troisième employeur du pays.

Si on analyse cette politique uniquement sous l'aspect économique (et non éthique), elle est catastrophique. Elle est coûteuse; même s'il faut signaler que la tendance s'inverse. Les détenus travaillent sans quasiment aucun droit, de plus les familles doivent payer la pension (en payant l'accès à certains droits culturels, voire même certaines fois le repas). Il est arrivé même que l'administration pénitentiaire poursuive des personnes sortantes pour non règlement... Cette politique reste malgré tout coûteuse avec un taux de récidive incroyable. La fonction est donc politique, car elle ne vise pas les cols blancs, elle ne vise pas les gros trafiquants, les politiciens corrompus. Elle traduit la criminalisation de la petite délinquance, de la misère qui est le complément indispensable d'une politique libérale, de l'imposition d'une précarité au niveau d'une masse salariale importante. « Dérégulation sociale, montée du salariat précaire et regain de l'État punitif vont ainsi de pair: la main invisible du marché du travail précarisé trouve son complément institutionnel dans le poing de fer de l'État qui se redéploie de façon à juguler les désordres générés par la diffusion de l'insécurité sociale » (6).

La sécurité enjeux principal de la prochaine campagne présidentielle?

L'insécurité, problème incontournable depuis la moitié des années 80, le phénomène a été monté en épingle par les partisans d'un ordre social et avec la complicité des médias. Par exemple: « Insécurité, le pire est devant nous » *Figaro magazine* 3 février 2001, « Après la défense, la guerre des bandes continue » *le Parisien* du 30 janvier 2001, « Le nouveau plan contre l'insécurité » *France Soir* du 30 janvier 2001, « Insécurité, les vérités qui dérangent » *Le Nouvel Observateur* du 13 février 2001, « La carte des cités interdites » *Le Parisien* du 17 février 1999... (7) On constate depuis les années 80 un décalage de plus en plus flagrant entre l'insécurité réelle et le sentiment d'insécurité. C'est la première étape des politiques de contrôle social car la deuxième étape ne consiste jamais à s'attaquer aux racines de la violence, à lutter contre la précarité, contre l'atomisation de l'individu-e... Certes s'attaquer aux racines du mal, sans remettre en cause le fondement inégalitaire de notre société, reste une illusion. Néanmoins aujourd'hui il n'est même plus question de prévention. « La répression a aussi une valeur pédagogique » (8). La deuxième étape est donc de renforcer les pouvoirs de contrôle et de sanction selon le modèle anglo-saxon de la tolérance zéro. Mieux contrôler avec le renforcement des lois et des pouvoirs des instruments répressifs (cités entre autres en début d'article), avec la mise en place de Contrats locaux de sécurité associant police justice, élus locaux, animateurs, transports, membres de l'Éducation nationale, commerçants... L'objectif est encore d'aller plus loin, de rendre plus précis, de vérifier le travail déjà réalisé par le fichage généralisé, par l'ensemble des instruments de surveillance. Coordonner le quadrillage de la société et réfléchir à l'opportunité des outils d'interventions, des outils répressifs. La police effectivement s'adapte avec les BAC (Brigades anti-criminalité), CDI (Compagnies départementales d'intervention), UMS (Unités mobiles spécialisées)...

Derrière ce débat national autour de l'insécurité (qui prendra une place sans précédent aux prochaines élections présidentielles) c'est l'instauration d'une société totalitaire qui est recherchée, d'une société aseptisée, soumise aux conditions sociales imposées par le patronat.

Comme on le dit souvent si « le terrorisme n'existait pas, l'État devrait sans doute l'inventer »... Et on peut ainsi remplacer le mot terrorisme par immigré, drogué, beur... Et à travers ces prétextes (car statistiquement l'insécurité n'est pas et de loin un nouveau problème) l'État souhaite redéfinir sa fausse raison d'être: celle d'être garant du bien être collectif. Or l'État, loin de jouer ce rôle d'arbitre, de régulateur social, est un instrument aux mains des possédants et il est prêt à tout mettre en œuvre pour ces derniers. La politique sécuritaire ne s'attaque donc pas aux racines de la violence, ce phénomène en devient même secondaire aux yeux des tenants du pouvoir.

La violence est celle du capital

Car s'attaquer aux racines de la violence c'est s'attaquer à « notre » société inégalitaire et poser la question de la répartition des richesses, c'est poser la question de l'ensemble des oppressions subies (car comment subir des violences, des exclusions sans réagir par la violence en fonction de ses propres capacités et consciences), c'est s'opposer à la perte de sens d'une vie précaire face à l'éloge permanent de la consommation, de la richesse, c'est refuser « l'objetisation » de la femme entre autres par l'éducation, la pornographie et la publicité. S'opposer à la violence, c'est refuser l'atomisation de l'individu, c'est proposer de recréer des liens solidaires dans les quartiers, c'est recréer des consciences de classes. C'est impulser la création de groupes d'immigrés solidaires, de groupes de femmes afin de s'entraider, d'échanger, d'élaborer. Face à la violence s'il faut réagir c'est en écartant la violence (séparer les personnes), en construisant des modes de réparation et essayant de comprendre la raison individuelle et/ou collective de la violence, en créant des prises de conscience par la discussion entre pairés. Bien évidemment ce combat, cette réflexion est complexe, ardue. Sans aucun doute, mais ces éléments sont des pistes, des directions incontournables qui s'opposent complètement aux politiques gouvernementales actuelles.

Théo Simon. – groupe FA de Nantes

(1) *Surveiller et punir.* Michel Foucault
(2) *Les prisons de la misère.* Loïc Wacquant
(3) *Police et droits de l'homme.* Maurice Rafjus
(4) *Libération* du 4 janvier 1999
(5) *P comme Police.* Alain Hamon et Jean Charles Marchand.
(6) *Répression, la cagnotte et le bâton.* Collectif Contre la Répression.
(7) *La machine à punir.* Collectif sous la direction de G Sainati et L Bonelli.
(8) *Le Parisien* 30 mars 2000.

Euthanasie et discours sur la mort

Le texte qui suit est un extrait d'un livre à paraître prochainement aux éditions du Monde libertaire. Son titre reste encore à trouver. Il porte sur la situation des personnes âgées dans nos sociétés occidentales. Les auteures, différentes par l'âge et par leurs engagements, ont un intérêt commun: la gérontologie, ce qui implique un regard positif, voire affectueux, sur les vieux.
Suzanne Weber, retraitée de l'enseignement des mathématiques, n'a pas d'activité politique et a abordé le thème en question, autant que faire se peut, sans présupposé idéologique. Léonore Bijun, militante anarchiste, leur consacre sa vie professionnelle. Les stéréotypes sociaux de la vieillesse impotente, sénile, laide, asexuée, bref, déficitaire, s'inscrivent en négatif par rapport aux valeurs dominantes. Dans les sociétés marchandes, l'idéal de performance, le culte narcissique de l'image, sont au service de la rentabilité. L'aspiration à une maîtrise illimitée du monde et de la vie achoppe nécessairement sur l'inéluctabilité du terme, ce qui entraîne un déni collectif de la mort, et le rejet des vieux, qui sont devenus les symboles.
Redonner sa place à la finitude, à l'aléatoire, au temps vécu, à la subjectivité, à l'être humain dans sa globalité, nécessiterait un changement de société. C'est ce que révèle de façon éclatante la vieillesse; c'est en ce sens qu'elle est potentiellement subversive.

Envisager la vie comme une progression linéaire vers « toujours plus » entraîne nécessairement le refus de la limite, donc le déni de la mort. Les progrès exponentiels des sciences et des techniques alimentent le fantasme d'une maîtrise absolue du monde et de la nature. Pour passer de la réalité – raisonnablement prévisible – du décryptage complet du génome humain, au mythe de l'éradication des maladies, voire de l'abolition de la mort, il n'y a qu'un pas, que les valeurs prônées par nos sociétés nous incitent à franchir.
Toutes les civilisations se sont bâties, entre autres, sur des tentatives de codifier la mort, en interdisant le meurtre, ou en l'organisant, dans les grandes tueries que sont les guerres. Mais la mort dite naturelle échappe à toute réglementation. Cependant, par delà l'extrême diversité des sociétés dites « primitives », l'ethnologie en révèle le caractère commun: l'importance des rituels funéraires, dont la fonction est d'inscrire la mort dans le symbolique. Alors que chez nous, elles est l'impensable, l'irreprésentable réalité biologique à l'état brut, à laquelle nous ne savons donner aucun sens. Aussi en bannissons-nous l'idée, de façon presque conjuratoire. Le mot lui-même heurte; nous lui substituons les termes aseptisés du langage administratif: « décès » ou « défunt ». Dans les annonces mortuaires, nous utilisons des périphrases: « il nous a quittés », etc. Nos sociétés occultent la mort en reléguant les mourants dans les hôpitaux, les cimetières en périphérie des villes; en excluant de l'éducation le thème de la mort; en privant les futurs médecins de toute formation à l'accompagnement des mourant. Sous prétexte de rationnalité, nous réduisons les rites mortuaires au minimum.
Contrairement aux sociétés dites primitives, qui élaborent leurs systèmes de représentations de l'univers – dans lesquels la mort a sa place – dans une perspective adaptative, nous mettons à l'index tout ce qui défie notre maîtrise. Or, si la médecine recule aujourd'hui de façon spectaculaire les limites de la mort, celle-ci reste la pierre d'achoppement incontournable. « Si développée que soit la science médicale, il n'empêche que sur dix personnes, il y en aura toujours dix qui mourront quelle que soit la cause de leur mort ». Aussi n'est-il pas étonnant que cet irréductible, qui n'a pas droit de cité dans nos vies, en soit expulsé et rejeté sur ces déchets d'humanité que sont les vieux.

Les vieux, symboles de mort

On dit qu'ils ont un pied dans la tombe. On les appelle des légumes de cimetière, des croulants, des cadavres ambulants, des morts en sursis. La vieillesse est désignée comme l'antichambre de la mort.
Depuis que les progrès de l'hygiène et de la médecine ont fait reculer la mortalité des enfants et des femmes en couches, les vieux sont devenus symboles de mort. La mort dite naturelle est à présent leur apanage. La mort d'un jeune est considérée comme accidentelle – même si elle survient par suite d'une maladie; elle n'était « pas au programme ». Théoriquement, elle aurait pu être évitée: elle entre encore dans le champ de notre maîtrise – fut-ce par défaut. Alors qu'un vieux qui meurt a « accompli son cycle », ou, plus crûment, « fait son temps ». La métaphore de la bougie qui s'éteint illustre bien cette conception, avec la mise à distance qu'elle implique. On s'identifie au jeune; la mort, c'est *la mort de l'autre*.
L'aléatoire n'a pas droit de cité dans notre monde dominé par la religion moderne de la maîtrise technique et scientifique. On veut programmer sa vie. Plus: on attend d'elle un certain dû, dont on tient une sorte de comptabilité implicite. La mort d'une jeune est scandaleuse; car il est « injustement lésé » du solde. Le gosse collectant pour des enfants leucémiques hospitalisés, un instant déconcerté par la nonagénaire qui lui dit que la maladie est toujours injuste, répond finalement: « Elle est quand même plus injuste pour des enfants, parce qu'ils n'ont encore rien *eu* de la vie » (Le verbe *avoir* et non *être*). Alors que la vieille, elle, a « eu son compte ». Le surplus est payant: « Vous pouvez donner, vous ».

Le discours sur la normalité

Dans nos sociétés, la probabilité a priori, pour une personne âgée de mourir dans un laps de temps déterminé augmente avec

l'âge. De ce fait évident, le discours commun passe presque inconsciemment, à un pseudo-concept de normalité. C'est dans ce glissement – extrêmement répandu – avec les conséquences qu'il implique, que se situe un aspect de la maltraitance sociale des vieux.

Probable, donc attendue, anticipée. Nous verrons plus loin quelle ambivalence comporte, dans la famille, l'anticipation de la mort d'un proche. Probable, donc « normale ». Donc banale, voire souhaitable, pour les autres et pour lui-même.

Nous avons vu par quel glissement de sens pernicieux une maladie ou un handicap, de *fréquent* au grand âge, donc *probable* pour un individu de cet âge, devient *normal* pour cet individu.

La mort, cependant, a un statut différent de la maladie: elle fait partie intégrante de la condition humaine. Elle est inscrite dans la vie de chacun, dès la naissance. À ce titre, on peut (si on tient à ce terme) la qualifier de « normale » pour tout être humain (quel que soit son âge), à condition de respecter l'indétermination de la date de sa survenue. « La mort est certaine, l'heure est incertaine ». L'aléatoire fait, lui aussi, partie intégrante de la condition humaine. Vouloir programmer rigoureusement sa vie est aussi insensé que prétendre à l'immortalité. Or le discours commun confond allégrement le concept de la mort en soi, principe ontologique, avec celui de la mort concrète, prévue dans un laps de temps donné, qui est d'un tout autre registre, même si on ne précise pas la durée du laps de temps.

Considérer la mort d'une personne, dans un laps de temps donné, comme normale, c'est prononcer contre elle un verdict de mort.

Ce discours sur le caractère normal de la mort, à plus ou moins brève échéance, des personnes âgées rejoint évidemment celui sur l'impotence et la sénilité, sur la « déchéance ». Il a partie liée avec l'image sociale dévalorisée des vieux. Leur vie « ne vaut plus rien », leur mort prochaine est « normale ».

Banalisation de la mort des vieux

Robert Hugonot écrit: « Il se pourrait qu'un certain nombre de décès de personnes âgées inexpliquées soient la conséquence d'un acte meurtrier [...]. Le certificat de décès portera la mention « de mort naturelle ». De quoi est-il mort? De vieillesse! Il est étonnant de voir l'effondrement de la courbe des autopsies avec l'âge... et même de celle des autopsies médico-légales, c'est-à-dire même lorsque la mort survient dans des conditions suspectes ».

On peut situer dans ce contexte les meurtres en série de patients âgés par des « anges de la mort en blouse blanche », notamment ceux commis par quatre aides-soignantes de l'hôpital de Lainz près de Vienne (Autriche). Elles furent mises en examen en 1989 pour avoir assassiné 42 personnes âgées « au moins », en six ans, soit par injection massive de barbituriques ou d'insuline, soit par ingurgitation forcée d'eau, le réflexe de déglutition étant empêché à l'aide d'une spatule, ce qui provoque une mort lente par asphyxie. Cette dernière méthode, une torture qu'elles désignent du terme aseptisé de « bain de bouche », ainsi que la présence à la barre d'un rescapé ayant survécu à la fois à sa maladie et à l'injection d'insuline, démentent la thèse de l'euthanasie de compassion par laquelle elles tentent de se disculper. Leurs victimes – dont l'âge moyen était d'environ quatre-vingt ans – n'étaient pas des mourants dont elles voulaient abréger l'agonie; c'étaient des malades récalcitrants, insoumis – bref, dérangeants – dont elles avaient décidé et programmé l'élimination.

Le flou qui plane sur le nombre des victimes crée une hallucinante impression d'irréel. Les tueuses parlent de « plus de 100, peut-être 200 personnes », puis reviennent sur leurs aveux. Le Parquet choisit de « se limiter » à une quarantaine de meurtres, à cause de la difficulté à réunir des preuves... La comparaison du nombre de décès survenus dans le service des tueuses à ceux concernant des services similaires porte l'estimation à 540 assassinats. Le procès ne porte donc que la partie visible de l'iceberg...

La négligence aveugle de l'entourage dans lequel sont perpétrés ces crimes ressemble à de la tolérance, voire à de la complicité. Le service des tueuses utilise dix fois plus de barbituriques que les autres services; aucun gestionnaire des stocks ne s'en émeut. L'administration hospitalière reste sourde aux rumeurs qui, depuis longtemps, circulent. L'instigatrice de cet « holocauste en chambre » porte le surnom d'« oiseau de mort ». Elle se vante d'« envoyer des malades directement chez saint joseph ». Elle affiche son « pouvoir de vie ou de mort » sur les malades: « Il suffit que j'en regarde un de travers pour qu'il meure... Celui-là, s'il continue à m'agacer, il aura droit à un lit gratuit auprès du bon Dieu ». Espace de non-droit, où l'on peut assouvir sans entrave sa volonté de puissance.

Les personnalités des tueuses, en effet, déconcertent par leur banalité... On ne trouve aucun facteur criminogène ni dans leur histoire individuelle ni dans leur milieu social... Elles semblent dénuées de sentiment de culpabilité, et restent convaincues de leur impunité jusqu'à leur arrestation...

Ni euthanasies ni passages à l'acte dus au surmenage, ces meurtres en série, dont le nombre reste indéterminé, difficile à préciser, même par les intéressées, et couverts par le silence – l'acquiescement tacite? – de l'entourage, sont symptomatiques d'un certain climat social. Tout se passe comme si la gravité de ces meurtres avait été minimisée dans l'esprit des meurtrières aussi bien que de l'entourage, qui considéraient ces vies humaines « dégradées » comme de peu d'importance. L'attitude des criminelles pendant le procès évoque, selon un commentaire, l'image du « bourreau satisfait [...] qui accomplit une mission d'exécution, au nom d'une société qui veut se débarrasser de ses vieux »...

L'âgisme, en banalisant la mort des vieux, fait le lit de leur mise à mort criminelle.

Le discours sur la mort souhaitable

Un pas de plus est franchi lorsque, de normale, la mort des vieux devient souhaitable. La vie « n'est plus qu'un fardeau pour eux-mêmes et pour les autres »: quoi de plus logique que de souhaiter – « pour leur bien » – les en voir débarrassées... À l'occasion de la mort d'une centenaire lucide et valide, on a ainsi entendu d'étranges propos: « À son âge, mourir, c'est ce qui pouvait lui arriver de mieux »... Lorsqu'on a fait remarquer que le centenaire en question quelque temps avant sa mort, avait dit « Je voudrais guérir », cette phrase a été commentée par « Là, on voit bien l'instinct de conservation à l'œuvre ». Vouloir vivre à cet âge semble si incongru que l'on fait appel à l'instinct: ce n'est plus l'être humain, c'est l'animal qui parle...

Le discours sur la mort digne

Les associations qui militent pour la dépénalisation de l'euthanasie (Association pour le droit de mourir dans la dignité en France) précisent en général qu'elles s'opposent à tout recours à celle-ci pour raisons politique, sociale et économique, et que leur vocation est exclusivement humanitaire; il s'agit de conquérir une nouvelle liberté; celle de choisir la façon de terminer sa vie. L'accent est mis sur la qualité de vie. Les adhérents signent une déclaration de volonté de mourir dans la dignité, dont ils demandent que soit tenu compte au cas où

ils seraient dans l'incapacité d'exprimer leur volonté, et que les traitements possibles n'aient plus de chances réelles de leur rendre une vie consciente et autonome. Dans des formulations antérieures, il était précisé qu'il devait s'agir d'une incapacité due à une maladie incurable, à une infirmité irrémédiable, ou à la vieillesse. Ensuite, il a été proposé de remplacer « vieillesse » par « sénilité ». Finalement, cette déclaration a été expurgée de toute référence à l'âge, par souci, sans doute, de prévenir les dérapages possibles ou la récupération par d'éventuels partisans du génocide des vieux.

Outre le fait que le prétexte euthanasique est souvent invoqué pour des assassinats, des « euthanasies de compassion » sont pratiquées par des médecins et des infirmiers, clandestinement, donc dans des conditions incontrôlées, dans lesquelles divers facteurs peuvent avoir leur part: une dimension de passage à l'acte de la part d'un médecin formé pour guérir et qui ressent la mort du patient comme un échec; son ignorance des soins palliatifs; des pressions de la part de l'entourage du malade, etc. La déclaration de volonté de l'ADMD est censée garantir que l'euthanasie n'est pratiquée que sur demande du malade. Avec les difficultés inhérentes à une demande faite par anticipation d'une situation qu'on ne peut imaginer concrètement, lorsqu'on est en bonne santé. Difficultés que l'on tente de pallier par la désignation d'une mandataire.

Les adhérents de l'ADMD sont en grande majorité des personnes âgées. Beaucoup ont vu des proches finir leur vie dans des conditions qu'ils ont, eux, perçues comme atroces, sans pouvoir, bien entendu, avoir une connaissance directe de leur vécu. Ils incriminent l'acharnement thérapeutique. Leur adhésion est, le plus souvent, motivé par leur refus de survivre dans ces mêmes conditions.

Nous ne pouvons, bien sûr, que saluer la conquête d'une nouvelle liberté, mais en nous interrogeant sur le contexte idéologique dans lequel elle s'inscrit.

Il est frappant que, dans le discours sur la mort dans la dignité, les termes utilisés pour désigner cette fin de vie que l'on veut éviter en recourant à l'euthanasie sont très souvent ceux – très chargés affectivement – de « déchéance » ou de « décrépitude ». Termes relatifs aux normes de performance, et aux valeurs narcissiques de notre société. Ces normes et ces valeurs sont, bien sûr, intériorisées par les âgés eux-mêmes. En témoigne aussi le souci, souvent invoqué comme argument en faveur du droit à l'euthanasie, de laisser une bonne image à ces proches. Culte narcissique de sa propre image, ici rationalisé par le souci pour les proches. Nous verrons dans le chapitre sur la famille, que les enfants, par le refus d'identification et le deuil anticipé du parent « déchu », poussent souvent dans le même sens.

On assiste à une angoisse collective de la vieillesse assimilée à la déchéance. À mesure que l'individu avance en âge, son angoisse croît, pour devenir peu à peu une sorte de goulot d'étranglement. Le discours sur la mort dans la dignité intervient alors comme une voie de sortie de cette impasse: pour mourir dans la dignité, il faut devancer, prendre de vitesse la déchéance inéluctable.

La notion de dignité, employée dans ce contexte, implique que la maladie, l'infirmité, ou la vieillesse seraient à elles seules susceptibles de rendre un être humain indigne, sans que celui-ci n'ait commis d'acte infamant. L'indignité caractériserait un état de l'organisme, dont celui qui en est porteur n'est nullement responsable. Elle est un verdict de la norme sociale, qui stigmatise la « déchéance » de qui a cessé d'être conforme à ses exigences.

Cette indignité-là n'est autre que l'indignité à figurer dans la vitrine sociale.

Le discours sur le suicide

Une référence est cependant faite à l'âge dans les statuts de l'ADMD; elle concerne les jeunes. L'association exclut de ses objectifs « toute aide ou incitation au suicide de ceux, notamment des jeunes, qui n'auraient d'autres motifs de cesser de vivre qu'irrationnels ou dépressifs ». Des adhérents jeunes sont a priori accueillis avec quelque méfiance; on craint qu'il ne s'agisse de déprimés à la recherche d'une recette de suicide. C'est sur le thème du suicide qu'on constate une ségrégation selon l'âge. Dans

la mouvance de la mort dans la dignité, le suicide préventif est, en l'absence de légalisation de l'euthanasie, envisagé – et parfois réalisé – comme le seul moyen de sauvegarder leur dignité, par des âgés lucides et valides, qui se sentent menacés du seul fait de leur âge. Ainsi, Gilbert Brunet écrit: « Il (le vieillard) sait qu'il sera chaque jour un peu moins lucide, un peu moins valide ». Il oppose le suicide des jeunes, qu'il qualifie de pathologique, car impulsif ou dépressif, au suicide serein du vieillard, « suicide non seulement normal, mais exemplaire, dernier acte de liberté d'un être libre ». Suicide appelé d'ailleurs « philosophique ».

Dans cette glorification du suicide des vieux, on ignore délibérément que la dépression n'est pas l'apanage des jeunes ; bien au contraire, sa fréquence augmente de façon très significative avec l'âge. Que la marginalisation des vieux dans la société est en elle-même « suicidogène », infligeant aux personnes âgées une « subtile poussé dans le dos lorsqu'elles hésitent à franchir le pas définitif ». Pourquoi, d'autre part, exclure a priori chez un jeune l'éventualité d'un suicide « philosophique »? Disposer de sa vie est le droit de chacun. Réaliser un monde où l'idée du suicide n'effleurerait personne devrait être le but de tous.

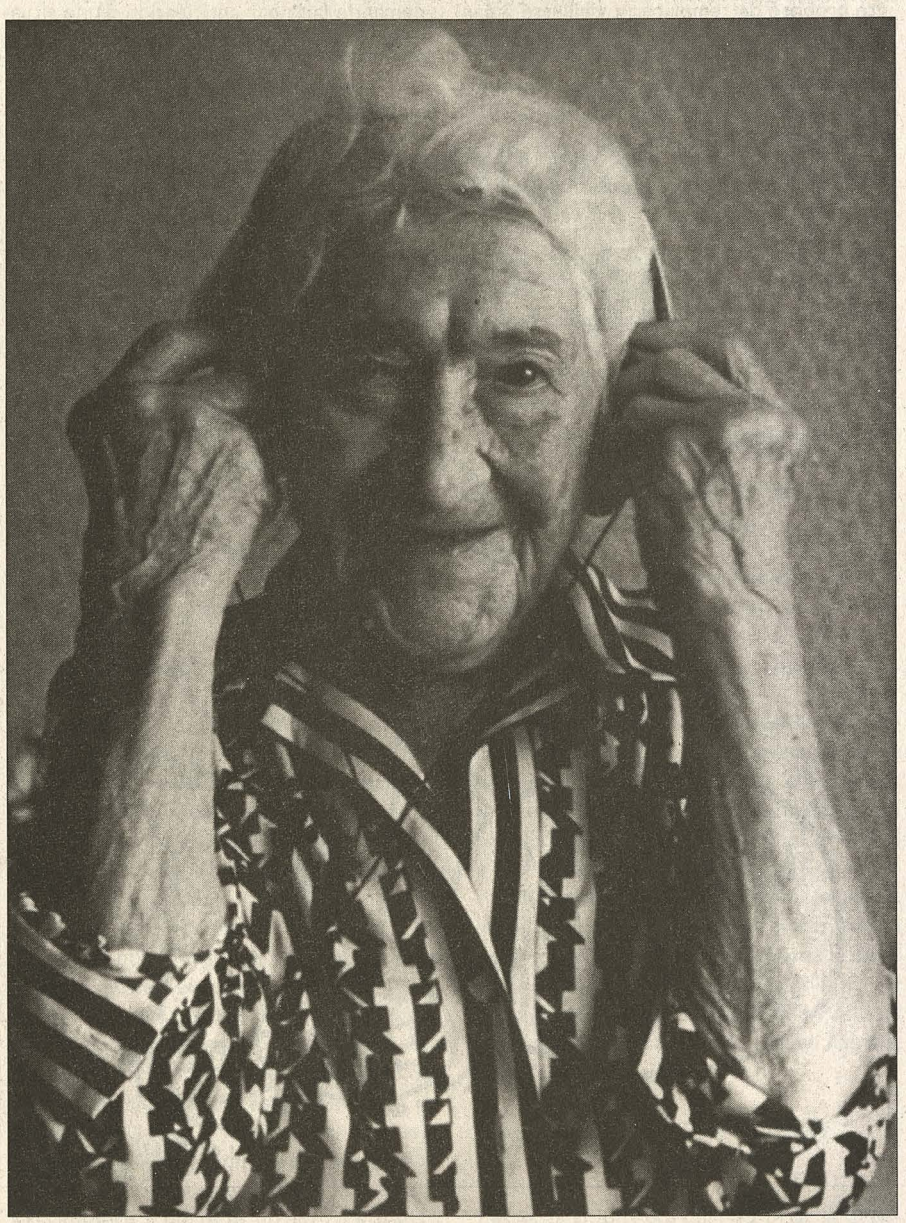
Remarquons que certaines sociétés imposent le suicide des vieillards. Dans le roman japonais « Narayama », la vieille O'Rin se fait porter dans la montagne de la mort » par son fils: elle a entendu chanter dans la rue le chant de Narayama, lui rappelant que l'heure du « pèlerinage » était venue... Ce serait une coutume voulue par les dieux. Là aussi, la notion de dignité est invoquée. Se soustraire à l'appel de Narayama serait un comportement « indigne ».

La démence sénile, « suicide en effigie »

D'autres (les futurs déments) pratiquant l'effacement de soi, en « tuant » leur image. D'après Jean Maisondieu, « au suicide réel qui fait peur, car s'il fait cesser le spectacle de la décrépitude, il condamne à mort, ils substituent le suicide en effigie ».

Vladimir Jankélevitch décrit le choc produit par la trahison du miroir, qui signe l'entrée en vieillesse. « Un beau matin, il (l'homme vieillissant) remarque ce visage fripé qui est le sien et qu'il regardait jusque-là distraitement »... Le miroir étant aussi le regard de l'autre – et le regard social – l'image de vieux qu'il reflète est reçue comme symbole de mort, image du cadavre.

Dans le climat de déni collectif de la mort, faute de pouvoir penser et élaborer son angoisse de mort, le vieillissant (le futur dément) refoule le tout; il renie son image. Ayant fait sien le sentiment commun que les vieux sont « les seuls mortels parmi les mortels », avec l'idée sous-jacente, inconsciente, qu'il suffit de rester jeune pour ne pas mourir, il va, dans un premier temps éviter le miroir, maquiller son image, jouer à



fond la carte du « jeune-vieux ». Puis, après l'échec de ces stratégies, il évoluera vers la démence, ne se reconnaîtra plus dans le miroir.

Maisondieu voit, dans la non-reconnaissance de leur image spéculaire par les déments séniles, l'aboutissement d'un processus actif d'effacement de soi, la perte de l'intelligence étant, dans cette perspective, une protection contre la dépression et le suicide. Le processus se poursuivra par la « fécalisation », qui s'exprime par l'incurie et l'incontinence. Déchet à ses propres yeux, « caché dans son abri alzheimerien », il (le malade) réalise un repli stratégique qui lui permet de s'économiser », son pari étant « disparaître sans mourir ».

Maisondieu propose pour les démences séniles le terme de « thanatoses », pour rendre compte du rôle joué, dans leur genèse, par l'angoisse de la mort, déniée collectivement et rejetée sur les vieux. Ceux d'entre eux qui intériorisent ce mécanisme de déni et de projection, ne deviennent les victimes expiatoires. Pour son livre « Le crépuscule de la raison », il met en exergue « Avoir la mort présente à l'esprit pour éviter la mort de l'esprit ».

Suzanne Weber
Léonore Bijun

Les Etats-Unis et les sectes : l'amour fou

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS TENTE, PAR l'intermédiaire d'une nouvelle loi a renforcer la prévention et la répression à l'encontre des groupements à caractère sectaire. Ceci est réalisé, notamment par la création d'un délit spécifique de « manipulation mentale ». Mais les religions officielles s'y sont opposées, ce qui est un aveu de taille. En effet, d'elles-mêmes, les religions se sentent concernées et visées par un texte qui condamne le fait que l'on puisse manipuler mentalement une personne. Les religions entendent bien continuer à décerveler les fidèles dès le plus jeune âge en toute liberté. Quant aux sectes, elles ont dénoncé la « nouvelle inquisition », dont elles seraient victimes. Du coup, ce délit a été supprimé et remplacé par un article qui réprime « l'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de la situation de faiblesse d'une personne ». La loi prévoit aussi la possibilité de dissoudre judiciairement des sectes, si elles sont l'objet de plusieurs condamnations pour des motifs tels que les tortures, viols, exercice illégal de la médecine... Aux Etats-Unis, le sous-secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme, Michael Parmly, se dit « préoccupé » par rapport à cette loi qui nierait la liberté religieuse.

Des commissions à la botte des sectes

Si il y a bien un domaine où les Etats-Unis se préoccupent réellement de la liberté, c'est bien en matière de religion. Déjà en 1997, alors que l'Allemagne prenait des mesures contre l'Eglise de Scientologie, Washington dénonçait officiellement ce manque de tolérance vis-à-vis « des religions minoritaires ». Notons au passage que 90% des sectes sont d'origine nord-américaine et ont installé leur siège outre-Atlantique. En 1990, le BDHRL est créé (*Bureau of Democracy Human Rights and Labor*). Son but est d'évaluer l'état des libertés et le niveau de démocratie de l'ensemble des nations du monde. Elle fournit des rapports au gouvernement et alimente également le Congrès et le Sénat américain. En réalité, le BDHRL s'occupe surtout de la question de la liberté religieuse par l'intermédiaire de la liberté de croyance. Ainsi en 1997, le BDHRL condamne dans son rapport l'attitude de l'Allemagne face à l'Eglise de Scientologie. En 1998, le Congrès américain vote une nouvelle loi sur la liberté religieuse dans le monde, un département est créé au sein du BDHRL : le Bureau pour la liberté religieuse internationale. À sa tête il y a un ambassadeur plénipotentiaire, auquel sont adjoints cinq fonctionnaires du secrétariat d'Etat. La commission dispose d'un agent dans toutes les ambassades américaines. Premier ambassadeur de cette commission, M. Robert A. Seiple, un ex-marine, qui aime à répéter : « les droits de la personne sont universels car offrande de Dieu ». Tout un programme... D'après ses dires, sa foi l'a soutenu dans toutes les épreuves de la vie, notamment durant la guerre du Vietnam, où les droits de la personne étaient sans doute

très respecté... Pendant onze ans, cet homme a été à la tête de la très conservatrice *World Vision Inc*, la plus importante organisation évangélique du monde. Celle-ci subventionne des milliers de projets dans le monde entier et des millions d'individus lui sont affiliés. *God and business*. Autant dire que ces commissions ne sont pas impartiales et que, au nom de la liberté religieuse, elles défendent le pré carré des sectes mais aussi un marché économique. En 1998 sort le premier rapport de A. Seiple, le rapport français gouvernemental de 1995 sur les sectes est assimilé à de la persécution aveugle, les députés y sont accusés car ils font de la ségrégation religieuse en ayant dressé une liste d'associations innocentes, pourchassées non pas pour des activités illégales, mais pour leur foi. Le 23 mars 1999, à Vienne, à l'invitation de l'OCDE, un séminaire été organisé par l'Office pour les institutions démocratiques et les droits de l'Homme; l'ODHIR (organisation américaine gouvernementale qui s'occupe exclusivement de la liberté religieuse, étonnant, non). Dans ce séminaire, l'ODHIR a attaqué violemment la politique française: la France renoue avec Vichy, le Premier Ministre est intoxiqué par des mouvements anti-religieux, des croyants sont jetés à la vindicte populaire, d'autres perdent leur travail, des enfants sont retirés de leurs parents... Depuis les échanges diplomatiques entre l'Europe et les Etats-Unis, sur cette question sont rompues.

Les amis de mes amis sont mes amis

Les parlementaires américains ont créé la commission « pour la liberté religieuse », elle est rattachée au département d'Etat. Quand on demande à son président, M. Steve T. Mc Farland, s'il a lu le rapport de l'Assemblée nationale française sur les sectes, il répond que non! Pas besoin, car d'après lui les renseignements donnés par des ONG, qui se plaignent de l'intolérance du gouvernement français, lui paraissent suffisamment fiables. Enfin, lorsqu'on lui soumet des copies de télex de l'ambassade américaine de Madrid démontrant que le BDHRL est intervenu pour ralentir une instruction d'un juge espagnol contre la Scientologie, le fonctionnaire préfère ne faire aucun commentaire. Les membres des services de renseignement qui informent les commissions américaines sont, par essence, impossible à vérifier.

Cependant plusieurs exemples mettent la puce à l'oreille. Ainsi, l'ambassade américaine de Paris recommande sur son site Internet un avocat, monsieur Gaetjens, membre notoire de la Scientologie. Par ailleurs, lors d'un colloque, à l'Assemblée nationale sur le problème de la manipulation mentale, en février dernier, l'ambassade américaine, bien que non invitée, a dépêché deux de ses membres, accompagnés d'un cadre français de la Scientologie. Pour les témoignages récoltés par ces commissions, là encore, il y a bel et bien manipulation, ainsi lors du colloque de Vienne de 1999, l'une des personnes chargées de faire un débat pour le compte de l'HOHIR, n'est autre que le sociologue M. Massino Introvigne, créateur du Centre d'étude et de documentation sur les nouvelles religions (CESNUR), ce triste sire est d'obédience catholique intégriste, il est très lié à la secte catholique (aimée du pape) néofasciste, «Travail Famille Propriété». Il est aussi un collaborateur assidu des publications de la Scientologie. Également invité à Vienne puis à Washington, l'avocat français Alain Garay, défenseur des Témoins de Jéhovah; c'est aussi un habitué des publications de la Scientologie. Autre acteur clef à Vienne, M. Willy Fautré, président de l'association belge, Droit de l'Homme sans frontière. M. Fautré fut longtemps un correspondant de *News Network International*, un important groupe de presse et de lobbying évangéliste américain, anti-avortement et férocement anticommuniste. Enfin les Etats-Unis ont trouvé un superbe « témoin » des violations de la liberté religieuse dont la France serait coupable en la personne de Louis démo (un pasteur), membre de l'Institut théologique de Nîmes. Cet institut fait partie de l'obédience évangélique de la *Greater Grace*, installée aux Etats-Unis. Elle dispose de plus de 3000 missions en Amérique latine et de plusieurs centaines en Afrique ainsi qu'en Europe de l'Est. La *Greater Grace* sert même de relais à la Scientologie dans les mouvements évangélistes. La Scientologie et la *Greater Grace* ont réussi, à coup de procès, à mettre en faillite la principale organisation d'aide aux victimes des sectes fondée en 1970: la *Cult Awareness Network*... Pour enfin la racheter devant l'équivalent américain d'un tribunal de commerce. Notons, aussi que depuis que la Scientologie est reconnue comme une religion aux Etats-Unis elle a pu économiser des millions de dollars, car elle est exonérée d'impôts. Ce qui lui donne les moyens d'arriver à sa fin.

Une international de la foi en chemise brune

On le voit: au nom de la liberté religieuse, les ennemis de la liberté s'unissent (sectes, protestants, catholiques), oubliant leurs différences théologiques pour asseoir efficacement et de manière autoritaire leur pouvoir sur l'ensemble des sociétés. Il s'agit bel et bien d'une croisade, dont les croisés sont tous issus de la droite dure religieuse, des intégristes, des homophobes et sexistes. Ils ont bel et bien un programme, au nom de la liberté religieuse, détruire la liberté de penser. Au nom du libéralisme religieux et économique contrer toutes les idées « subversives » d'égalité économique et sociale. Preuve que, sous couvert de liberté religieuse, ces moralistes font de la politique. Ils ont bel et bien un projet de société qui n'a rien à voir avec l'au-delà et les croyances. Enfin, il n'est pas étonnant de voir que ce sont les Etats-Unis qui défendent le plus ces culs bénis. En effet l'Etat américain parle sans cesse de liberté religieuse ou communautaire, mais jamais d'autonomie des individus. Cet Etat, nous parle de libéralisme économique et non pas d'égalité économique et sociale. Les religions et les sectes prospèrent de toute façon que dans les systèmes où l'exploitation de l'homme par l'homme est de mise. Seule une société libertaire et égalitaire peut renverser les deux causes, le trône et l'autel, de la misère des hommes. Les gourous et les curés profitent toujours des malaises (solitude, doute sur son avenir, misère économique, sociale, culturelle) subie par une grande frange de la population. Si la terre doit rester, pour eux, une vallée de larmes et que les personnes doivent s'y soumettre, il est clair, qu'ils auront en face d'eux des adversaires acharnés: les anarchistes.

Régis Boussières. – groupe Kronstadt (Lyon)

L'Émancipé

Si vous êtes intéressé par la lutte contre l'ordre moral, les religions, les sectes, les phénomènes de croyances... Une nouvelle revue vient de voir le jour, l'Émancipé, elle est à commander à l'adresse suivante: La Plume Noire 19 rue Pierre-Blanc 69001 Lyon, pour la somme de 25 F port compris (chèque à l'ordre de Kronstadt). Au sommaire du numéro 1: le voyage du pape en Syrie, le fanatisme religieux en Israël, l'IVG et l'Église, des brèves du monde entier.... N'oubliez pas de nous communiquer votre adresse complète.

AUPEJ à Tivaouane (Sénégal): une école sans Etat

Nous avons déjà fait part à nos lecteurs de l'expérience de l'AUPEJ (Actions Utiles pour l'Enfance et la Jeunesse) à Tivaouane, ville de 35000 habitants de la région de Thiès, à une centaine de kilomètres de Dakar, au Sénégal, notamment lors de la venue en France en 1998 de l'un de ses initiateurs, Moussa Diop. Nous pouvons maintenant dresser un état des lieux, environ sept ans après la création de la structure, à un moment-clé de son existence.

Une expérience à la base, centrée sur l'éducation populaire et l'alternative sociale

AUPEJ est une expérience à la base, regroupant des habitants et des habitantes de Tivaouane sur un principe: s'auto-organiser, se regrouper, afin, comme le titrait l'interview de Moussa Diop dans *le Monde libertaire* (septembre 1998), de passer « de la survie à l'alternative sociale ».

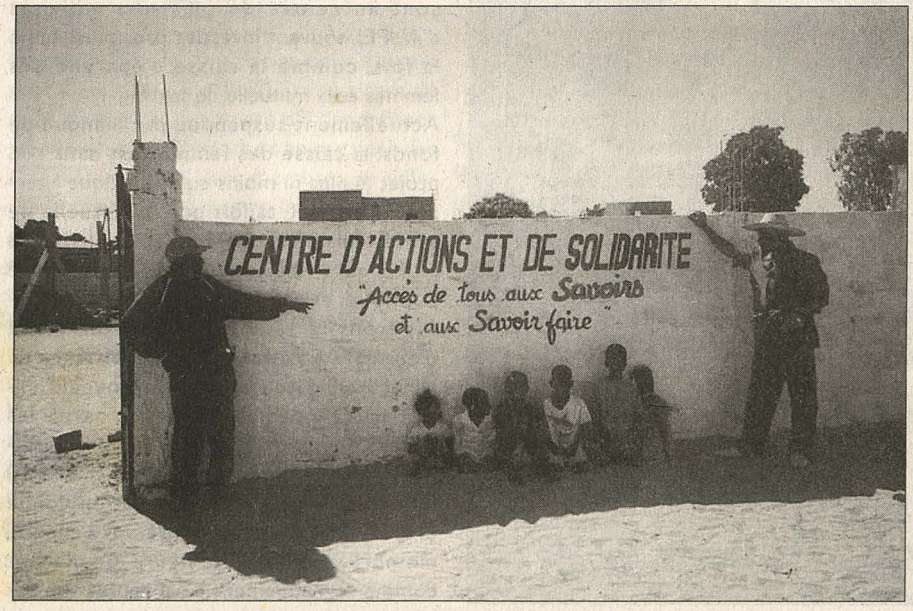
Première observation donc: c'est une situation, et non une inspiration idéologique, qui a poussé à la naissance de la structure, d'abord en ce qui concerne les problèmes de l'éducation, dont l'État s'est désengagé à dater de 1979 (date de la déclaration de faillite de l'État sénégalais) et la mise sous condition des grandes décisions du pays aux diktats du FMI (Fonds monétaire international) et de la Banque mondiale. « Désengagement au niveau des projets comme de l'encadrement et de l'organisation » nous disait Moussa Diop.

Des activités éducatives

Aujourd'hui la structure AUPEJ compte trois sortes d'activités directement éducatives: une garderie éducative (sorte de classe de primaire), un lycée et des classes d'alphabétisation pour les femmes.

La classe de primaire regroupe cette année une vingtaine d'enfants issus de familles confrontées à des problèmes d'endettement et qui ne peuvent se permettre de les scolariser dans des écoles où les frais sont trop élevés. Au contraire la cotisation à cette activité de AUPEJ rend la scolarisation primaire abordable aux familles de ce quartier de Tivaouane. Dans les années précédentes, il est arrivé que le nombre d'élèves fréquentant la classe atteigne le double de cette année, jugée sur ce plan plutôt « calme ».

Pour ce qui est du lycée, les dimensions sont toutes autres: l'ACAPES (Association Communautaire d'Appui à la Promotion Educative et Sociale) en est à sa quatrième année de fonctionnement. Lors de ses débuts en 1996, l'association, dont la philosophie se résume aux mots du « directeur » Meïssa Mbaye Sall: « toute chose est l'affaire de tout le monde » regroupait 26 élèves de troisième et de terminale. Au cours des années le panel de classes s'est élargi, pour parvenir à regrouper cette année 250 élèves répartis dans l'ensemble du cycle (similaire au système français), de la sixième à la terminale. Là encore on retrouve des élèves issus des milieux les plus pauvres de Tivaouane, et pour lesquels il fallait trouver une solution à la situation endémique d'échec scolaire. En effet, au Sénégal le passage en sixième dans les collèges publics est limité au nombre de places disponibles et se fait par examen (25 % de réussite), ce qui place une grande partie des enfants sortant de primaire en rupture de scolarité. Seule solution de secours pour les « recalés »: le privé, où le coût de la scolarité pour un élève est très élevé: 80000 francs CFA par année. D'où le nombre important de jeunes pauvres poussés à la rue ou directement au travail, ou en apprentissage non rémunéré durant plusieurs années...



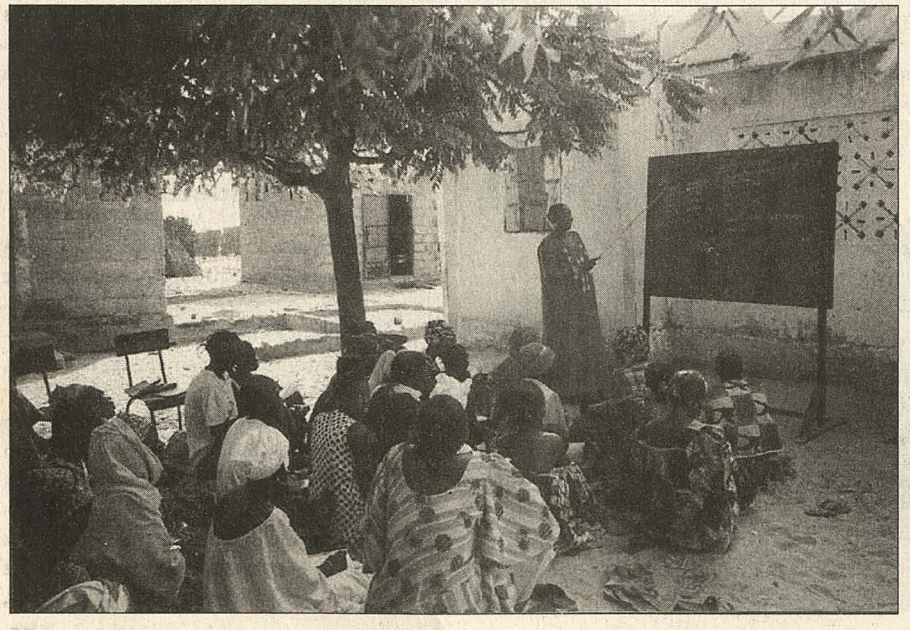
Gestion commune de la structure

À ACAPES, la cotisation pour l'année de scolarisation est de 20000 francs CFA, soit le quart de ce que réclame une école privée, et même si les comptes sont déficitaires, le système de paiement reste souple, au cas par cas, la somme restant élevée pour de nombreuses familles dans une situation sociale extrême. Car ACAPES n'est ni un lycée d'État ni un établissement privé, mais un regroupement associatif à but non lucratif, dont la gestion incombe autant aux élèves qu'au « staff ». C'est ainsi que chaque classe, qui tient ses Assemblées générales,

élit des délégués, eux-mêmes regroupés avec ceux des autres classes au sein du « foyer », qui intervient dans la gestion de la structure, mais aussi la gestion des conflits ou le plus souvent la recherche de fonds par des activités extra-scolaires. Les professeurs, quant à eux, sont pour une part déjà enseignants dans le public et viennent selon leurs disponibilités, moyennant 500 francs CFA l'heure d'intervention, et participent à des structures communes avec les élèves. Un intéressement commun qui n'est sûrement pas pour rien dans la réussite scolaire de ces derniers : l'ACAPES a obtenu les meilleurs taux de réussite au brevet et au bac à Tivaouane, et commence grâce à cette légitimité à intéresser davantage de familles pauvres... Et à faire grincer des dents les « concurrents » privés. Succès scolaire doublement méritant quand on sait que les conditions matérielles de travail sont d'une précarité extrême : trois salles de classes situées dans un hangar ayant servi au stockage de produits chimiques dont les émanations obligent parfois des élèves à sortir durant les cours, difficultés à s'équiper du fait des comptes déficitaires... Enfin les lieux sont propriété d'État, les mettant sous la menace permanente d'une expulsion.

Alphabétisation, culture et condition féminine

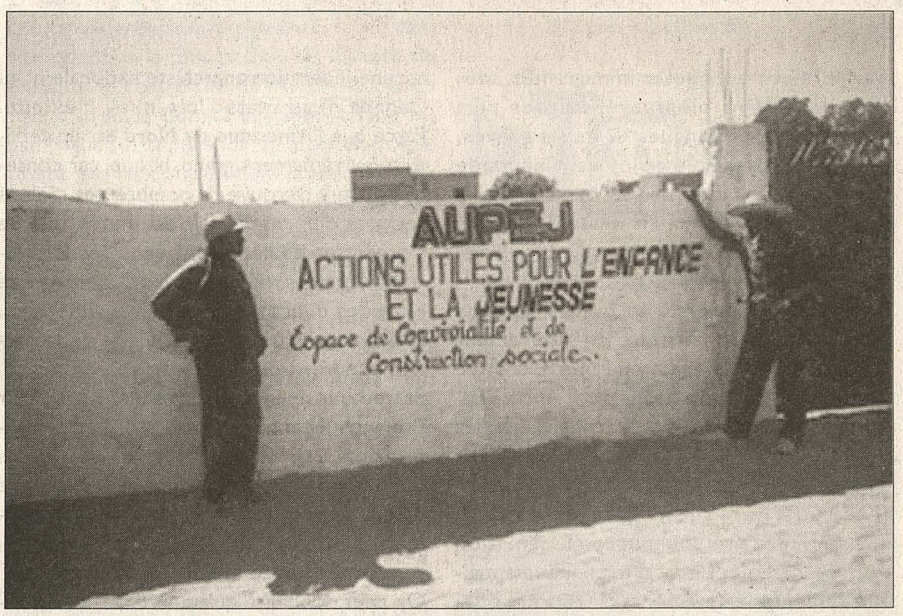
En Afrique occidentale, le taux d'analphabétisation des femmes peut atteindre 80%. Au Sénégal, cet état de fait engendre des situations sociales aux effets parfois dramatiques, et c'est ce qui a poussé une poignée de femmes d'AUPEJ à créer des classes d'alphabétisation destinées aux femmes, après avoir suivi une formation à leurs propres frais. Nées en septembre 2000, on compte aujourd'hui 10 classes dans Tivaouane et des villages alentour, regroupant durant trois heures et trois fois par semaine environ 350 femmes, de l'adolescente à la grand-mère. L'intérêt de ces classes dépasse largement la seule problématique de l'alphabétisation, pour se placer également dans les champs culturel (l'enseignement se fait en Wolof et non en Français comme à l'école), et de la condition féminine : on imagine facilement le bouleversement que pourrait provoquer une alphabétisation – donc un accès à l'écrit et à des aspects de la vie sociales encore essentiellement masculins – à grande échelle des femmes en Afrique. Or voilà une expérience créée et animée de manière autogestionnaire par des femmes, bénévolement et pour elles-mêmes, « au courage » (même les frais de déplacement dans les villages sont assumés personnellement par les « enseignantes »), permettant des rencontres régulières de femmes entre elles, sur une volonté de départ d'un certain changement de condition, et comme le montre la mise en place de caisses communes pour certains achats journaliers, la naissance – embryonnaire – de pratiques collectives. C'est ce qui fait de ces classes une des expériences les plus intéressantes parmi celles fédérées dans AUPEJ malgré sa fragilité extrême d'un point de vue financier.



Des activités mutualistes

Car à y regarder de plus près, les femmes sont au centre de plusieurs activités d'AUPEJ, souvent investies dans plusieurs à la fois, comme la caisse d'épargne des femmes et la mutuelle de santé.
Actuellement suspendue par manque de fonds, la caisse des femmes est dans son projet ni plus ni moins qu'une banque alternative de prêt, tandis que la mutuelle de santé constitue une nouvelle activité de AUPEJ qui d'emblée s'est placée sur la scène publique, et a fourni des résultats qui – espérons-le – pourraient avoir force d'exemple. En effet, depuis sa naissance en juillet 2000 autour d'un petit groupe d'animatrices du projet (en grande partie les mêmes que pour les classes d'alphabétisation), la mutuelle regroupe plus de 120 femmes auxquelles leur cotisation donne droit à un « livret de santé » où chaque membre de sa famille figure. Se plaçant comme regroupement d'habitantes sur des

questions de santé, la mutuelle se veut organe de pression: la négociation avec l'hôpital de Tivaouane a permis de faire bénéficier les adhérentes et leurs ayants-droits d'une réduction des frais de 50 %, dans un pays où la couverture sociale est inexistante. Appuyées par le GRAIM, une ONG, la mutuelle de santé fait partie des 18 expériences mutualistes du Sénégal, toutes situées dans la région de Thiès.



Chassé-croisé entre poids des traditions et progressisme tout de même puisque les activités dans lesquelles ces femmes se regroupent et agissent sont des domaines qui leur sont traditionnellement dévolus...

Assistance humanitaire ou « self-gouvernement », AUPEJ a choisi

Outre le dynamisme social qui s'affirme petit à petit autour d'AUPEJ, on est tout de suite touché par la volonté d'indépendance qui habite les animateurs et animatrices des différentes associations membres, se différenciant ainsi de toute une frange d'acteurs sociaux entravés – volontairement ou non – dans la gestion du statu quo qu'est l'assistance humanitaire.

En effet, l'ensemble des activités est avant tout créé pour répondre à des besoins définis par les habitants eux-mêmes, et même si la recherche de partenaires est permanente, elle se plie à un impératif salutaire de non-ingérence sur les activités. Bref une réappropriation de la dynamique sociale sur des bases d'autonomie et de gestion collective directe, qui donne corps à une expérience de mutualisation et de vie coopérative unique en Afrique sub-saharienne. Ce n'est donc pas un hasard si les structures qui collaborent de manière suivie depuis plusieurs années sont des structures investies par des libertaires (Bonaventure, etc.), mais bien le regroupement en actes d'expériences alternatives autogestionnaires.

Évidemment, nous ne sommes pas à l'aube d'une révolution libertaire au Sénégal, mais s'il faut commencer par un bout, alors voilà de bons débuts, que vient renforcer également une sensible politisation des auteurs d'AUPEJ, à commencer par les jeunes d'ACAPES que les récentes expériences politiques liées au « Sopi » (l'élection de Wade à la tête du pays en février 2000, mettant fin à trente ans de règne du PS de Diouf) et aux désillusions qui l'ont suivi. Ainsi aucune des activités d'AUPEJ n'est pour le moment destinée à être rétrocédée à l'État si celui-ci venait à réinvestir certains domaines, notamment l'éducation (ce dont on peut néanmoins douter, le pays étant passé sous la coupe des libéraux).

Une place à prendre sur la scène sociale

Cette politisation est sans doute un des enjeux d'importance qui vont se poser à AUPEJ dans les mois et les années à venir, face à la paupérisation croissante de la population et tous les ravages locaux que peuvent produire l'allégeance au FMI et à la Banque Mondiale. Elle conditionnera notamment la place que prendra AUPEJ sur la scène sociale, un isolement pouvant favoriser une « institutionnalisation » dans le paysage tivaouanois, tandis que la création de liens avec d'autres expériences – et consciences – alternatives l'inscrirait résolument sur un terrain autogestionnaire et révolutionnaire. Des potentialités existent, comme l'ASEM, avec qui un travail de mutualisation des expériences (notamment celle de Diawar, voir ML n° 1229 page 2) pourrait être fourni; dans le domaine des luttes des femmes, les liens avec les groupements féministes du RAP, dont certaines à Tivaouane sont membres, pourraient donner à long terme aux Classes d'alphabétisation et autres Mutuelles de santé des perspectives spécifiques à ces éternelles mineures, chose fondamentale à toute velléité de changement en profondeur...

Des perspectives existent donc « sur place », la volonté aussi, et la coopération internationale directe doit être le maillon complémentaire à l'enracinement d'AUPEJ, sous forme d'échanges mutuels de savoirs et de compétences à l'instar de l'école libertaire Bonaventure, de soutien financier « tout simple », de publicisation, etc. L'enjeu en vaut la chandelle!

Xavier. – groupe Proudhon (Besançon)

10 autocollants différents en vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

15 F les 50 exemplaires.

Petit portrait de l'anarchisme en Amérique du Nord

AVANT TOUT, UN PEU D'HISTOIRE. L'anarchisme n'a pas la même histoire en Amérique qu'en Europe. Cette différence historique explique en quelque sorte les différences actuelles entre le mouvement anarchiste nord-américain et le mouvement anarchiste européen.

Les débuts de l'anarchisme révolutionnaire et organisé en Amérique remontent aux années 1870-1880. Des groupes étaient formés dans la plupart des grandes villes états-uniennes, dont les plus importantes, New York et Chicago. Les personnes qui participaient à ces groupes étaient souvent des immigrantEs, surtout d'origine juive et/ou de l'Europe de l'est. Habituellement, les journaux qu'elles publiaient étaient écrits dans leur langue d'origine, pour s'adresser directement aux travailleurs et travailleuses, immigrants et immigrantes qui composaient une grande partie de la force du travail aux Etats-Unis au tournant du siècle. C'est certainement l'explosion d'une bombe envoyé sur des lignes policières, sur la place Haymarket de Chicago en 1886, qui reste l'événement le plus marquant de ce mouvement.

Il y a eu, vers 1910, un point chaud au Mexique dans l'histoire des luttes révolutionnaires en Amérique du Nord. Malheureusement, les anarchistes y étaient, quoique influents, très minoritaires. Ils n'avaient pas de base solide, d'appui, au sein des classes populaires. Le soulèvement mexicain de 1910, sous les mots d'ordre de « Terre et Liberté », s'est finalement soldé plus tard en plus de 70 ans de dictature de la part du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

Aux Etats-Unis au début du XX^{e} s'est formé une organisation syndicaliste révolutionnaire du nom des Industrial Workers of the World (IWW) qui avait, et ont toujours, un sympathique slogan qui dit à peu près: « Les patrons et les travailleurs n'ont rien en commun ». Les IWW ont organisé, un peu comme les groupes du XIX^{e} siècle mais de façon encore plus large, le milieu des travailleurs et travailleuses immigrantEs, souvent les moins bien payéEs et les plus exploitéEs. De longues et dures grèves, comme par exemple celle des mineurs de Ludlow au Colorado, ont été initiées sous la bannière des IWW, mais il ne s'est jamais développé un mouvement plus large d'émancipation sociale.

Bon, on pourrait verser encore plus loin (ou plus près!) dans l'histoire du mouvement anarchiste en Amérique du Nord, comme raconter la formation de l'*Anarchist-Communist Federation* aux Etats-Unis dans les années 60 ou d'évoquer le trou noir dans l'histoire de l'anarchisme organisé dans les 20 ans qui l'ont suivi, mais il n'est pas ici question de faire une longue présentation historique. Le but était d'expliqué que malgré quelques événements marquants et le travail intéressant de quelques organisations, il n'y a pas eu en Amérique de Commune de Paris, de soviets comme au début de la révolution russe et encore moins de révolution espagnole. Nous pensons que cette absence de passé riche en luttes où les anarchistes se sont mêlés à leur classe ou à un peuple en révolution affecte aujourd'hui les rapports qu'ont les anarchistes nord-américains à l'organisation du mouvement autant qu'à leur implication dans les luttes sociales.

Et maintenant

Aujourd'hui, le mouvement anarchiste nord-américain, après plusieurs tentatives d'organisation échouées au cours de son histoire, tente de nouveau de se remettre sur pied pour intervenir de manière efficace dans la lutte de classe. En effet, les appels à créer de nouvelles fédérations anarchistes révolutionnaires ne manquent pas et l'intérêt qui leur est porté par un nombre de plus en plus grandissant de gens bat son plein. Toutefois, il est à souligner que ces nouvelles organisations comme la NEFAC (Fédération des anarchistes communistes du Nord Est) ou la NARAF (Fédération des anarchistes révolutionnaires d'Atlantique) sont des organisations régionales et qu'il n'existe aucune fédération anarchiste nationale ni au Canada ni au Etats-Unis, ni au Mexique. Parce que l'Amérique du Nord est un territoire extrêmement grand, et que, par conséquent, on y retrouve de nombreuses réalités sociales différentes, il y est impossible de s'organiser efficacement dans des fédérations dont les milieux et les conditions de lutte des militantEs y sont très différents. Nous n'avons qu'à nous rappeler de la dernière fédération internationale (Canada, Etats-Unis, Mexique) *Love and Rage* pour tirer nos leçons. L'incapacité de cette organisation à se coordonner sur des luttes communes à cause du trop grand espace qu'elle couvrait, ainsi que de sérieux problèmes internes au sein de la fédération, l'ont tous deux conduite droit à l'échec.

On peut donc dire qu'aujourd'hui, le mouvement anarchiste en Amérique du Nord s'organise à deux niveaux. De un, à un niveau régional, c'est-à-dire par fédérations, et de deux, à un niveau local, soit par la coordination entre les différents groupes qui existent au sein d'une ville.

Un exemple local: Montréal

À Montréal, les militantEs anarchistes sont impliquéEs dans plusieurs groupes différents. Au point de départ, toutefois, on peut dire que beaucoup d'anars se regroupent principalement autour du journal *Le Trouble*. Né d'une initiative d'unir nos forces, le collectif du journal est formé à la base de deux groupes et de quelques individus, regroupés autour d'une plate-forme lutte de classiste. Avant de participer au *Trouble*, ces personnes étaient dispersées dans plusieurs projets de publication. Avec cette union pour produire un seul journal, il semble plus efficace au niveau de la propagande d'avoir un agitationnel de 16 pages tiré à 2000 copies que quelques centaines de copies, à peine, de petits journaux. Avec son ton satirique, populaire et haineux des riches, *Le Trouble* apporte un nouveau souffle à la propagande anarchiste à Montréal et au Québec en général.

Autre groupe, Les Sorcières, est un collectif non-mixte de femmes féministes contre l'Etat, le capitalisme et le patriarcat. Sortant irrégulièrement un journal, les Sorcières organisent aussi des ateliers sur le sexisme dans les milieux militants. Finalement, elles sont souvent sur le terrain des luttes, soit pour montrer une opposition à des groupes attaquant le droit à l'avortement, soit pour dénoncer et ridiculiser l'Eglise catholique.

Ensuite, il y a le Comité des sans-emplois, qui est un groupe anti-pauvreté, ancré dans son quartier, le plus pauvre du Canada ou presque, le centre-sud de Montréal. Depuis plus d'un an, le Comité des sans-emplois fait campagne sur la question du logement, organisant des rencontres/débats avec les gens du quartier, dénonçant la multiplication de condos (!) pour riches qui apparaissent à tous les mois dans le quartier centre-sud. Actifs et actives, les militantEs du Comité aiment bien utiliser l'outil de l'action directe pour mener leurs luttes. Par exemple, dans une campagne visant à s'opposer à l'écart de plus en plus grand entre riches et pauvres et voulant discréditer à la fois la charité chrétienne, le Comité des sans-emplois a par deux occasions, au temps des fêtes, dévaliser un buffet de gens notables à des réceptions de luxe. N'ayant pas de base théorique précise, à part une base importante voulant combattre la pauvreté par des moyens directs, le Comité regroupe des anarchistes mais à la fois des gens ne voulant pas poser d'étiquette politique à leur militantisme et finalement des militants ouvertement marxistes-léninistes.

Puis, autre groupe, le Comité opposé à la brutalité policière (COBP) est un des groupes des plus importants et des plus actifs à Montréal. Organisant depuis 1997, à l'appel du « Drapeau Noir », groupe basé en Suisse, une manifestation enragée à tous les 15 mars pour la Journée internationale contre la brutalité policière, COBP adopte une attitude de non collaboration et de confrontation face aux flics et au système judiciaire. Soutenant tous les prisonnierEs politiques et les arrêtéEs en procès, il est présent à toutes les séances de cour et travaille étroitement avec les avocats des militantEs inculpéEs. De plus, il fait aussi du soutien à de nombreuses victimes de brutalité policière, les rencontrant pour en parler et les aidant à poursuivre leur cause en déontologie policière.

La Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC), quant à elle, s'est crée l'année dernière, à l'occasion de la mobilisation face au Sommet des Amériques. Avec des principes anticapitaliste et anti-autoritaire, la CLAC regroupe en majorité des individus et quelques groupes d'affinités travaillant dans des groupes de travail non hiérarchiques et rotatifs. Puisque la CLAC fut, au point de départ, crée que pour les journées d'actions du Sommet des Amériques, on ne sait encore quel sera son avenir dans un futur proche. Ce que l'on sait, toutefois, c'est que sa mobilisation d'opposantEs radicales au Sommet des Amériques fut un succès (5000 personnes) et que son soutien aux prisonnierEs politiques fut constant.

Il existe des groupes spécifiquement anarchistes à Montréal, du moins un officiellement, le groupe « Main Noire ». Créé au départ en 1999 en réponse à l'appel du groupe Emile-Henry de Québec pour la création de groupes d'étude anarchiste, Main Noire fait bien sûr, de l'étude de textes mais aussi quelques autres projets. Il y a eu, dans les débuts du groupe, la publication du journal *Le Mortier* qui lançait la proposition à d'autres anarchistes de la région de former leurs groupes d'affinités pour ensuite se fédérer entres groupes. Il est malheureux de dire que même si cet appel a été reçu avec assez d'intérêt, les résultats n'ont pas vu encore le jour, car les militantEs interresséEs à la proposition n'ont pas pu formellement former des groupes. Main Noire est aussi intervenu sur le terrain des luttes, organisant, en 2000, un Premier Mai anarchiste à Montréal. La marche autonome, qui se voulait être dérangeante pour les bourgeois de Westmount, le quartier le plus riche du Canada, n'a pas fait long feu. En effet, sur les 200 personnes environ qui étaient présentEs à la manifestation, 157 se sont fait arrêtéEs par la police de Montréal en moins de 20 minutes. Le groupe Main Noire a finalement pris l'initiative de se fédérer à la Fédération des anarchistes-communistes du nord-est (NEFAC) en février 2001, mais des insatisfactions par rapport au contenu militant réel de la fédération ainsi qu'un incident de non respect des structures fédérales ont poussé le groupe à retirer sa participation à la NEFAC.

Finalement, il y a à Montréal un collectif qui gère la Librairie alternative (anarchiste). En contraste avec les autres groupes montréalais, ce collectif est formé en majorité de militantEs anglophones. La librairie se veut pluraliste dans son choix de documentation, offrant des livres de théorie anarchiste plus classique, mais aussi un vaste choix de publications qui traitent de luttes spécifiques (libération sexuelle, droit des autochtones etc.).

De la librairie se forme, avec d'autres militantEs, le collectif qui se charge de mettre sur pied, une fois par année, le Salon du livre anarchiste de Montréal. Le Salon, dans ces deux éditions (2000 et 2001), fut un énorme succès, attirant les deux ans plus de 1000 personnes.

Un exemple régional: la NEFAC

Si au niveau local, la plupart des grandes villes de l'Amérique du Nord ont des « scènes » anarchistes qui ressemblent fortement à celle, diversifiée et quelque peu disparate, de Montréal; au niveau régional, lorsqu'il y a coordination et regroupement de forces anarchistes, le résultat est plutôt la création d'une organisation unique comme c'est le cas pour la NEFAC dans la région du nord-est. La NEFAC a été fondé en avril 2000, après une année de préparation et de discussion principalement entre le groupe Sabate de Boston et le groupe Emile-Henry de Québec. La fédération a aujourd'hui quatre groupes membres et un groupe sympathisant plus des individus fédérés ce qui fait au total près de 50 personnes. Il y a, au moment d'écrire ce texte, beaucoup d'intérêt manifesté par d'autres groupes voulant joindre l'organisation. Il ne serait donc pas surprenant que le nombre de personnes membres de la fédération augmente après son congrès de août 2001.

Les personnes et groupes faisant partie de la NEFAC sont regroupéEs autour de prin-

cipes anarchistes communistes, soit le désir d'abattre l'Etat, le capital et le patriarcat et de construire une société économiquement communiste et politiquement libertaire.
L'activité de la fédération s'est jusqu'à maintenant résumé par une forte implication dans le mouvement contre la mondialisation capitaliste, avec des moments marquants comme une présence dans les rangs de la contestation des sommets Washington, en 2000 et celui de Québec, en 2001. La NEFAC publie aussi un magazine en anglais qui s'appelle le *NorthEastern Anarchist*, qui mélange reportages de luttes et dissertations théoriques et il y a aussi des plans pour sortir le même type de journal en français, au Québec. Finalement une tournée du territoire de la fédération est planifiée. Cette tournée aura pour but de faire connaître la fédération, les idées anarchistes-communistes et de motiver les gens à former des groupes politiques anarchistes.
Si la NEFAC est la première fédération en son genre depuis la fin de *Love and Rage* et aussi sûrement l'exemple le plus développé d'organisation régionale en Amérique du Nord, il ne faut pas oublié que d'autres fédérations régionales se forment (la NARAF par exemple, un peu plus au sud mais aussi sur la côte est du continent) et que tous les espoirs sont permis de penser que l'anarchisme révolutionnaire et organisé revivra bientôt, à l'échelle régionale, dans plusieurs régions de l'Amérique du Nord.

Et le reste

Bien sûr, en Amérique du Nord, d'autres groupes organisés existent. Mais ces groupes, dépassant le cadre du localisme, s'inscrivent dans des plus grands mouvements sans toutefois être des organisations régionales. En effet, nous pouvons définir deux grands pôles sous lesquels ces groupes s'organisent. Tout d'abord, il y a l'anticapitalisme. Plusieurs groupes, comme la CLAC par exemple, établissent des réseaux immenses de gens pour coordonner les actions de protestation lors de grands événements comme les rencontres du F.M.I. et de la Banque Mondiale. Côté anar, le Black Bloc s'inscrit dans ce mouvement avec une présence constante lors des manifestations monstres. Ensuite, il y a tous les groupes que l'on peut regrouper dans le mouvement contre la brutalité policière et la répression politique et sociale. *Anarchist Black Cross*, assez forte aux Etats-Unis, est sûrement l'organisation la plus connue.
Cependant, le nouveau groupe *Black Autonomy*, composé d'anarchistes révolutionnaires NoirEs dont Lorenzo Komboa Ervin, malgré son état embryonnaire, ne peut être passé sous silence. Né de la réalité qu'aux Etats-Unis la majorité des victimes de la pauvreté et de la répression policière (qui va de l'incarcération au meurtre) sont des personnes de couleur noire et que ceux et celles qui font partie des forces de l'ordre sont des personnes de couleur blanche, *Black Autonomy* lutte contre la brutalité policière et la suprématie blanche. Préconisant l'implication communautaire des anarchistes, dans des comités de quartier par exemple, pour implanter des pratiques de luttes dans les milieux populaires majoritairement composés de NoirEs, le groupe *Black Autonomy*, est, avant tout, pour l'autonomie d'organisation des NoirEs.
Finalement, du côté de l'anarchisme, on peut définir deux grandes tendances spécifiques, sans compter l'anarchisme lutte de classiste. Premièrement, la tendance de l'anarchisme vert et/ou individualiste, dont nous n'avons qu'à penser à Anarchy, une des plus grandes revues anarchistes au monde autant en diffusion qu'en volume, pour comprendre l'ampleur de cette tendance en Amérique du Nord. Et deuxièmement, le courant bookchinien et municipaliste libertaire, représenté, entre autres, par l'*Institute for Social Ecology* (ISE), basé au Vermont.

Et puis après?

C'est presque incontestablement depuis les événements de Seattle en décembre 1999 que le mouvement anarchiste revit pleinement en Amérique du Nord. La présence physique du *Black Bloc*, à cet événement et à d'autres, n'a pas seulement apporté beaucoup d'attention médiatique au mouvement anarchiste, mais a aussi amené les anarchistes à se questionner sur leurs méthodes d'organisation et leur rapport à un monde en lutte. Si l'apport tactique et spectaculaire du *Black Bloc* est apprécié par quasiment tous, il est aussi rafraîchissant de constater que les anarchistes en Amérique ne veulent pas rester, ni plus ni moins, bloqués sur une seule stratégie. Voilà pourquoi, selon nous, nous voyons l'apparition d'organisations permanentes voulant, d'une perspective anarchiste, intervenir dans plusieurs luttes à la fois, et ce, toujours en lançant inlassablement le message de l'idéal libertaire. Si le mouvement contre la mondialisation capitaliste reste un terrain de combat fertile pour les anarchistes, nous voyons aussi aujourd'hui le désir d'ouvrir ou investir encore plus d'autres fronts comme celui de l'antiracisme, celui des luttes contre l'autorité de la police ou bien celui du quartier, de la commune. Ceci démontre que, pour les anarchistes, l'opposition au capitalisme doit autant se faire au niveau local que global. L'anarchisme (re)vit en ce moment en Amérique du Nord... il lui reste à survivre et construire la sociale.

Evelyne et Nicolas

(1) Condos: condominiums, ce sont des appartements de luxe qui ne peuvent être loués. Ils sont particulièrement prisés pour rénover des quartiers et en exclure les plus pauvres en y développant des commerces de luxe, etc.

De la récupération de l'anarchisme

Récupération: « Reprendre des idées, un mouvement en les détournant de leur but premier ».

« VOUS ÊTES ANARCHISTE, J'AI beaucoup de sympathie pour les anarchistes. D'ailleurs, j'ai un côté anarchiste, j'aime beaucoup Léo Ferré… » La femme qui s'exprimait ainsi dirigeait une petite entreprise et si j'ai bonne mémoire son mari travaillait dans la hiérarchie de l'administration pénitentiaire! « Moi aussi j'ai été anar dans ma jeunesse, mais attention je reste un vers dans le fruit! »: un cadre du PS qui s'arrêtait devant un stande anarchiste… Bref, nous avons tous eu l'occasion, au hasard de nos rencontres, de mesurer mille fois le degré d'interprétation, de confusion et de récupération qu'il y a autour de l'anarchisme et des anarchistes. Cette catégorie d'individus illustre une des formes de récupération de l'anarchisme. Cette récupération n'est pas a priori d'ordre réellement politique, mais sert à justifier ou excuser une position sociale. L'anarchisme est ici perçu comme synonyme d'anticonformisme.

La véritable récupération politique de l'anarchisme peut s'illustrer, par exemple, par le lancement du « libéral-libertaire » de Cohn-Bendit. Si la définition est une nouveauté, le concept est plus ancien et vient de ces libertariens américains qui affichent le souhait d'une économie totalement libérée de l'emprise étatique. Bref, ce fameux « libéral-libertaire » fut repris par l'ensemble de la classe politique et des médias. Jamais on avait autant entendu ou lu le mot libertaire… mais accolé au mot libéral. Cohn-Bendit n'avait décidément pas volé de goûter une patisserie cénétiste lors d'un entartage!

La p'tite anarchie tranquille à la maison

Une autre des récupérations possibles de l'anarchisme vient de ceux qui pensent que l'on peut se bricoler chez soi sa petite anarchie. Il n'est évidemment pas question ici de condamner toutes les attitudes et styles de vie qui consistent individuellement et collectivement à vivre différement ici et maintemant. La recherche d'alternatives et de mieux-vivre dans ce monde mortifère est tout simplement légitime et parfois vitale pour des individus. La rupture avec un quotidien opprimant peut-être salutaire individuellement mais ne peut se définir comme anarchiste. Un copain ayant quitté Paris me disait: « J'y crois plus à la révolution. J'ai ma maison, mon jardin. J'emmerde personne, personne ne m'emmerde. Je ne pollue pas. Je vis en harmonie avec mon environnement. Je suis plus anarchiste maintenant que quand je militais. » Je lui réponds qu'il n'est plus anarchiste. Nous partageons certainement nombre de valeurs communes. Il a peut-être une éthique supérieure à celle de certains militants anarchistes, mais les mots ont un sens. Derrière les mots, il y a des définitions qui se traduisent par des actes, des désirs. Un anarchiste est un révolutionnaire qui vise à transformer radicalement les conditions d'existence de l'humanité… L'anarchisme n'est pas un style de vie marginal dans la société capitaliste. Un anarchiste qui renonce à la révolution n'est plus, par définition et logiquement, anarchiste. Il ne s'agissait pas pour moi de prononcer une

« excommunication », une exclusion envers un ami mais, simplement, par souci d'honnêteté également, de réagir à un propos qui relevait de la confusion (nous sommes déjà dans une époque bien confuse). Il s'agissait d'énoncer clairement que l'anarchisme est révolutionnaire. Enfin, je lui indiquai que certains anarchistes s'inscrivaient dans cette recherche d'alternatives, mais sans considérer qu'il puisse s'agir d'un aboutissement.

Le bel anarchisme de salon

Il existe aussi un anarchisme que je qualifierais d'intégré: un anarchisme exclusivement historique, romanesque. L'anarchisme n'est alors plus vivant, il n'est pas le fait des hommes et des femmes de notre temps, qui luttent et résistent aujourd'hui. Le problème n'est évidemment pas qu'il existe un intérêt historique ou romanesque pour l'anarchisme, mais que cet intérêt soit exclusif. Ainsi limité à cette dimension, l'anarchisme n'est plus qu'un produit de consommation et son consommateur un individu souvent passif face à la réalité.

Par contre, beaucoup d'anarchistes militants sont engagés dans les luttes sociales, sont actifs dans les quartiers et les communes, ont créé leurs groupes, associations, organisations, éditent des journaux, des brochures et des livres, ouvrent des lieux, des librairies, organisent des réunions publiques... Militant, un mot qui fache, qui suscite moqueries et dénigrements. S'il est vrai que le fait de militer peut-être critiqué comme activité pouvant produire un ensemble de comportements, l'objet souvent inavoué de cette critique est d'un tout autre ordre.

Il existe ainsi des situations qui donnent un éclairage brutal sur la nature d'une sympathie pour l'anarchisme tant que celui-ci reste très virtuel. Des copains m'avaient traîné dans un cocktail littéraire pour la sortie d'une revue. Ma nature curieuse me porte donc à discuter avec les invités. Ça alors! À peine m'étais-je déclaré anarchiste que les camarades affluaient de partout! Les uns pour me dire qu'en mai 68, « ils y étaient », d'autres qu'ils avaient bien connu untel et d'autres pour dire qu'ils en pincaient plus pour les situs, que « l'anarchie c'était surtout un état d'esprit », que « dans militant, il y a militaire »...

Et moi, pas très à l'aise dans mes baskets dans ce milieu, je me laisse aller à décliner ma véritable « identité ». Là, je leur balance la totale: la lutte des classes, la révolution... Net raffraichissement de l'atmosphère! Ils étaient entièrement partants pour commenter la vie de Marius Alexandre Jacob (le célèbre anarchiste cambrioleur), ils étaient d'accord pour afficher une image de rebelle, mais l'idée que l'anarchisme puisse être contemporain, avec la même volonté révolutionnaire qu'hier... Ça non! Et un « non » bien catégorique! Au fur et à mesure que la discussion s'emballait, l'attachement profond de tout ce joli monde à l'ordre actuel devenait plus évident...

L'anarchisme aujourd'hui bénéficie d'une relative popularité, mais avec un paradoxe. D'essence et de nature ouvrière, il se diffuse aujourd'hui dans diverses catégories de la population. Beaucoup moins qu'auparavant dans classe ouvrière, et beaucoup plus dans les classes moyennes, dans les professions intellectuelles. Cette situation pose des questions: les individus de classes sociales plus favorisées se reconnaissent-ils dans la nature révolutionnaire de l'anarchisme? Tenteront-ils d'en atténuer la signification radicale pour n'en retenir que certains aspects pouvant s'exprimer dans un style de vie, ou dans un réformisme teinté de radicalité?

Pour l'anarchisme révolutionnaire et fédérateur

L'anarchisme peut-il fédérer les individus par delà les différences de classes sociales? Oui, si l'on s'en tient à la réalité des organisations anarchistes actuelles, composées en partie d'individus de classe moyenne. Les individus d'une classe bien intégrée socialement, économiquement et culturellement ne risquent-ils pas de produire un anarchisme lui-même intégré et récupéré?

Malgré tout, n'oublions pas que Bakounine, Kropotkine, n'étaient pas issus du peuple, mais leurs parcours ont démontré quel camp ils avaient choisi.

Cette nouvelle donne ne doit pas nous inciter à un ouvriérisme verbeux et décalé d'avec la réalité, mais répondre à ces questions. Avec tout de même une certitude, si l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, la récupération de l'anarchisme ne saurait être l'œuvre des anarchistes eux-mêmes!

Laurent. – groupe libertaire d'Ivry

le monde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (n° hors-séries inclus)		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 45 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 105 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 195 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 350 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Abonnement Belgique

(uniquement sous bande)

5 numéros : 390 FB ou 9,15 €
3 mois (13 n°) : 910 FB ou 21,34 €
6 mois (25 n°) : 1625 FB ou 38,11 €
1 an (45 n°) : 2720 FB ou 60,98 €

Nom .....
Prénom.....
Adresse .....
.....
Code postal.....
Ville .....
Pays .....

Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Projet libertaire et épicurisme de la vie quotidienne

Il ne s'agit pas dans cet article de dresser une présentation du projet libertaire mais de porter l'attention sur deux logiques, celle sous-tendue par le projet de société et celle à l'œuvre dans la diffusion actuelle de modes de vie aux tonalités libertaires. L'échec de mai 68, la chute du mur de Berlin ou l'accès massif des différentes coalitions de gauche aux postes du pouvoir ces dernières années dans l'Union européenne sont autant de faits qui ont concouru à forger l'idée selon laquelle la politique est désormais régie par l'absence de projet de société. Les anarchistes ne se privent pas de souligner cette nouvelle donne. Il est vrai que le mouvement libertaire est doté d'un projet de société non autoritaire qui ne souffre pas d'un lourd passé à l'instar du communisme.

Pourtant, on aurait tort de trop se féliciter de la faillite de toute alternative à gauche. En matière de crédibilité du projet politique global, ce qui vaut pour la gauche vaut aussi, en partie, pour le mouvement anarchiste. Comme le rappelle le slogan « demain, on rase gratis», le projet révolutionnaire est fondé sur le report de la jouissance. Or, aujourd'hui, seul compte la pulsion irrépressible de vouloir vivre pleinement l'instant présent. Quoi de plus normal! La recherche immédiate du plaisir, de tous les plaisirs, ne relève-t-elle pas d'un certain esprit libertaire? Cette attitude ne correspond-elle pas à une lucidité et à une sagesse s'affranchissant, à juste titre, d'une hypothétique et mythique attente du «grand soir»?

Une sensibilité libertaire diffuse

Carpe diem, tel pourrait être ce qui caractérise le mieux l'ambiance de notre époque. Quels que soient les domaines de la vie sociale, chaque moment se doit d'être vécu avec le plus d'intensité possible. Que ce soit des goûts culturels, religieux ou sexuels, l'accent est mis sur la recherche des émotions et des sentiments que l'on partage avec d'autres. De l'effervescence de la foule de supporters, en passant par les multiplications des regroupements mystiques autour de gourous, aux soirées libertines ou aux raves parties, ces phénomènes, aussi hétéroclites soient-ils, témoignent d'un hédonisme grandissant de la vie quotidienne, débarrassés du «qu'en dira-t-on».

Loin de toutes normes imposées d'en haut, chacun peut, selon ses humeurs du moment, adopter le look dont il a envie. Tour à tour un style trash, ordinaire, babos ou classe peut être mobilisé pour exprimer l'une des facettes de sa personnalité. Saunas, clubs de remise en forme, salons d'esthétique pour femmes mais aussi pour hommes et mêmes pour animaux, les commerces relatifs aux différents soins du corps prolifèrent. Au-delà de l'apparence, il s'agit plus profondément de s'inventer soi-même, de développer une technologie ou une éthique de soi, bref, de cultiver ce que Michel Foucault appelait « le souci de soi». C'est à une véritable intensification des plaisirs, individuels ou collectifs, à laquelle nous sommes conviés. Le moralisme est mort, vive la tolérance et la différence!

Mais, si notre époque imprime un style où prend corps une sensibilité libertaire diffuse, la mise en avant du présent et du quotidien dessinent peu à peu et simultanément les contours d'un nouvel ordre – non plus moral mais éthique, le terme est à la mode – renvoyant aux oubliettes de l'histoire, le désir de transformer la société. Car cette pluralité des valeurs s'accompagne d'une acceptation du monde tel qu'il est. Les questions politiques et économiques sont évacuées au profit d'un épicurisme du quotidien. L'engagement politique qui ne va pas sans un minimum de sérieux et de constance est alors vu comme un combat d'arrière-garde.

Culte du présent, syncrétisme idéologique et délégitimation du projet de société

La notion de projet est délégitimé – sauf bien sûr, celui ayant trait à la vie personnelle considérée comme le seul qui vaille – tandis que le destin et le fatalisme font leur retour en force. Parler de projet, c'est faire référence à un objectif à atteindre et suppose que le regard soit tourné vers l'avenir. Le modèle dominant d'une existence réussie implique désormais de renoncer à n'avoir qu'un projet qui dure toute sa vie. L'attachement à un métier, à une vie de couple ou à une conviction fait passer implacablement

celui qui s'y adonne pour quelqu'un de rigide, de ringard et aux idées arrêtées, autrement dit un imbécile, un vieux con.
Au-delà des célèbres bobos (pour bourgeois bohèmes selon l'expression créée par un journaliste du *Washington Post*) qui donnent une touche libertaire à leur mode de vie de riches, les mélanges en tous genres, où tout se vaut, ont également gagné la politique. Chevènement mêle allégrement les pires relents du nationalisme aux idées anti-mondialisation. Après Cohn-Bendit qui s'est fait le chantre du libéralisme-libertaire, Philippe Corcuff de la LCR en appelle maintenant à la social-démocratie libertaire. L'heure est venue pour les idéologies syncrétistes.
Aux logiques de la séparation et de la rupture qui prévalaient – la lutte des classes en est un bon exemple – succède une logique de la fusion et de la participation. Au boycott de Danone, les contestataires sont priés de faire valoir leurs points de vue dans le cadre feutré des conseils d'actionnaires comme l'a suriné l'ex-facho Alain Madelin. Toutes revendications qui n'obéiraient pas à ces injonctions est aussitôt taxées des pires mots. L'été dernier, lorsque les salariés d'une firme de produits chimiques voulaient faire exploser leur usine afin de protester contre leurs licenciements, Michel Wieviorka, un sociologue adepte du multiculturalisme et défenseur d'une société ouverte, n'a pas hésité à amalgamer leur acte à une authentique entreprise terroriste.
Au total, il paraît de plus en plus difficile de faire adhérer les gens à un projet de société alternatif. La logique sur laquelle s'appuie un tel investissement se heurte à un double mouvement: accentuation et culte du présent d'une part et hybridation d'idées et de pratiques foncièrement antagonistes d'autre part. Quand une société érige l'instant présent au rang de seul horizon possible et place tout et n'importe quoi sur le même plan, les intentions et les volontés de changements en profondeur perdent une grande partie de leur sens. Quand le seul investissement valorisé est d'ordre affectif, sensuel et sentimental, pourquoi dès lors s'intéresser au projet, fut-il anarchiste, de changer la société? Dans ce contexte, les marges d'action se réduisent.

Sous le vernis libertaire, l'oppression

Mais les ripostes restent possibles. Sur le terrain même de l'épicurisme de la vie quotidienne, le premier pas consiste à dévoiler le caractère faussement libertaire de certaines expériences. Parmi les activités où se manifestent les passions, nous aborderons juste brièvement ici ce qui peut apparaître a priori, pour certains, comme le summum d'un hédonisme libertaire, à savoir l'échangisme. N'étant plus l'apanage des classes bourgeoises depuis une dizaine d'années, l'échangisme peut en effet s'apparenter à une forme de sexualité qui sort de la routinisation de la vie sexuelle, des rôles traditionnels assignés aux hommes et aux femmes et plus généralement des normes sexuelles imposées par l'ancienne morale bourgeoise.
En réalité, loin d'une libération ou d'une émancipation sexuelle, l'échangisme perpétue les clichés sexistes et homophobes. Quand les trois quarts des clients fréquentant les commerces échangistes sont des hommes, les femmes subissent la domination de ceux-ci: publicités et magasines présentant des femmes soumises aux désirs masculins, interdiction fréquente d'entrer en pantalon pour les femmes qui, bien souvent, viennent dans ces lieux – sous la contrainte de la violence parfois – pour faire plaisir à leur compagnon sans compter qu'elles sont montrées et passées d'un homme à l'autre. Ce ne sont jamais les hommes qui sont recherchés et soumis aux fantasmes féminins. Si les femmes se doivent d'être lesbiennes (conformément aux fantasmes sexistes véhiculés par la presse pornographique), l'homosexualité masculine demeure encore largement taboue. Enfin, que dire de l'adhésion de nombreux patrons de clubs échangistes aux thèses de l'extrême droite...

De la résistance symbolique et subjective à l'union de l'épicurisme et de la lutte des classes

Si le dévoilement des dominations sous-jacentes aux pratiques hédonistes ayant cours dans les différentes sphères de la vie sociale reste dans l'ordre de la critique, l'une des solutions dans le domaine de l'action consiste à déployer une résistance qui mise sur des stratégies de positionnement. Il s'agit de repérer puis de contrer les mécanismes de pouvoir et de normalisation pouvant moduler les modes de vie. Sur le plan politico-sexuel, une fois identifiées les oppositions rigides masculin/féminin ou hétéro/homo comme porteur de normes, il convient de jouer sur la fluidité de ces catégorisations. Une grande importance est alors accordée à tout ce qui touche à la représentation et à la théâtralisation tandis qu'une visibilité extrême est de rigueur. Ainsi, aux modes hétéro-centrées, on répliquera par exemple par le travestissement vestimentaire dans l'espace public et médiatique.
Toutefois, la faiblesse de ce type d'action réside dans le fait que sa force de percussion constitue aussi sa limite. La diffusion de conceptions anti-normatives peut très bien s'accommoder voire s'appuyer sur une logique marchande. En plaçant la marge au centre, il crée autant de modes esthétiques «très tendances» qui pourront être à la source d'un nouveau marché potentiel. De plus, cette stylisation ou esthétisation de l'action militante renvoie *in fine* l'individu à lui-même. Si cette tâche de reconstruction perpétuelle et éphémère de soi peut parfois s'avérer déstabilisante pour la personne, elle peut la conduire aussi vers un narcissisme de plus en plus exacerbé. En se débarrassant de toute perspective émancipatrice et en écartant tout projet révolutionnaire, une résistance d'ordre purement subjectif et symbolique pêche par excès de modestie.
Pourtant, d'un autre côté, il ne convient ni de se réfugier dans une sorte de nihilisme aristocratique ni de regretter le bon vieux temps avec ses hiérarchies, sa discipline, sa morale rigide et austère, son emprise de la famille et de la religion catholique ou ses vrais amours pas plus qu'il ne revient d'édicter comment doit se comporter le militant révolutionnaire. Mais, si la multiplicité des modes de vie ne peut que conforter progressivement une tonalité libertaire diffuse au corps social, cela ne saurait nous satisfaire.
C'est même carrément faire preuve d'un profond mépris à l'égard de tous les pauvres et les écrasés du système capitaliste que de mettre en avant la possibilité qu'on aurait tous de savourer chaque instant de la vie lorsqu'on a à peine de quoi bouffer correctement. En réalité, l'actuelle valorisation de l'épicurisme de la vie quotidienne n'apparaît plus seulement comme un art de vivre mais aussi comme une idéologie où la question sociale est gommée. Le fait que chacun soit réellement responsable de son quotidien exige que les individus puisse aussi avoir le contrôle de l'ensemble de leur vie sociale sans quoi les jouissances vécues au jour le jour demeurent un leurre qu'on s'efforce de maquiller sous un vernis libertaire.
Contre tous ceux qui glosent sur la fin des alternatives sociales globales, nous entendions bien poursuivre notre projet d'égalité économique et sociale. Dans l'esprit des chômeurs lyonnais qui se sont invités en 1999 à la table de Léon de Lyon, un restaurant à 600 balles le menu, continuons à développer les pratiques liant hédonisme et lutte des classes. À l'occasion de ces actions directes dans les espaces luxueux de la bourgeoisie, nous jugerons alors sur pièce de la solidité des convictions libertaires du bobotariat que nous ne manquerons pas de croiser sur notre chemin!

Guillaume. – groupe Durruti (Lyon)

De quelques principes fondateurs de la démocratisation de l'école

Levons tout d'abord quelques a priori: aucun consensus collectif n'ayant été trouvé autour du concept très à la mode de citoyenneté, chaque éducateur ne s'appuie que sur sa propre éthique de vie pour construire des modes de relations avec les enfants qui dicteront des choix pédagogiques en symbiose avec cette morale comportementale. Cet éclatement consolide ainsi la reproduction sociale et conduit à une citoyenneté formelle qui ne traverse les discours ministériels ou syndicaux que pour relever des déviations, des incivilités, des souffrances, des difficultés. De fait des propositions de collaboration sociale ou pédagogique n'apparaissent à l'école que dans le cadre d'une urgence sociale ou de violence urbaine. Le civisme, la coopération, la pédagogie active soigneraient ainsi un corps malade. L'institution scolaire imperméable à tout changement réagit non comme une société de cultures en mouvement mais comme un monde totalitaire figé. Elle conforte ainsi l'idée d'une société à deux vitesses: l'enfance étant mineure et donc écartée de toute décision subit un monde créé par l'adulte. L'éducation participative n'interviendrait dans le champ scolaire qu'en termes de réparations, d'expérimentations particulières pour des populations marginalisées et à risque.

Vers une globalisation de l'éducation

L'éducation à la démocratie est éminemment politique, elle ne se contente pas de reproduire la société présente. Elle a pour objet de construire un monde solidaire et coopératif. Elle impliquera donc les enfants dans cette conception active de la vie sociale. Elle leur donnera du pouvoir, les rendra responsables de leurs actes (socialisation et apprentissages) sans ignorer leur droit à la différence, à la formation, au soutien des adultes.

De fait « cette politisation» de l'éducation donne à la fois un sens collectif et individuel à toute formation et inclut l'école dans la cité en terme de prise en compte des questions sanitaires, de logements, de qualité de vie, de pluralisme social et culturel. Des liens sociaux se tissent directement par l'intermédiaire d'échanges de savoirs, de dynamisme collectif en partenariat avec les familles, les associations, par l'ouverture de l'espace scolaire aux luttes locales, indirectement en incluant une expérience collective (pédagogie, culture etc.) aux réflexions syndicales ou associatives nationales

Cette politique induit une adéquation entre des pratiques pédagogiques et citoyennes. Elle contribue à une globalisation sociale qui accepte la complexité des rapports interpersonnels, leur perpétuelle construction.

L'exercice du pouvoir

La reconnaissance de l'enfant comme une personne passe par la création d'espaces de libertés, de reconnaissance de ses besoins, d'émancipations individuelles et tend de fait à la création d'une société d'égaux. Notre rôle est donc de favoriser cette égalité sociale en créant des lieux où elle pourra s'éclore. L'ensemble des établissements éducatifs « alternatifs » ou des classes coopératives fonctionnent à peu près sur les mêmes bases: le partage des responsabilités et l'autonomie enfantine.

Le conseil est l'espace de l'exercice du pouvoir: tout peut y être discuter, de nombreux rapports sociaux y sont négociés, l'information y est diffusée, discutée et comprise par tous les coopérateurs. Les conditions de vie et de travail définies et expliquées produisent ainsi du partenariat social. La classe ou l'école deviennent des lieux de vie, d'expérimentations: cet espace des possibles où l'adulte est garant de son fonctionnement démocratique n'est pas l'apanage de quelques « curés de la citoyenneté »! Dès qu'un mouvement social se construit, qu'une grève démarre, qu'une lutte s'élargit: la démocratie directe en est moteur. La démocratie n'est pas un luxe Elle outille le groupe et la personne dans ses relations à l'autre.

Coopération et égalité

En parallèle à cette vie institutionnelle où responsabilités et devoirs sont clairement définis et modifiés au fil des années, des systèmes de collaborations et d'informations sont mis en place. À partir du moment où la coopération, le partenariat, la cogestion sont compris, assimilés et vécus par les enfants une pratique pédagogique identique opère une globalisation des apprentissages scolaires

La coopération scolaire devient alors opérante: l'individualisation des apprentissages ne concourt plus au maintien des inégalités mais bien à la construction de l'autonomie de l'enfant. Les séances de rénforcement scolaire ne stigmatisent plus les inégalités sociales mais sont prises en compte par l'ensemble du groupe: les activités culturelles ne sont plus réservées à une élite. Il n'y a plus rupture entre les différents apprentissages. Cela induit une formation individuelle des éducateurs s'appuyant sur la globalisation des apprentissages et la mise en place d'outils structurants. Apprendre à apprendre revient à se familiariser avec des techniques d'analyse de situation, d'expression, de prise de conscience de cognitions. L'auto-évaluation, les échanges de savoirs ont montré leur efficience en la matière. La didactique (pierre angulaire de la formation initiale dans les IUFM) renforce ainsi une méthodologie ouverte. Elle n'est plus un cache-misère institutionnelle d'irisation de l'ennui scolaire sans remise en cause des contenus des apprentissages et des buts de l'institution.

À chacun ses responsabilités!

Une telle organisation paraît difficile à mettre en place dans une école au service du capitalisme car cette communauté éducative prend sens dans la mesure où à cette coopération enfantine correspond une organisation pédagogique similaire pour les adultes: enseignants, personnels, éducateurs, familles, intervenants, partenaires. Le volontariat, l'équipe pédagogique à coordination tournante, une formation adéquate pour tous les intervenants, une égalité des tâches et des fonctions sont les garants d'une telle organisation démocratique de l'école. Comment pourrait-on construire une égalité enfantine sans remettre en cause la classification hiérarchique des métiers et des salaires?

À l'heure actuelle, la cooptation garantit l'indépendance de l'équipe pédagogique. Seuls les lycées expérimentaux ont obtenu ce minimum de liberté. Les écoles sont soumises à la répartition géographique des affectations des élèves et au système paritaire des nominations. Du jour au lendemain, leurs pratiques coopératives tant sur un plan pédagogique que social peuvent être annulées. Vouloir changer l'école c'est aussi obtenir un statut réel pour l'ensemble de ces expériences dont l'aînée a plus de trente ans.

Vers une égalisation géographique et une parité des fonctions

Une carte scolaire rigide cautionne une répartition socio-géographique des populations scolaires et pérennise les stratégies d'évitement des classes moyennes. Le métissage culturel passe

donc par un effort de ces classes privilégiées pour s'ouvrir aux cultures populaires, pour que le bagage culturel de leur progéniture serve également à la collectivité afin d'en finir avec l'étrangeté culturelle. Une nouvelle répartition des populations scolaires, dans cet esprit d'ouverture, romprait avec la ghétoïsation sociale des zones rurales ou urbaines. Dans la mesure où les compétences et les connaissances sont au service de tous les membres de la communauté éducative, l'équivalence des fonctions entre en ligne de compte, la polyvalence est de rigueur. C'est pourquoi le statut des personnels de la fonction publique est inadéquat avec une telle organisation scolaire. La précarisation des personnels, les inégalités salariales, la spécialisation à outrance des fonctions interdisent un tel dispositif. L'incoordination actuelle entre les revendications statutaires, salariales et pédagogiques renforce de fait cette école de classe.

Cette globalisation des revendications nous éloigne de la mise sous tutelle du système scolaire aux lois du profit dans la mesure où les contenus et les pratiques s'entrecroisent, où la globalisation des apprentissages valorise chaque tâche, chaque initiative et ne soumet pas l'enseignement à l'économie marchande représentée par une école à deux vitesses. Des techniques éducatives souvent voisines n'anticipent pas pour autant des objectifs scolaires identiques. Le contenu profondément politique et social s'oppose à l'instrumentalisation du système éducatif par le pouvoir pour mettre en place un nouvel ordre mondial. C'est pourquoi la défense d'une éducation pour tous passe par l'unification et la fédération des revendications catégorielles. Cautionner les divisions actuelles des fonctions, des contenus ou l'éparpillement des lieux éducatifs ne relève pas de la seule pusillanimité syndicale ou pédagogique mais revient à avaliser les inégalités sociales et culturelles.

Mutualiser au lieu d'opposer les expériences

La construction d'une éducation au service de tous conduit à l'ouverture de grands chantiers s'appuyant sur les expériences existantes et des propositions renforçant la mise en place de structuration pédagogique et sociale luttant contre les inégalités.

L'école est une société en mouvement ayant pour base l'expression des libertés des individus et de leur mise en responsabilité par la médiation de contrats passés entre les personnes, le groupe et la collectivité. S'appuyer sur les expériences actuelles, les développer en terme de partenariat, d'assistance, de mutualisation des forces et des pratiques peuvent rompre l'isolement et ce sentiment général d'impuissance qui émanent des établissements scolaires. Il est nécessaire de supprimer le clivage existant entre les établissements expérimentaux et l'enseignement formel. Même dans un système de saucissonnage cognitif, la démocratie a sa place : en cours, en perm, en classe, en T.D.

Vers le tâtonnement expérimental et social

L'interaction permanente d'un enseignement coopératif implique de longues années de pratiques, de la rigueur, une recherche permanente de collaboration. L'éducatrice à la fois garant du fonctionnement et partenaire pédagogique devient une chercheuse-productrice-expérimentatrice- animatrice de situations cognitives et de relations interpersonnelles égalitaires. La participation à des groupes de recherche pédagogique rompt l'isolement, permet d'analyser des pratiques et de leur donner sens. Quand on est isolé dans un établissement cette collaboration pédagogique conforte et appuie la personne dans ses recherches.

En effet expérimenter pour soi en-dehors de toute considération sociale serait suicidaire et non-conforme à cette idée de socialisation de l'enfant.

La fuite d'une réalité politique, culturelle ou professionnelle sans liens avec le mouvement social induite par une attitude singulière cautionne ainsi l'égoïsme fondamental du libéralisme et l'acceptation des différenciations culturelles. La démocratisation des rapports sociaux permettrait de coordonner des demandes de mutualisation des apprentissages et fédérerait l'entraide entre les personnes isolées, les groupes scolaires expérimentaux, les associations, les syndicats, les mouvements pédagogiques. Les différents outils de défense dont se sont dotés les personnels du secteur socioculturel sont trop calqués sur une organisation capitaliste du travail et des services pour globaliser toute initiative émancipatrice. Il nous faut donc les remodeler en fonction de conceptions d'organisations sociales et culturelles plus égalitaires et plus complexes.

Pour étendre « les sphères d'influence» des alternatives éducatives, pour fabriquer de la coopération, pour mutualiser des expériences isolées, utilisons la formation professionnelle ou syndicale en en négociant les contenus, créons des groupes de travail proposant des projets éducatifs et scolaires.

L'animation de groupes de recherche locaux ou départementaux interprofessionnels servirait de fil conducteur à des pratiques particulières et préfigurerait ce que pourrait être un service social d'éducation.

La rupture inhérente au syndicalisme enseignant entre revendications corporatistes et pédagogiques rend inopérante toute idée de démocratisation du système éducatif. Notre rôle est de renverser la vapeur, de profiter de la désagrégation générale du modèle syndical réformiste pour créer des espaces de droits, de cohésion sociale pour tous les usagers des services culturels, sociaux et éducatifs de l'État.

Si le syndicalisme enseignant ou étudiant (notamment les sections d'établissement), les associations familiales ou pédagogiques ne s'emparent pas de cette revendication commune, toute proposition de réforme éducative est obsolète.

Transformation sociale et école démocratique

La démocratisation de l'école, de nos entreprises culturelles deviennent des enjeux de transformation sociétaire. Tout combat de maintien des acquis notamment en matière de sauvegarde des services publics sans corrélation avec une transformation immédiate des rapports sociaux toute minime soit-elle en leur sein est vouée à rester une lutte sectorielle, à maintenir une situation d'inégalité sociale. Si la défense d'un service social d'éducation passe par sa démocratisation, il en va de même pour tous les autres services publics. Leur liaison avec un mouvement social passe par la gratuité des transports, de l'électricité, du gaz, des soins etc.,

la création d'espaces d'information, de partenariat. L'association des usagers ou des groupes de proximité en terme de consommation, de modification d'un service public devrait être revendiquée par l'ensemble des organisations représentatives des personnels.

La défense des services publics passe par l'élaboration d'une charte ne réclamant pas seulement leur maintien dans les cadres définis par les gouvernements mais bien par leur transformation dans un objectif de réduction des inégalités sociales.

Pour le secteur éducatif cela conduit:

- à l'élaboration des revendications communes de démocratisation, d'ouverture du système scolaire à la société civile,
- à des exigences pédagogiques coopératives,
- à des parcours différenciés d'un cursus commun qui tendent à gommer sérieusement les inégalités culturelles et sociales,
- à combattre tout corporatisme imperméable à toute modification sociologique en mettant du pédagogique dans le revendicatif et de la lutte sociale dans les démarches cognitives,
- à se remettre en cause (sa propre pratique ou celle de nos établissements ou de nos représentants) afin de fédérer nos efforts pour construire l'égalité sociale.

La contextualisation des revendications scolaires

Seuls des femmes et des hommes ayant à cœur un monde plus juste construisent des espaces de libertés qui mettent en place des relations sociales, des projets culturels, des formations émancipatrices. Citoyenne-institutrice, professeur-coopérateur, telles seraient les postes éducatifs d'une école du peuple. De cette interconnexion entre fonction et projets sociaux naît une instruction au service de la personne. En effet cette globalisation des apprentissages et des compétences débouche sur une éducation intégrale qui valorise à la fois la personne, son environnement affectif et culturel et le milieu où elle évolue... Cette contextualisation radicalise les propositions de réforme du système éducatif. Elle situe la déculturation des enfants issus des classes populaires dans un champ de connaissances plus vaste que celui résultant de leurs seuls rapports avec la culture scolaire. Elle appréhende la violence éclatant dans les établissements scolaires par l'analyse d'une situation sociale elle-même brutale. Le développement des ZEP, la valorisation financière ou l'aménagement des cartes scolaires n'enrayeront pas seuls la ghétoïsation urbaine. L'éducation intégrale égalisant tous les secteurs scolaires répond ainsi aux demandes grandissantes des précaires et des chômeurs de transformer notre rapport collectif au travail, à l'emploi et aux activités sociales. La prise en charge de sa vie quotidienne par le biais de la citoyenneté ou des mouvements de valorisation sociale (mouvements des chômeurs, droit au logement, lutte des sans-papiers sauvegarde de l'environnement) est un écho à toute une palette de revendications pédagogiques et autogestionnaires.

L'école du peuple: écho des luttes émancipatrices

Cette conception du « travail social » avancée par les mouvements de précaires et de chômeurs s'oppose à l'imperméabilité et à la hiérarchie des filières de la formation initiale ou continue. Elle s'adresse à des citoyennes-travailleuses dont les visées ne sont pas de trouver seulement un emploi décent mais de participer à l'ensemble des activités économiques et sociales.

Lier l'école aux luttes d'aménagement urbain, d'amélioration de l'habitat et des conditions de vie des familles est aussi une condition *sine qua non* à sa transformation.

Le métissage scolaire passe par une redécoupage de l'habitat urbain, par une mise en réseau de l'appareillage socio-éducatif: crèches, garderies péri-scolaires, écoles, centres sociaux. Les élus locaux, les départements, les régions et l'État à travers les contrats de ville, les bassins culturels des zones rurales réorganisent par leur mise sous tutelle sur un plan financier, juridique et technique le secteur socio-éducatif. Cet encadrement économique et législatif professionnalise à l'extrême le tissu associatif. Si nous ne prenons pas l'offensive en créant des espaces réels d'émancipation sociale, en proposant des alternatives même partielles à une telle entreprise d'éteignoir culturel nous serons incapables de nous opposer sérieusement à la marchandisation des savoirs ou à la ghétoïsation culturelle. La simple coordination d'associations culturelles, de centres éducatifs, de mouvements luttant pour une amélioration notable des conditions de vie apparaît dès lors fondamentale. La complexité des processus éducatifs, la diversité des actions culturelles conduisent ainsi à la création d'un véritable service social d'éducation. La mutualisation des expériences, la fédération des initiatives s'opposeraient efficacement à la montée du nouvel ordre mondial et créeraient des zones d'émancipation sociale.

Thyde Rosell

Ça se remue dans les médias

Petit tour d'horizon des actuelles initiatives de médias indépendants

Il est clair que le vingtième anniversaire fêté au mois de mai n'est vraiment pas passé inaperçu. Je ne veux, bien sûr, pas parler de la disparition de Bob Marley (quoi que...) mais plutôt de la transition politique française de mai 1981.

Cet anniversaire a le mérite, au moins concernant notre sujet, de tracer des parallèles entre l'émergence de médias revendicatifs de la fin des années 70 et certains mouvements actuels de médias télévisuels ou de web indépendants.

En 1981, comme énoncé dans son programme électoral, la gauche libéralise les ondes hertziennes radiophoniques, ce qui a permis dans un premier lieu à moult radios pirates associatives et forcement contestataires de s'asseoir dans un cadre juridique où les gardes à vue et saisies de matériels sont proscrites, et en second lieu l'émergence de radios libres privées s'engouffrant dans la brèche commerciale pour devenir aujourd'hui plus des zones de rentabilité financière que des lieux d'informations et de culture.

Le combat mené, dans la seconde moitié des années 70, par les radios pirates pour la liberté d'expression et aussi et surtout pour le pluralisme et la démocratie des moyens d'informations (en gros le fait de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas) se retrouve actuellement dans celui mené par un certain nombre de télévisions associatives, se disant le plus souvent citoyennes, émettant régulièrement et très localement sur spectre hertzien des programmes de leurs crus, sans ou avec autorisations.

Après le son, l'image

S'inspirant de la notion d'accès public interactif, initié en 1972 aux États-Unis, les TV associatives pour la plupart revendiquent « le droit pour chaque citoyen d'avoir accès librement aux médias aussi bien à la diffusion qu'aux outils de production ».

Aujourd'hui plus d'une dizaine de TV indépendantes, tant sur l'Ile-de-France qu'en province, proposent des programmes, sous différentes formes (hertziennes ou pas), des plus éclectiques faisant la nique à la télé poubelle tant décriée récemment dans *Le Monde*, par Patrick Lelay, pdt de TF1.

Télé Bocal, le « micro humanitaire », née en 1995, est le résultat de l'expérimentation d'un média de proximité. Avant tout une télé de quartier pour les quartiers de l'est parisien, Télé Bocal diffuse régulièrement dans une trentaine de bars parisiens des informations, des compte rendus de manifs... afin d'impliquer au mieux le public.

Télé Bocal est également complétée par OSF (Ondes sans Frontières), « TV d'accès public interactive – critique des médias », qui émet sur Paris régulièrement depuis mai 1998 sur les ondes hertziennes, avec ou sans autorisations du CSA. OSF, dont les fondateurs sont des cinéastes indépendants, des graphistes, des militants de mouvements sociaux, des prof de fac, des formateurs en audiovisuel... est avant tout un collectif de militants émergents lors de la lutte des intermittents et suivant aujourd'hui de près la lutte des sans-papiers, en s'appuyant notamment sur la maison des ensembles, et celle de la libre expression..

D'autres TV alternatives s'impliquent: *TV Plaisance*, toujours à Paris, est plus éclectique, *TV Nerf* ou *Regarde à Vue* en Seine Saint-Denis sont plus que virulents. Un collectif de TV alternatives parisiennes se monte alors, le Paris Accès Public, vite appuyé nationalement grâce à l'action de *Primi TV* à Marseille ou de *Télé Bruits* à Toulouse ou le médiatique *Zalea TV*, collectif revendicatif:

- Le respect de l'article 11 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, et avec elle le respect de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la déclaration française des droits de l'Homme de 1789.- la libre circulation de la pensée et des opinions – la libre expression – la création d'un Fonds de soutien à l'expression audiovisuelle citoyenne (depuis 1983 les radios associatives françaises perçoivent le Fonds de soutien à l'expression radiophonique, taxe parafiscale prélevée sur les recettes publicitaires) – le transfert de responsabilité du diffuseur à l'auteur – la gratuité des transports de communication (depuis 1984 aux États-Unis ce sont les cablos-opérateurs qui financent, en France ce serait la Lyonnaise de Com., la Générale de Com., Havas ou France Telecom; en Allemagne se sont les régions qui financent). Le collectif ayant comme but premier, enfin réalisé aujourd'hui, de faire pression pour le droit par les associations d'obtenir des autorisations d'émettre permanente.

L'émergence d'un nouveau média: Internet

Mais il n'y a pas que les TV alternatives qui nous intéressent.

C'est tout culturellement qu'intervient Internet, le média la plus libertaire qui soit (dixit JM Messier sur France 2) puisqu'il sert de relais d'informations à cette émergence audiovisuelle.

Le 8 mai 1999 se tient le premier forum des médias libres (co-organisé par OSF et *l'Insoumis*) réunissant uniquement des médias libres ou indépendants (radios, presse, audiovisuel, Net). De ce forum né la Coordination Permanente des Médias Libres, lançant une déclaration rassemblant 9 objectifs prioritaires comprenant les revendications de chaque forme de média.

(Malheureusement cette coordination doit faire face à trop de problématiques internes pour être vraiment efficace, et c'est sûrement pourquoi devrait se créer prochainement le RMI, réseau des médias indépendants).

L'un de ces objectifs est d'empêcher la création d'une autorité de tutelle de l'Internet.

Internet, venons-y. Pour n'importe quel néophyte de la chose, à première vue, Internet semble avoir été créé pour satisfaire le spectateur-consommateur de base. Toutefois, il suffit de gratter un peu pour s'apercevoir que cela reste le réseau des réseaux.

Dans Internet il y a d'abord les portails, qui sont en gros des sites regroupant tout un ensemble de « services», d'infos, de liens susceptibles d'intéresser l'internaute sur tel

ou tel sujet. On y retrouve la plupart du temps les mêmes infos que les grands média, des bandeaux de pub, des liens avec les partenaires privilégiés. Étant donné qu'en passant par la plupart des portails on a carrément du mal à trouver ce que l'on cherche autant aller directement sur les portails alternatifs: rezo.net ou France.indymedia.net qui est la version française du site international lancé dans la foulée de Seattle.

Après les portails d'info, il y a les hébergeurs de sites individuels. L'hébergement est la plupart du temps ultra commercial (soit il est gratuit mais avec plein de pub, soit il est grave payant). Heureusement un jour est né altern.org qui depuis a du fermé ses services gratuits (merci à la E. Hallyday) mais dont le relais a été repris par lautre. net. et par ouvaton.org. La vision de l'hébergement est alors totalement différente: il est gratuit, sans pub et autogéré. Chacun peut participer, chacun est responsable. La problématique liée à cet hébergement free reste celle du contenu des sites propres, en gros y a t-il des limites de la liberté d'expression, peut-on tout héberger? C'est pourquoi les principaux hébergeurs gratuits propose à tout intéressé de signer une charte et un règlement intérieur.

Venons en enfin aux sites propres. Il est quasiment impossible de répertorier tout ce qui se fait sur la toile. La plupart des télés précitées ont chacune un site. De plus, la seule expérience importante de TV libre, activiste, existant sur le web se trouve à: teleweb.org. Pour un manifeste du web indépendant on peut aller au minirezo.net.

Il existe bien évidemment des sites œuvrant pour la liberté de la production intellectuelle: freescape. eu. org pour la théorie, pour les logiciels libres: aful. org, sur l'actualité de linux: linuxfr. org et enfin linuxafrique. org ou comment les logiciels free permettront à l'Afrique de rester connectée.

Mise sous tutelle du Web?

Enfin, il y a les listes de diffusion, la plupart des sites en propose. Le principe est clair: on inscrit notre e-mail à la liste et régulièrement on reçoit des info sur les actuels combats.

Comme énoncé plus haut une des revendications des médias libres Internet concerne la création d'un organisme de régulation et de contrôle de l'Internet. Hervé Bourges, ancien président du CSA, avait annoncé son souhait de développer ses pouvoirs. Les ministères concernés (Economie, Culture, Justice) s'entendaient sur le principe mais divergeaient sur sa mission et sa représentativité. Jospin, de son coté, nomme Christian Paul, député, pour une mission d'étude du « futur organisme de corégulation» de l'Internet

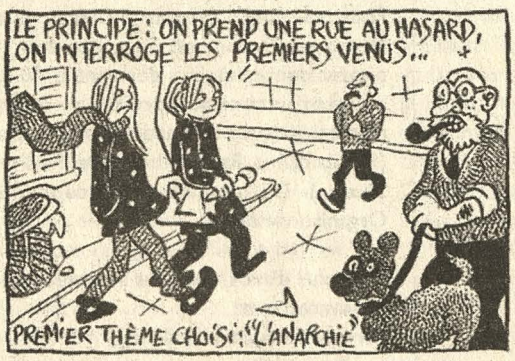
Il est clair que cela est mauvais présage puisque réguler le Net reviendrait à autoriser certaines mises en ligne, d'où la nécessité de déclaration préalable. Cela comme énorme risque de toucher un jour la presse. Pour conclure, il est clair qu'il faut soutenir fortement ce combat. Certaines des radios pirates contestataires des années 70 et 80 existent encore aujourd'hui et selon les mêmes optiques et fonctionnements d'antan (Radio canut, Radio libertaire, Radio zinzine...). Ca peut donc se reproduire. Organisons-nous.

Pour plus d'infos, quelques adresses :
- www.rezo.net
- www.France.indymedia.org
- www.samizdat.net
- www.freenet.project.free.fr
- www.gandi.net
- www.lautre.net
- www.ouvaton.net
- www.altern.org
- www.anarchy99.net/webring/
- www.teleweb.org
- www.freescape.eu.org
- www.aful.org
- www.linuxafrique.org
- www.bruits.abri.org
- www.videontv.org
- www.infonovo.com/osf/
- www.parisaccespublic.org

Milouz
(Radio Canut, 102 MHz à Lyon)

MICRO-TROTTOIR

SYLVIE ET NATHALIE POUR RADIO L'IBERTAIRE



ET MAINTENANT, LE PLUS ÉDIFIANT!
...ET SI ON ALLAIT DANS LES QUARTIERS CHICS, DEMANDER AUX RICHES CE QU'ILS PENSENT DES PAUVRES...
GÉNIAL!
ENSUITE, DANS UN QUARTIER PAUVRE, ON DEMANDE AUX GENS CE QU'ILS PENSENT DES RICHES?
ENCORE MIEUX!
NEUILLY SUR SEINE...
LES PAUVRES? MOI JE LES AIME BIEN, Y EN A SÛREMENT DE TRÈS BIEN!
LES PAUVRES? MAIS AU FOND C'EST QUOI LA RICHESSE? C'EST UNE NOTION TRÈS RELATIVE...
RELATIVE LA DAME À RAISON!
JE CONNAIS PLEIN DE GENS BIEN PLUS RICHES QUE MOI!
CRÉATIF DANS LA PUB
OK, J'AI UN PEU D'FRIC...!
L'IMPORTANT, C'EST DE LE DÉPENSER INTELLIGEMMENT!
À PART ÇA J'AI BEAUCOUP DE SYMPATHIE POUR LES ANARS!
HU HU
...ET TOUT QUANT.., L'ARGENT NE FAIT PAS LE BONHEUR, LA VRAIE RICHESSE EST CELLE DE L'ÂME...
18 INTERVIEWS, 18 COURS DE PHILO PAS CHÈRE!!!
MOI AUSSI, JE CONNAIS PLEIN DE GENS BIEN PLUS RICHES QUE MOI!
(CHÔMEUSE)
10M2, EAU ET WC SUR LE PALIER...
QUARTIER POURRI DU 18e...
ON VIT A 6 DANS 50 M2... C'EST TELLEMENT HUMIDE QUE LES GOSSES SONT TOUJOURS MALADES.
LES MIENS, ÇA FAIT 4 ANS QU'ILS SONT PAS PARTIS EN VACANCES...
L'ANNÉE PROCHAINE, PEUT-ÊTRE... SI MA FEMME RETROUVE DU BOULOT...
J'AIMERAIS BIEN AVOIR UN PEU DE SOUS POUR ME FAIRE ARRANGER LES DENTS
MOI J'AI LE DOS COMPLÈTEMENT CASSÉ PAR 35 ANS DE MÉNAGES, MAIS LÀ ON PEUT PAS METTRE DES PIÈCES!
J'AI MOINS 5000 BALLES SUR MON COMPTE
J'VEUX PAS AVOIR L'AIR DE FRIMER! MAIS MOI, JE DORS CARRÉMENT DANS LA RUE.
L'EDF M'A COUPÉ L'ÉLECTRICITÉ, J'AI UN APPAREIL OÙ FAUT METTRE DES PIÈCES, QUAND J'AI PLUS DE MONNAIE ÇA COUPE...
RLJ
ET LES RICHES, VOUS EN PENSEZ QUOI?
EH BEN! DIS DONC!
C.Q.F.D

T'EN VOIS UN QUI A UNE TÊTE À RÉPONDRE À UNE QUESTION PAREILLE?!
MARCHÉ DU 10ème
EUH...
BONJOUR M'DAME, EST-CE QUE VOUS AVEZ UN IDÉAL?
HA!
HA!
NON NON NON
JE CROYAIS QUE C'ÉTAIT UNE QUESTION SÉRIEUSE, POUR LE MARCHÉ... SUR LES POISSONS...
EH BIEN MERCI MADAME, VOUS AVEZ TRÈS BIEN RÉPONDU À LA QUESTION!
MON IDÉAL? GAGNER AU LOTO...
(RÉPONSE DONNÉE 14 FOIS SUR 25)
...VIVRE MA FOI EN BON CHRÉTIEN ...
...MONTER MON ENTREPRISE ET ME FAIRE UN MAX DE POGNON!!
IDÉAL
$
JE BOSSE DANS UN RESTO POUR PAYER MES ÉTUDES DE MÉDECINE... MON RÊVE, ÇA SERAIT DE TROUVER UN REMÈDE AU SIDA.
JE FERAIS PAS PAYER DE DROITS, MAIS JE SERAIS TELLEMENT FIER!
HO, LES MINETTES! NOUS AUSSI, ON VEUT RÉPONDRE À VOT' SONDAGE!
BON... EST-CE QUE VOUS AVEZ UN IDÉAL?
BÉÉ... ÇA SERAIT D'AVOIR BEAUCOUP DE FRIK, ET EUH...
OK, MAIS COMMENT DIRE... AU NIVEAU MORAL, SOCIAL, INTELLECTUEL?
AH BAH MON IDÉAL C'EST... EUH... L'INTELLIGENCE!
ÇA, C'EST CE QU'ON APPELLE DE L'UTOPIE!
ET C'EST QUOI, POUR VOUS, L'INTELLIGENCE?
POURQUOI TANT DE HAINE
AUTHENTIQUE!
MOI J'SAIS! MOI J'SAIS.
C'EST LA MATIÈRE GRISE.!!
BEN MOI T'VOIS
MON IDÉAL C'EST L'ANARCHIE
MAIS TOI, MAMY, SI Y'AVAIT LA RÉVOLUTION, APRÈS, T'AURAIS PLUS D'IDÉAL?
HÉ NON, MON GARS, PAS TOUT GAUX!
UNE SOCIÉTÉ LIBRE, AUTONOME, C'EST UNE CONSTRUCTION PERPÉTUELLE!
MÊME EN SOCIÉTÉ LIBERTAIRE, JE NE PERDRAIS PAS MON IDÉAL D'UN MONDE LE PLUS ÉGALITAIRE POSSIBLE!
SYLVIE PICARD
AH... AH BON?
ÇA VEUT DIRE RIEN FOUTRE, FOUTRE LA MERDE, LE FEU PARTOUT! YEAH!
GRRRR...
ET... C'EST QUOI, POUR TOI, L'ANARCHIE?
CE COUP-LÀ, MA VIEILLE, JE CROIS QUE J'AI MON COMPTE, ON RENTRE?

Si vous voulez rejoindre la Fédération anarchiste pour participer à notre lutte, mais qu'aucun groupe n'existe à proximité de chez vous ou aucune adresse n'est disponible ci-dessous, adressez-vous alors aux Relations intérieures, c/o librairie du *Monde Libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

fédération anarchiste

AISNE (02)
■ Groupe Pierre-Kropotkine c/o Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux.
Permanences : deuxième et quatrième mardis du mois à 20 h 30.
■ Liaison Villers-Coterêts. c/o Librairie du *Monde libertaire*.

ALPES-MARITIMES (06)
■ Groupe de Nice. c/o Librairie du *Monde libertaire*.

ARDÈCHE (07)
■ Groupe d'Aubenas c/o Cercle social ardéchois, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.

ARDENNES (08)
■ Laison Ardennes. c/o La Question sociale, B.P. 66, 08120 Bogny/s/Meuse.

ARIÈGE (09)
■ FA de l'Ariège c/o Librairie du *Monde libertaire*.

AUDE (11)
■ Groupe de Carcassonne. c/o Le Bazar, 44 rue de la République.

AVEYRON (12)
■ Liaison Sud-Aveyron c/o SAP, BP 2, Montlaur, 12400 Saint-Affrique.

BOUCHES-DU-RHÔNE (13)
■ Liaison Marseille. c/o Librairie du *Monde libertaire*.
■ Liaison Arles. c/o Librairie du *Monde libertaire*.

CALVADOS (14)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

CHARENTE-MARITIME (17)
■ Groupe Michel-Bakounine c/o ADIL, BP 3, 17350 Port-d'Envaux.

CHER (18)
■ Laison Bourges. Librairie du *Monde libertaire*.

CORREZE (19)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

CORSE (20)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

CÔTE-D'OR (21)
■ Groupe de Dijon La Mistoufle c/o Les voix sans maître, 7, rue du Dr Chaussier, 21000 Dijon.
Permanences : les 1er et 3e mardi du mois à 19 h 30.

COTES D'ARMOR (22)
■ Groupe jes futuro. c/o C.E.L., B.P. 38, 22301 Lannion cedex.

CREUSE (23)
■ F.A. de la Creuse c/o Alayn Dropsy – Rizat 9 – 23270 Ladapeyre.

DORDOGNE (24)
■ Liaison Périgueux c/o Athénée libertaire – 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

DOUBS (25)
■ Groupe Pierre-Joseph-Proudhon c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex.
Publication du journal « Le Drapeau noir » disponible sur demande. Vente ML : dimanche 11-12h15 petit marché de Battant, place Jouffroy
Permanences : Librairie L'autodidacte, 5 rue Marulaz, mercredi de 17h à 20h et samedi de 15h à 19 heures.

EURE (27)
■ Groupe d'Evreux c/o CEREL, BP 263, 27002 Evreux cedex.

EURE-ET-LOIRE (28)
■ Groupe libertaire de Chartres.
Permanence : le premier vendredi du mois, de 20h30 à 22h, à l'Hôtel Maleyssie, 2, rue Chanzy, à Chartres.

FINISTÈRE (29)
■ Groupe Les Temps Nouveaux c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.
Vente ML : samedi de 11h à midi sur le marché de saint Martin.
■ Groupe de Quimper. c/o Librairie du *Monde libertaire*.

GARD (30)
■ Groupe FA du Gard c/o AGDIR, B.P. 5018, 30900 Nîmes. Edite une feuille mensuelle (on peut se la procurer en lui écrivant)
◆ groupe-du-gard@federation-anarchiste.org

HAUTE-GARONNE (31)
■ Groupe Albert-Camus c/o Athénée Albert-Camus, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.
Web : http//www.anarchie.net/aac
Permanences : jeudis de 18 h à 20 h.

GERS (32)
■ Liaison du Gers. c/o Collectif libertaire, Maison des ensembles, chemin du Baron, 32000 Auch.

GIRONDE (33)
■ Groupe Emma-Goldman c/o Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
◆ e-mail : groupe-emma-goldman@federation-anarchiste.org
• tél/fax : 05 56 81 0 1 91
Permanences : samedi à partir de 16 h.
■ Groupe Aristide et Paul Lapeyre, 61, rue Pauly, 33130 Bègles.

HÉRAULT (34)
■ Groupe « Un autre futur » c/o La Mauvaise Réputation, 20, rue Terral, 34000 Montpellier. Edite une feuille que l'on peut se procurer en lui écrivant. Café libertaire chaque vendredi à 20h30.
Permanence : jeudi à 20h30.
■ Groupe de « La Sociale » BP 2063 34025, 34000 Montpellier.
◆ lasociale@federation-anarchiste.org
Tél 06 17 48 98 52

ILLE-ET-VILAINE (35)
■ Groupe La Commune, MJC La Paillette, rue du pré de Bris, B.P. 3806, 35038 Rennes cedex.
Local anarchiste rennais 9, rue de Malakoff ; tél. : 02 99 67 92 87.
Permanences : mercredi et samedi de 15h à 19 h.
Vente ML : samedi matin sur le marché des Lices.

INDRE ET LOIRE (37)
■ Groupe libertaire de Tours. c/o B.P. 0421, 37204 Tours cedex 3.
Permanences : chaque jeudi de 19h30 à 21 heures au «Serpent Volant» et mercredis de 12h à 14h fac des Tanneurs.
■ Liaison Altern-AGIR c/o B.P. 0421, 37204 Tours cedex 3.

ISÈRE (38)
■ Groupe Jules-Vallès de Grenoble c/o La faille, BP 2301, 38033 Grenoble cedex 2.
Table de presse : 1er mercredi du mois de 12 h 30 à 14h, au restaurant universitaire Diderot, faculté de Lettres et Sciences humaines de Saint-Martin-d'Hères.
Participation à la publication bimensuelle du journal anarchiste grenoblois «La Faille». Emission de radio les mercredis de 20h30 à 21h30 sur radio Grésivaudan (87MHz)

LANDES (40)
■ Groupe Elisée Reclus, 3 Les Chênes, 40560 Vielle Saint-Girons.

LOIR-ET-CHER (41)
■ Groupe Val de Loire c/o BP 1, 41190 Molineuf.

LOIRE (42)
■ Groupe Nestor-Makhno c/o CNT-AIT, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.
■ Groupe Penser/Agir. c/o Librairie du *Monde libertaire*.

LOIRE-ATLANTIQUE (44)
■ Groupe de Nantes. c/o ACLN, B.P. 60221, 44002 Nantes cedex.
• Publication d'un « petit canard » local, « les raisons de la colère ».
• Emission de radio : « Les raisons de la colère » le 4e vendredi de chaque mois à 20h30 sur 98.1 FM et 91 FM à St-Nazaire.
Vente ML : le 1er samedi du mois, marché de la petite Hollande ; dimanche sur le marché de Talensac à 11h.
Web : http://www.altern.org/fanantes

LOIRET (45)
■ Groupe El Quico. c/o Asile des rêves B.P. 21447, 45004 Orléans cedex.
■ Liaison Montargis c/o Librairie du *Monde libertaire*.

MANCHE (50)
■ Groupe de Cherbourg c/o GREL, BP 12, 50130 Octeville cedex.
■ Laison Carentan. c/o GREL, BP 12, 50130 Octeville cedex.

MEURTHE-ET-MOSELLE (54)
■ Groupe Jean-Roger-Caussimon, F.A. Nancy, c/o CRES, 76, rue Léonard Bourcier, 54000 Nancy.
• Publication du journal « L'encre Noire ».
Vente ML : dimanche matin sur le marché de Vandœuvre.
■ Groupe Marée noire. c/o Planète verte, BP 22, 54002 Nancy cedex.

MEUSE (55)
■ Groupe Maragole (transfrontalier), 6, rue de la Maragole, 55150 Merles-sur-Loison.

MORBIHAN (56)
■ Groupe libertaire Francisco-Ferrer, cité Allende, boîte n° 19, 12, rue Colbert, 56100 Lorient.

■ Groupe René-Lochu de Vannes. c/o Maison des associations, 6 rue de la Tannerie, 56 000 Vannes.

MOSELLE (57)
■ Groupe de Metz, c/o CRES, 76, rue Léonard Bourcier, 54000 Nancy.

■ Liaison Sarrebourg, « Voline » c/o CRES, 76, rue Léonard Bourcier, 54000 Nancy.

NIEVRE (58)
■ c/o librairie du *Monde Libertaire*.

NORD (59)
■ Groupe de la métropole lilloise, c/o ALDIR, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.
Ventes ML:
• dimanche, à partir de 11 h 30, sur le marché de Wazemmes à Lille.
Emission de radio: « La Voix sans Maître », tous les vendredis, de 20 h à 21 heures, sur Radio Campus (106.6).

PAS-DE-CALAIS (62)
■ Laison Boulogne. c/o librairie du *Monde Libertaire*.

PUY-DE-DOME (63)
■ Groupe Spartacus c/o Fraternité antiautoritaire B.P. 105, 63110 Beaumont.
• publication de la feuille des réseaux «Spartacus».
Vente ML : dimanche matin à partir de 10h30 aux puces (gare routière) Clermont-Ferrand.

PYRÉNÉES-ORIENTALES (66)
■ Groupe Puig-Antich c/o CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.
Permanence: samedi, de 15 h à 19 h, à la librairie Infos, 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.
Publie *Infos et analyses libertaires* (revue de l'Union régionale du Sud-Ouest).
Archives: librairie Infos (pour étudiants et universitaires).

BAS-RHIN (67)
■ Groupe de Strasbourg, c/o ACL, 1A place des Orphelins, 67000 Strasbourg.
Vente ML : le samedi à partir de 14 h 30 place Kleber.
Permanences : 1er et 3e lundi du mois à partir de 18h30 à la Maison des associations (adresse ci-dessus) ; 1er dimanche du mois à partir de 16h lors du Moulin à Paroles au Molodoi (19 rue du Ban de la Roche)
◆ groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org
■ Liaison Bas-Rhin, c/o REMON, B.P. 35, 67340 Ingwiller.
Vente ML : le vendredi de 17 à 19 h place de la gare à Saverne.

HAUT-RHIN (68)
■ Liaison Haut-Rhin, c/o REMON, B.P. 35, 67340 Ingwiller.

RHÔNE (69)
■ Union locale de groupes de Lyon et banlieue: groupes Dejacque, Durruti, Kronstadt et Lucia Saornil c/o librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.
Permanences: du mercredi au vendredi de 17h à 19h et le samedi de 15h à 19h. Bibliothèque de prêt ouverte durant les permanences.
Soirée du «Café libertaire», chaque vendredi, à *La Plume Noire* à partir de 21 h.
Emission de radio : « Idées Noires », mercredi, de 20 h à 21 h, sur Radio Canut (102.2).
Edition de deux feuilles mensuelles:
• « L'égalité économique et sociale », feuille de réseaux travailleurs, chômeurs, précaires éditée par l'Union locale. Abonnement 50 F (10 n°) à commander à la Plume Noire.
• « Idées noires », feuille de réseaux étudiants-lycéens éditée par le groupe Durruti.
Ventes ML:
• samedi de 11 h à midi sur le marché de la Croix Rousse;
• mardi de 12 h à 13 h 30 lors de la table de presse à l'université de Lyon II-Bron, face au restaurant universitaire.
◆ http://perso.freesbee.fr/ul.fa.lyon

SAONE-ET-LOIRE (71)
■ Groupe La Vache Noire . c/o ADCLSL, B.P. 516, 71322 Chalons sur Saône cedex.

SARTHE (72)
■ Lairial FA c/o Sarthe libertaire, 4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans.
Permanence: 3e samedi du mois, de 14h à 15 heures, Maison des Associations, 4, rue d'Arcole, salle 23, 3e étage.

SAVOIE (73)
■ Groupe libertaire de Maurienne c/o B.P 2, 73870 Saint Julien Mont Denis.
■ Groupe Acratie : CRI libertaire c/o maison des associations Boite 19/10 – 67, rue Saint François de Sales 73000 Chambéry.
Permanences le 1er mercredi de chaque mois à 20h.

HAUTE-SAVOIE (74)
■ Groupe Atanar. B.P. 45, 74301 Cluses cedex.

PARIS (75)
■ Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08; Fax: 01 49 29 98 59.
La librairie est ouverte du lundi au vendredi, de 14 h à 19 h 30 et samedi de 10h à 19 h 30.
Bibliothèque « La Rue » (10, rue R Planquette, 18e) ouverte le samedi de 15h30 à 18h. Tél : 01 42 23 32 18.
■ Groupe Berneri c/o librairie du *Monde libertaire*.
Emission sur Radio Libertaire (89.4) : «Ras-les-Murs» (émission sur la prison), mercredi, de 20 h 30 à 22 h 30.
■ Claaaaaash (Paris-Bastille) c/o librairie du *Monde libertaire*.
Vente ML : le dimanche à partir de 10 h30 sur le marché du bd R Lenoir.
■ Groupe Maurice-Joyeux c/o librairie du *Monde libertaire*.
«Petites annonces d'entraide» le mardi de 14 h 30 à 16 h; « L'idée anarchiste » le mardi de 16 h à 18 h.
■ Groupe La Vache Folle c/o librairie du *Monde libertaire*.
Emissions musicales sur RL: « Trafic », mercredi, de 22 h 30 à minuit; «Epsilonia», jeudi, de 22 h 30 à 7 h.
Emission d'actualité: «Chronique Hebdo», jeudi, de 10 h à midi.
Edition : histoire-philosophie (Les Cahiers de La Vache folle) ; poésie (Les Cahiers poétiques de La Vache folle) ; édition musicale: Visa (musiques indépendantes).
■ Groupe La Villette c/o librairie du *Monde libertaire*.
Vente ML: vendredi, de 18 h à 19 h, au métro Jaurès.
Permanence le dernier jeudi du mois à l'Usine, 102 bd de la Villette, 75019.
■ Groupe Louise-Michel c/o «La Rue», 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.
Ventes ML: dimanche de 10 h 30 à 12 heures sur le marché de la rue du Poteau ; de 9h30 à 11h sur le marché de Suresnes.
Emission sur RL : « Pas de Quartier », un mardi sur deux de 18h à 19h30.
■ Groupe Pierre-Besnard c/o librairie du *Monde libertaire*.
Vente ML: dimanche, de 10 h 30 à 12 h 30, sur le marché de la place des Fêtes.
Emission sur RL: « Chroniques syndicales », samedi, de 11h30 à 13h30 ; « Blues en liberté » mercredi de 10h30 à 12h; « Contre courbe » un samedi sur 4 de 19h à 21h ; « Femmes libres », un mercredi sur 4 de 18h30 à 20h30 ; « Goloss Trouda » dimanche de 8h30 à 10h.

SEINE-MARITIME (76)
Parution d'un supplément au Monde libertaire édité par les groupes normands de la F.A.
■ Groupe Clément-Duval c/o APEL, B.P. 1042, 76205 Dieppe cedex.
Vente du ML: samedi, de 10 h 30 à 12 h, sur le marché de la place Nationale.
■ Groupe de Rouen c/o Librairie L'Insoumise, 128 rue Saint-Hilaire, 76000 Rouen.
◆ farouen@chez.com
Ventes ML:
• mercredi, de 11 h 30 à 13 h 30, à la faculté des Lettres de Mont-Saint-Aignan (en période universitaire);
• samedi, de 11 h à 12 h, sur le marché d'Elbeuf;
• dimanche, de 11 h à 12 h, sur le marché du Clos Saint-Marc, à Rouen.

SEINE-ET-MARNE (77)
■ Groupe Sacco et Vanzetti c/o GRELE, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.
■ Liaison Melun c/o librairie du *Monde Libertaire*.

YVELINES (78)
■ Laison Versailles. c/o librairie du *Monde Libertaire*.

VAR (83)
■ Groupe Nada c/o ACL, B.P. 5137, 83093 Toulon cedex.
• Permanences : 2e et 4e samedi du mois au café lecture, 18 rue d'Antrechaus.

HAUTE-VIENNE (87)
■ Groupe de Limoges, c/o librairie du *Monde Libertaire*.

YONNE (89)
■ c/o librairie du *Monde Libertaire*.

ESSONNE (91)
■ Liaison Corbeil-Essonnes. c/o librairie du *Monde Libertaire*.
Web: http://www.multimania.com/anarchismes/

SEINE-SAINT-DENIS (93)
■ Groupe Henry-Poulaille de Saint-Denis c/o librairie du *Monde Libertaire*.
Vente ML : dimanche, de 10 h 30 à 12 h, rue de la République, à St-Denis.
■ Groupe Commune libre de Drancy, c/o librairie du *Monde Libertaire*.

VAL-DE-MARNE (94)
■ Groupe Etoile Noire. c/o librairie du *Monde libertaire*.
Vente du ML : dimanche, de 10 h à 12 h, sur le marché près du métro Maison-Blanche.
■ Groupe Elisée-Reclus d'Ivry c/o les amis de Louise Michel. B.P. 55. 94202 Ivry-sur-Seine.
■ Groupe de Bry-sur-Marne c/o librairie du *Monde Libertaire*.
■ Groupe de Montreuil c/o librairie du *Monde Libertaire*.

VAL D'OISE (95)
■ Groupe de Cergy. c/o librairie du *Monde libertaire*.

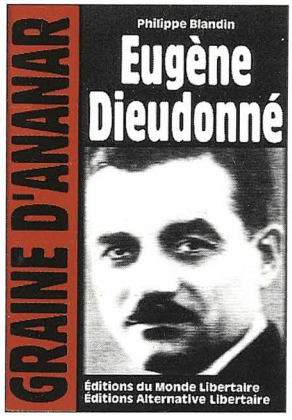
LA REUNION (97)
■ c/o librairie du *Monde libertaire*.

LA NOUVELLE-CALEDONIE (98)
■ c/o librairie du *Monde libertaire*.

BELGIQUE
■ Groupe Alliance libertaire. B.P. 103. 1050 Ixelles. Tel. : [00 32] (0) 26 47 98 01
Email : libertaire@swing.be
Publication du mensuel *Alternative libertaire*.
■ Réseau Anarchiste Tournaisien 32/1 rue des Corriers B7500 Tournai
Tél. : [00 32] (0) 69 84.10.76
■ Groupe Le Noir Lombric – c/o Le fil à la patte, 50, rue de Roucourt, B6700 Péruwelz. Tel. [00 32] (0) 69 77 34 07
■ Groupe Maragole (transfrontalier), 6, rue de la Maragole, 55150 Merles-sur-Loison.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: J. Toublet
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: Groupe de presse MEAULLE (Bernay).
Dépôt légal 44145 ;
1er trimestre 1977
Routage 205 – Hebdo 1 - Diffusion N.M.P.P.

Éditions du Monde libertaire

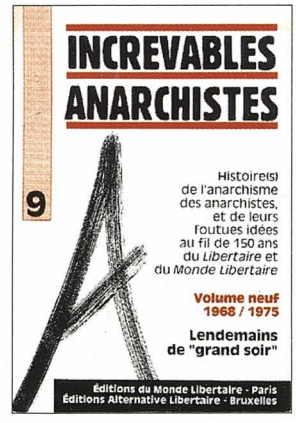


Né le Premier Mai 1884 à Nancy, Eugène Dieudonné est impliqué dans l'affaire Bonnot, quand Peemeans et Caby, employés à la Société générale prétendent le reconnaître comme leur agresseur dans l'attentat de la rue Ordener, à Paris, le 21 décembre 1911. Arrêté le 29 février 1912, Dieudonné comparaît le 3 février 1913 avec les rescapés de la bande à Bonnot devant la cour d'assises de la Seine. Bien que Garnier d'abord, Bonnot ensuite l'aient innocenté, que lui-même proteste de son innocence… il est condamné le 28 février 1913 à la peine de mort, peine commuée en travaux forcés à perpétuité. Au bagne, il tente plusieurs fois de s'évader et y réussit le 6 décembre 1926. Il est finalement gracié après les campagnes d'Albert Londres et de Louis Roubaud. Il meurt le 21 août 1944.

Eugène Dieudonné. Philippe Blandin. Collection « Graine d'ananar ». Co-édition *Alternative libertaire*. 64 pages. 30 F. 4,57 €.

Avec ce neuvième volume de la série *Increvables anarchistes*, nous continuons à feuilleter l'actualité d'une époque au travers d'une sélection d'articles du *Monde Libertaire*, le journal de la FA.
L'occasion de revivre les prémisses et les événements de Mai 68. L'occasion, également, de se remémorer quelques faits marquants de ces années de l'après-Mai : le congrès de l'IFA à Carrare en septembre 68, la vague des communautés dans le Sud-Ouest, les premiers pas du communalisme libertaire à Merlieux, la grève gestionnaire des Lip à Besançon, les coups-fourrés des services secrets contre nos camarades italiens, le retour en force de l'antimilitarisme, la découverte des luttes urbaines et des comités de quartiers et l'affirmation de l'anarcha-féminisme…

Increvables anarchistes. volume 9 (Lendemains de « grand soir ») : 1968-1975. Co-édition *Alternative libertaire*. 48 pages. 20 F. 3,05 €.



C'est chaque jour un peu plus évident et flagrant, la gestion capitaliste de l'agriculture est une véritable calamité. C'est une calamité pour les petits paysans qui sont implacablement éliminés par des «exploitations» toujours plus gigantesques. Pour une ruralité qui se désertifie chaque jour un peu plus. Pour l'environnement et les écosystèmes qui sont littéralement massacrés. Pour les consommateurs qui sont nourris avec de la merde. Pour les paysans qui se retrouvent livrés pieds et poings liés aux banques et aux multinationales de l'industrie agro-alimentaire. Pour les agricultures des pays pauvres qui sont pillés d'une manière éhontée… C'est l'âme de cette logique capitaliste qui est mise à nu dans cette brochure. Et c'est une autre logique, celle du socialisme libertaire, qui trace le chemin d'une autre agriculture, humaine, égalitaire, solidaire, saine, autogestionnaire…

Pour comprendre la « crise » agricole. Jean-Pierre Tertrais. Co-édition *Alternative libertaire* (Bruxelles). 48 p. 20 F. 3,05 €.

Brochures et cassette video en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. (+ 10 % frais de port)

Appel au mouvement anarchiste et libertaire

Assurons une présence visible, autonome et susceptible de faire comprendre les raisons de notre opposition au processus de globalisation !

Le G8 se réunira les 20-21-22 juillet à Gênes. Ce sommet des puissants résume, sous une forme spectaculaire, la tendance actuelle à la concentration, au niveau mondial, du pouvoir économique et politique, dans des proportions encore inconnues jusqu'à aujourd'hui. Le processus de « globalisation » creuse de plus en plus le fossé entre le monde des riches et celui des pauvres, en affamant les populations de continents entiers, en marginalisant des couches de populations toujours plus larges à l'intérieur des différents pays, en réduisant à la précarité toute forme de travail et en éliminant toute forme de garanties sociales (là où il en existait). Tout cela se fait au nom du profit et de l'accumulation capitaliste, sans aucune règle et sans aucun frein.

Pendant ce temps, on s'attache à renforcer le contrôle social, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des États : nous assistons à un renforcement constant des appareils répressifs, qu'ils soient policiers ou militaires. C'est à tout cela que nous devons nous opposer ! Nous avons été, et nous sommes toujours, porteurs d'une perspective anti-étatique, non réformiste et internationaliste, qui vise à reconstituer l'unité et la capacité de lutte des classes laborieuses et des exploités. Dans les circonstances présentes, nous devons réaffirmer : l'impossibilité de démocratiser des organismes politiques et économiques (nationaux ou transnationaux) dont le seul objectif est d'intensifier l'exploitation du travail et des ressources ; le fait que les intérêts des exploités et des exploiteurs sont inconciliables, dans le processus en question comme dans toutes les autres situations ; l'immutabilité des fonctions de l'État qui, tout en renonçant à exercer le moindre contrôle sur l'économie, maintient et renforce le contrôle social, policier et militaire ; la conscience du fait que les droits aujourd'hui reconnus ne le sont que sur le papier et qu'il n'ont donc aucune valeur s'ils ne sont pas soutenus par des rapports de force favorables.

Nous devons donc lutter : pour la libre circulation de toutes et de tous, dans un monde sans barrières ; contre le militarisme, les guerres et les prisons ; pour une réduction généralisée des horaires de travail ; pour la défense des garanties sociales conquises jusqu'à présent et pour la réalisation pour tous d'une qualité de vie décente, sans revenir pour autant à un modèle d'État-providence qui a eu pour conséquence une étatisation du mouvement ouvrier.

Dans cette perspective, il nous semble opportun de proposer une série de manifestations d'opposition au G8, qui permette au mouvement libertaire d'exprimer la cohérence et la force de ses arguments. Nous proposons donc : pour le samedi 9 juin, une manifestation d'importance nationale à Gênes, qui devra nous donner l'occasion d'exprimer publiquement nos arguments ; pour le samedi 14 juillet, des actions locales coordonnées dans autant de villes que possible ; pour le vendredi 20 juillet, l'appel à une grève générale de la part des syndicats de base ; la mise en place d'une présence libertaire significative pendant la durée du sommet, à laquelle pourront se rattacher les compagnons en provenance des autres régions d'Italie et de l'étranger.

Nous voulons nous opposer au sommet en revendiquant dans la rue notre droit de manifester librement, par le biais de toutes les formes de lutte sociale et d'action directe nécessaires pour manifester publiquement et concrétiser une option radicalement libertaire ; d'examiner la possibilité d'organiser un Congrès international sur les thèmes de la globalisation dans les jours qui suivront immédiatement le G8. Nous invitons toutes les forces de lutte sociale qui se reconnaissent dans l'esprit de cet appel a participer concrètement à la mise en place de cette série de manifestations.

Reçu sur <http://www.ainfos.ca/fr>, signé par un grand nombre d'organisations italiennes